

سكزا بن الامين

« L'Économie » : que vaut le franc ?

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14755 - 7 F

MARDI 7 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La réunion à Munich des grands pays industrialisés

## Les Sept s'efforcent d'harmoniser leurs politiques économiques

Le FMI et la Russie

LE Fonds monétaire international comprend le « caractère exceptionnel » de la situation russe, a déclaré à Moscou son directeur général, M. Michel Camdessus, avant de s'envoler pour Munich. Était-il besoin de la préciser ? Depuis l'avancée de la perestroïka et la reprise des contacts avec l'URSS, puis avec la Russie, l'institution de Washington a toujours réservé un traitement particulier à l'ancien géant soviétique. D'abord, en lui accordant, il y a un an à Londres, un statut de « membre associé ». Ensuite, en mettant en place des équipes de travail alors même que la Russie et les autres Républiques n'étaient pas encore devenues membres. Plus tard, en promettant la mise en place d'un « accord de confirmation », pierre angulaire de l'action du Fonds, dans un délai très rapide. Enfin, en annonçant « in extremis », à la veille de la réunion des sept principaux pays industrialisés à Munich, le déblocage d'une tranche de crédit de 1 milliard de dollars, conditionné à un programme de poursuites des réformes économiques encore assez flou.

CETTE approche pragmatique, qui multiplie les exceptions aux règles habituelles de fonctionnement du FMI, est compréhensible : la situation politique instable de la Russie, le défi inédit de la transition d'une si vaste économie centralisée vers le marché, justifient les prudenances et les particularismes de la démarche du FMI à l'égard de la Russie. Après tout, c'est la première fois que l'organisme de Bretton Woods se charge d'assister l'une des toutes premières puissances économiques mondiales. Cette démarche ne peut cependant que mettre mal à l'aise les protagonistes de l'affaire.

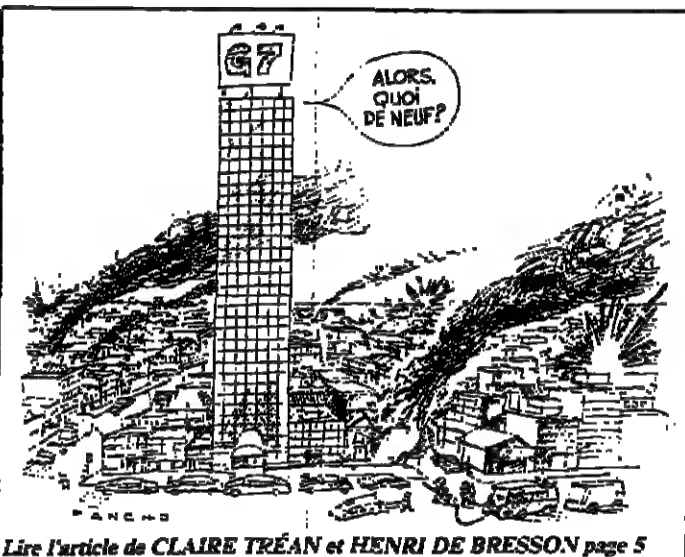
Les déclarations de M. Eltsine à l'encontre du FMI sont de bonne guerre. Le président russe a vite appris, comme l'avaient fait ses collègues d'autres continents, à tantôt dénoncer l'intransigeance de l'institution et tantôt mettre en avant ses recommandations pour obtenir des réformes internes. Critiquant dimanche l'intransigeance du Fonds, M. Eltsine brandira certainement les consignes de celui-ci, jeudi, à son retour de Munich. Mais, en dehors de cet aspect tactique, la présence du FMI en Russie représente une contrainte importante. Dire non au FMI, comme l'ont fait par le passé des dirigeants africains ou sud-américains, aurait un impact négatif de taille sur le soutien des pays occidentaux aux réformes économiques et politiques en Russie.

QUANT à M. Camdessus, sa marge de manœuvre est bien étroite. Les critères de fonctionnement des prêts du FMI sont stricts, et les pressions politiques des Sept fortes. Comment mener son action en toute indépendance ? Les responsables du Fonds affirment que jamais la conduite de l'institution ne sera dictée par les dirigeants politiques, ceux des Sept en particulier. Prouver aux Sept et à M. Eltsine que le FMI est attentif aux problèmes de la Russie, tout en respectant les principes de base de son fonctionnement, la tâche de M. Camdessus est particulièrement délicate.

M0147 - 0707 0 - 7.00 F



Les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (G-7) devaient se retrouver, lundi 6 juillet, à Munich, et tenter d'harmoniser leurs politiques économiques. Le président de la Russie, M. Eltsine, sera reçu à la conférence mercredi. Le chancelier Kohl a inscrit cinq sujets à l'ordre du jour : la croissance mondiale, la CEI, les pays de l'Europe de l'Est, les pays en voie de développement et la sécurité dans les centrales nucléaires de l'ex-URSS.



Lire l'article de CLAIRE TRÉAN et HENRI DE BRESSON page 5

Au Kurdistan irakien

## Mme Mitterrand a échappé à un attentat

Mme Danielle Mitterrand a échappé à un attentat à la voiture piégée, dans la matinée du lundi 6 juillet, près de Souleymanieh, au Kurdistan irakien. L'explosion a fait quatre morts et dix-neuf blessés d'après un responsable de l'ONU.

Ni M. Mitterrand, ni M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui accompagnait l'épouse du chef de l'Etat français, n'ont été blessés. D'après l'Union patriotique du Kurdistan, l'explosion d'une voiture piégée sur le passage du cortège officiel serait due à un engin explosif télécommandé, et une journaliste allemande figure parmi les blessés. Selon le témoignage d'un policier présent sur les lieux, la voiture piégée portait un logo de l'ONU pour se dissimuler dans le cortège.

M. Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, effectuait depuis samedi et jusqu'au 7 juillet, une visite au Kurdistan pour évaluer les besoins de la population. (AFP, Reuters.)

Lire page 24

Lire la réaction du Quai d'Orsay

Durcissement du conflit sur le permis à points

## La police intervient contre des barrages routiers

Un durcissement du mouvement des chauffeurs routiers était noté lundi 6 juillet dans la matinée, alors que les forces de l'ordre commencent à dégager plusieurs barrages près de Lille, dans le Sud-Est, et autour de Lyon.

Cent soixante barrages étaient recensés lundi 6 juillet dans la matinée sur les routes de France. Certains avaient été établis dans la soirée du 5 juillet en Haute-Loire et dans le Puy-de-Dôme, rendant très difficile la circulation sur un axe qui permettait jusque-là d'éviter les autoroutes entre Paris et Marseille, bloquées depuis le 29 juin.

Les forces de l'ordre interdisaient, lundi matin à la frontière franco-belge, l'entrée sur le territoire des poids-lourds étrangers.

La circulation a été rétablie sur l'autoroute A1 à la hauteur de Phalempin, où une opération de police a été déclenchée, lundi vers 8 heures.

Lire la suite page 12

## Chacun pour soi

par Bruno Frappat

La France est en état de balkanisation sociale. Les catégories socio-professionnelles font penser, toutes proportions gardées, et plus pacifiquement, à ces nationalités de l'Est de l'Europe, qui achèvent de déchirer le tissu de l'ex-empire soviétique. Quand l'Etat est fatigué, l'économie déprimée, le chômage inexorable, le grand dessein introuvable et la construction européenne un défi qui inquiète plus qu'il ne mobilise, c'est l'heure du chacun pour soi.

La révolte des routiers qui, depuis plus d'une semaine, perturbe la circulation routière et donne au reste de l'Europe une image désastreuse de la France, commence à avoir des conséquences économiques qui ne feront qu'amplifier les maux du pays.

Lire la suite page 12

## Un entretien avec le premier ministre slovaque

« Nous ne voulons pas l'indépendance, on nous y pousse » nous déclare M. Vladimir Meciar

Dans un entretien accordé au « Monde », samedi 4 juillet, M. Vladimir Meciar rejette la responsabilité de la partition sur les Tchèques.

Mais le premier ministre slovaque recule sur certains points de la négociation, notamment celui de la création d'une banque centrale slovaque.

BRATISLAVA

de notre envoyée spéciale

« Les députés slovaques ont fait échouer la réélection du président Havel au premier tour : que va-t-il se passer maintenant ? Un compromis est-il encore possible ? »

« L'échec du président Havel est la conséquence logique de sa politique. C'est vrai, il a été populaire, mais son influence a beaucoup diminué. Les partis

qu'il soutenait ont perdu les élections. Il a commis quelques graves erreurs, en particulier dans le domaine des relations avec les Slovaques. Il est responsable de cette crise profonde. Vendredi, ce ne sont pas seulement les députés slovaques qui ont voté contre lui, mais aussi une bonne partie des Tchèques. Maintenant, comment trouver une issue ? »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

## MM. Papon et Bousquet inculpés de crimes contre l'humanité

M. Maurice Papon, qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous l'Occupation, et M. René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, ont été inculpés de crimes contre l'humanité à Bordeaux.

Lire page 11

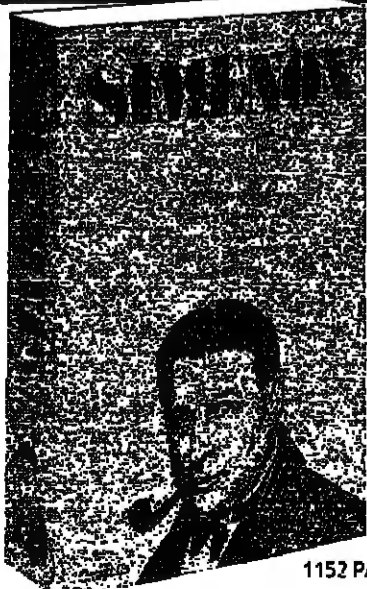
## À partir d'aujourd'hui dans « Le Monde » Européens avant l'heure

Pour comprendre cette Europe dont le sort se joue dans les parlements ou au fil des référendums, il fallait partir sur les routes obscures, du Nord au Sud, en passant par la Lorraine et la Sarre, de Bruxelles jusqu'à Maastricht. Visions disparates, comme le sont ces « Européens avant l'heure », rencontrés au fil du voyage. Pour ces derniers, fonctionnaires en pointe, mais aussi rebelles qui se sentent condamnés, déjà l'Europe est presque faite. Etapes-surprise de Danielle Rouard, dont le Monde commence la publication aujourd'hui 6 juillet, et ce jusqu'au 25.

Lire page 4

## OMNIBUS

GROS LIVRES POUR LECTEURS VORACES



1152 PAGES / 115 F

56 TITRES PARUS / PRESSES DE LA CITÉ

## L'ÉCONOMIE

### Que vaut le franc ?

Depuis cinq ans, le franc n'a pas été dévalué par rapport au deutschemark : un succès inconnu depuis les années 80. Cela ne suffit pas pour qu'on envisage de le réévaluer : on ne refait pas en quelques années la réputation d'une monnaie.

### Les paysans perdus d'Amérique latine

Faim de terre et latifundisme ont pesé sur la région. Tardives, incomplètes, les réformes agraires ont déçu.

Lire aussi : « Le gâchis nigérian », Industries de terroir (l'Alsace et la Lorraine), les pages Actualité, Perspectives, Dossier (la FNSEA), Opinions, Conjoncture, Mode d'emploi et la chronique de Paul Fabra. pages 25 à 36

## ESPACE EUROPÉEN

■ Passage de témoin à la présidence de la Communauté entre le Portugal et la Grande-Bretagne. ■ Opération nostalgie en Espagne. ■ Tribune : les déboires de la vertu grecque, par Kostas Vergopoulos. pages 7 et 8

## L'ÉTÉ FESTIVAL

La pluie et les difficultés de circulation ont perturbé les festivals de ce week-end. A Châteaullon, la *Peau du monde*, la chorégraphie de Prejocaj, a été donnée sous un déluge. Dans les mêmes conditions atmosphériques, les spectateurs ont assisté aux *Eurockéennes* de Belfort et la fête annuelle de Maubeuge s'est déroulée sous des trombes. page 15

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 163 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 PS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 1,50 \$



## DÉBATS

## Un entretien avec Serge Daney

« Le cinéma a renoncé à la gestion de l'imaginaire social »

« Pourquoi créer, aujourd'hui, une revue de cinéma ? »

— Parce que le cinéma représente quelque chose de précieux, et qui est peut-être menacé : la mémoire. Il ne renvoie pas seulement à son propre passé de légende, mais à la mémoire en général, il agit comme refectif de l'humanité, donc comme valeur. Le cinéma est une technique récente qui a actualisé des expériences très anciennes : la caverne et les voix, la chambre obscure, le dessin de la lumière sur un mur. Mais sa puissance ne cesse de diminuer, il a renoncé à la gestion de l'imaginaire social pour passer à la digestion de l'histoire, la grande, et des notes, les petites. L'imaginaire social est aujourd'hui traité par la télévision, la publicité, la « communication sociale » élargie, mais d'une façon très différente.

— **Trafic** répond à la crainte que le cinéma ne participe à la « nouvelle donne » audiovisuelle que comme souvenir, culture, mausolée ou magot. Il m'a fallu du temps pour comprendre qu'entre l'effacement relatif du cinéma et l'émergence d'un nouvel ordre audiovisuel, il n'y avait pas de passage linéaire, pas de continuité. Faire *Trafic*, c'est partir du constat que le cinéma n'est pas devenu moins qu'on ne croit. Mais il doit être possible de proposer un trimestriel tiré à 3 000 exemplaires, qui laisse le temps de la réflexion et se serve du cinéma comme d'un outil de mémoire et de perception. Qui donne le désir de revenir à des goûts simples (celui de la revue, par exemple) et nous sorte des sinistres creuses et sur-maquettées des années 80.

— **Dire que le cinéma a recueilli la mémoire du XX<sup>e</sup> siècle, c'est dire qu'elle n'est pas dans les autres arts.**

— Elle est aussi, en partie, dans la musique populaire, et elle a été dans le jazz avant qu'il ne se reforme. À son tour, sur lui-même, mais pas de la même façon qu'au cinéma. Le cinéma est le seul « art » où, à travers les acteurs, nous nous sommes vus vieillir. Il n'y a pas cela dans la peinture, pas après Duchamp. Ni dans la musique savante, après Schönberg. Ni dans la littérature, qui semble n'avoir résisté que dans les empires — les États-Unis et la Russie : la mémoire du goulag sera une mémoire écrite (par Soljenitsyne qui est plutôt un journaliste qu'un écrivain). Le cinéma n'en aura capté que des éclats posthumes ou des « obèses ». Le cinéma n'est évidemment pas une mémoire exacte du siècle, mais c'est la seule qui nous manquera vraiment. Parce que, accompagnant des mouvements, voire des déluges, de masse, il pouvait peut-être travailler à des « détails de masse ». Il l'a fait dans quelques rares pays, aux États-Unis, en Italie.

— **Comment le cinéma a-t-il rempli cette fonction de « garde-mémoire » ?**

— Sans doute parce qu'il a campé entre l'inconscient et le conscient, du côté de ce que Freud a appelé un temps le pré-conscient. C'est-à-dire qu'il n'est pas vraiment un langage mais quand même un territoire avec des règles. Le cinéma rend compte de ce qui est prêt à sortir. Sortir des corps, des acteurs, d'une situation, d'une société, il le révèle en l'enregistrant. Un grand cinéaste, c'est seulement un meilleur accoucheur. Jacques Tati n'a pas inventé le monde dans lequel la France était déjà plongée en 1967, il l'a vu et il a inventé le pouvoir de le montrer. Ce fut *Playtime* le dernier film français à avoir possédé une vraie grandeur.

— **Le cinéma n'est pas un art de visionnaire, c'est un « coup de pouce » effectué à l'aide de machines enregistreuses (caméra, magnéto) et de « machines » enregistrées (les acteurs, les histoires qu'ils portent). Il permet de passer de l'inconscient de la société à une certaine conscience des singularités qui la peuplent, mais pas plus. Trop de conscience tue le désir, tue l'art, on le voit toutes les fois que revient le souci militant ou propagandiste. Le cinéma permet de préciser, ni plus ni moins. Il a aidé beaucoup de gens à se mettre en chemin vers une certaine vérité du temps — et d'eux dans leur temps — qui passait par les images, même si cette vérité ne résidait pas dans les images.**

— **Avec quel effet ?**

— Schématiquement, le cinéma — surtout depuis la guerre — a contribué à produire l'individu « post-moderne ». De deux manières. D'un côté, il a renforcé l'appartenance au monde, à l'espace humaine et à son histoire. De l'autre, il a épousé la revendication du sujet individuel, qui veut savoir où il est, lui, dans cette histoire. Pour parler comme Gustav, on peut appeler cette opération une gigantesque entorse de « subjectivisme » des foules, des groupes, des classes et même des couples.

Serge Daney est mort du sida le 12 juin dernier. Peu de temps auparavant, il avait revu lui-même le contenu de cet entretien. Gilles Deleuze le tenait pour un philosophe et Régis Debray pour « un grand penseur de ce temps ». Marguerite Duras le considérait comme un écrivain : Serge Daney, né en 1944, était critique de cinéma. Rédacteur en chef des Cahiers du cinéma de 1974 à 1981 avant de rejoindre Libération, inlassable globe-trotter de la cinéphilie, il a fait connaître nombre d'auteurs importants, en même temps qu'il mettait en œuvre une réflexion critique inspirée d'André Bazin et de Roland Barthes. Ce regard et cet esprit exercés par la vision et l'analyse des films, Serge Daney les a utilisés pour observer aussi les ressorts et les mouvements du monde, en particulier dans ses rapports, de plus en plus étroits et complexes, avec les images.

Avec son bagage de cinéphilie, il s'est fait sociologue et sémiologue, journaliste sportif aussi, puis s'est essayé à la critique de télévision, avant de la déclarer impossible. Il a publié deux recueils de ses critiques de films, la Rampe (Gallimard, 1983) et Ciné Journal (les Cahiers du cinéma, 1986), et un recueil de critiques de télévision, le Sabaire du zappeur (Ramsay, 1988). En 1991 est paru Devant la recrudescence des vols de sacs à main (Aléas éditeur), qui regroupe notamment ses chroniques de films diffusés à la télévision et celles consacrées à la guerre du Golfe telle qu'en rendit compte le petit écran. Serge Daney avait créé au début de cette année une revue de cinéma, Trafic (édité chez P.O.L.).

C'est passé par de grands chapitres : les corps burlesques, ceux des stars, les passions des « auteurs ». Aujourd'hui, le cinéma pourrait dire : mission accomplie, vous l'avez vu, petit individu autonome. C'est même lui qui constitue ce qui reste de public de cinéma.

— Mais organiser collectivement un public composé d'individus préalablement « personnalisés », c'est la quadrature du cercle. Un cercle immense, qui n'est peut-être plus du domaine du cinéma. Donc, le cinéma observe — avec ironie, rage, cynisme — ce phénomène qui lui est désormais extérieur. La comédie de l'autonomie, qui était déjà dans Buzuel, est un régal pour les cinéastes de la croyance, chrétiens comme Scorsese ou Rohmer, ou un peu plus « new age », comme Bresson.

« La télévision n'a aucun besoin d'accompagnement critique ou de vigilance morale »

— **Le cinéma n'est plus porteur de valeurs morales ?**

— A quinze ans, j'ai lu dans les Cahiers du cinéma un article de Jacques Rivette qui disait, en gros, qu'il était abject de faire un travelling avant sur le corps d'une actrice qui jouait une victime des camps de la mort autrichienne accablée aux barbelés. Cela résumait pour moi ce que pouvait le cinéma face aux États-Unis, à l'expérience humaine : il pouvait ne pas être pornographique. Pour les gens nés, comme moi, vers la fin de la guerre, je suppose que la question morale s'est posée à peu près dans ces termes.

— **Le cinéma moderne, celui de Renoir, de Godard, a pensé que face à certaines expériences, il fallait savoir se taire, continuer à être là, à craindre et à trembler mais en silence, quitte à dire : nous n'irons pas au-delà mais nous ne retournerons plus en deçà. Mais il y a longtemps que je ne me sens plus protégé par la probité de *Nuit et brouillard*, que je sens que le lien social — c'est-à-dire, justement, la pornographie — est de nouveau sonné. D'où qu'on fasse le « reality-show » d'Auschwitz, comme réponse aux révisionnistes... Cela correspondrait à notre époque, celle de l'individu privé. On est loin des travellings — « affaire de morale ».**

— **La réclame, devenue publicité et en passe de devenir de la « communication sociale », m'inquiète parce que cette machine de séduction ne présente au regard qu'un monde technique. C'est une technique qui sert à montrer les autres techniques. Des gens comme moi, qui n'ont jamais oublié le procès de Nuremberg où les criminels se disaient exécutants, simples techniciens, ne seront jamais rassurés.**

— **Le cinéma a pourtant représenté l'intrusion de la technique dans l'art.**

— Effectivement. Le cinéma nous a

habitué à vivre avec l'idée que les choses « se machinent », qu'il y avait des secrets. Quand j'étais enfant, on trouvait encore des livres du type « le Cinéma, notre métier », où l'on sentait qu'une corporation vendait l'idée des corps de métiers et des secrets d'artisans. Il y avait une sorte de magie syndicale, très exagérée d'ailleurs. En fait, la technique du cinéma est restée assez pauvre. Les gestes de base du cinéaste, depuis Griffith, n'ont pas tellement changé. J'en vois deux, inoubliables. Un avec les deux mains en avant, pouces écartés devant les yeux, pour figurer le mouvement du cadre : ça, c'est Hitchcock. L'autre, qui tient verticalement la pellicule à bout de bras, pour regarder les photographes à la lumière du jour : Eisenstein.

— **Comment opposez-vous cette idée de « voir », qui constituait le cinéma avec ceux qui, dans le cinéma, au « visuel » actuel ?**

— Le cinéma permet de voir ce que l'autre a vu. Quel de commun entre Lang ou Mizoguchi, et moi ? Mais Lang ou Mizoguchi, du fait qu'ils avaient un point de vue, me donnaient une possibilité d'empathie, la permission de percevoir à travers eux, sur leurs traces, un monde qui était encore — en partie — le mien. La fenêtre du cinéma était, encore, universelle.

— **C'est l'Europe qui a inventé cette idée d'universalité, c'est l'Occident chrétien qui a inventé l'autre, la place de l'autre — les Arabes ne sont pas passés loin, mais ils n'ont trouvé que le zéro. Le tiers-mondisme — seul phénomène politique un peu original que ma génération ait eu à épouser — est peut-être notre adieu à cette « place de l'autre ». Depuis, on sent qu'en Europe aussi l'idée d'unité de l'espace humaine — déjà mise à mal par les délires du siècle — a beaucoup perdu de sa force. D'où les opérations de police contre la guerre du Golfe, l'ingénierie humanitaire, la fin de l'histoire « des hommes » et le retour — peut-être effrayant — d'une histoire « naturelle » de la planète.**

— **Dans le domaine qui nous intéresse, cela se traduit par une marginalisation du voir (vieux préoccupation de mystique ou de scientifique) au profit de la mise au point d'une perception optique assistée (comme des lunettes), histoire de mieux revenir vers une idolâtrie des images. Aujourd'hui, l'idolâtrie, c'est la publicité et les films de cinéma issus de la publicité comme *Amant*, qui sont bien accueillis par le public. L'idolâtrie, c'est une vieille histoire. Les peuples ont toujours voulu la jouissance directe des images, et les églises — les prêtres, les clercs, les laïcs — ont toujours dû négocier avec ce désir-là. Entre l'image comme montage ou comme chimie et l'image comme chose ou objet, ça tire depuis toujours à hue et à dia. Il n'y a rien à redire à la résistance têtue du peuple aux prêtres. Les cultes païens résistent, c'est une donnée de base. Ainsi, le star-system a fonctionné comme légende d'été ou calendrier érotique, et même les genres idéaux-gigolos de la télé actuelle correspondent encore au refus d'être édités d'en haut. Et puis il y a une autre mauvaise volonté, celle des cinéastes face aux institutions, des clercs mauvais coucheurs, des passeurs associés... des gens comme moi.**

— **Cette pulsion de résistance aux clercs et aux dogmes, vous la repérez encore ?**

— Il y a toujours le rappel de quelque chose de carnavalesque. Avec un

corps, un sexe, de la merde, mais aussi de la parodie, de l'exagération, de l'innocence et une volonté arrêtée de « s'enlancer » avec les images. Dans les cultures formatées par le christianisme, cela me paraît inévitable. Aujourd'hui, cette culture d'en bas serait plutôt à la télévision, dans les formes d'interactivité où le téléspectateur est à la fois le bon cobaye et le destinataire de l'expérience. C'est une culture faible parce qu'elle n'a plus à se poser la question de son style propre — culture ouvrière, paysanne, culture jeune — et qu'elle se contente de réagir parasitairement à ce qu'on lui balance et qui est supposé lui ressembler et, de plus en plus, la rassembler.

— **Quand j'ai compris que je ne m'identifierais jamais à l'institution cinématographique, compassée ou arrogante, avec ses familles, ses universitaires, ses Césars et ses « monstres cinémas » de télé, je me suis usé les yeux à regarder le lieu trivial, populaire, de la télé et j'ai essayé d'en faire la critique. Peu à peu, j'ai vu que c'était stupide, puisqu'elle n'a aucun besoin d'accompagnement critique ou de vigilance morale. C'est sa force, c'est pourquoi les clercs se cassent les dents sur cette culture qui ne demande rien, sinon s'auto-consumer.**

— **La télévision est comparable à une décharge publique, à l'inconscient à ciel ouvert, secrété jour après jour par la société tout entière et abandonné un temps à son regard. Dans ces poubelles, il y a tout ce qu'on veut — des trésors, des symboles, des abjections, des déchets — mais les éboueurs, eux, ne veulent rien. On ne critique pas ça. On ne s'improvise pas psychanalyste « à l'œil » de cette production-là. Il y avait une place pour la critique de cinéma parce que le cinéma était plus proche de la conscience, mais ça n'a pas de sens de faire la sémiologie de l'inconscient.**

— **Vous pensez que la télévision ne sert à rien ?**

— Si, elle sert à fabriquer du consensus. Elle prend en charge cet individu que le cinéma a contribué à créer, et elle travaille à un nouveau lien social, qui reconnaît à cet individu un sentiment d'appartenance. Ainsi, par exemple, les reality-shows. Cet individu est désormais celui de la loi du marché. Nos parents ont connu la guerre idéologique, nos enfants sont nés dans la guerre économique.

— **Esthétiquement, cela peut se traduire par un certain retour aux grandes fêtes d'un art décoratif, très conventionnel, à coup sûr anti-romantique. Le tourisme va sans doute s'approprier la culture, laquelle a déjà dévoté l'art (vers 1968). Et le tourisme, c'est une vraie industrie ! A elle seule la commémoration devient un art en soi. C'est l'agenda-planning des communicateurs qui nous soufflera nos « coups de cœur ».**

— **On retrouve ce consensus dans les jugements sur l'art, en particulier dans la critique de cinéma, qui a autrefois été très polémique.**

— J'ai grandi avec cette idée que la critique était en soi une bonne chose, tout comme la polémique ou la crise. Si quelqu'un ne voyait pas immédiatement en quoi Rossellini était quand même autre chose que De Sica, je ne disais : celui-là ne sera jamais un ami. Cette attitude n'a plus lieu d'être aujourd'hui, ou alors elle décline un sentiment de réprobation gênée. La critique n'est plus une

valeur, c'est au mieux un exercice de style.

— **Par exemple, je n'ai jamais beaucoup aimé les films de Bertrand Tavernier, je les ai critiqués. Mais lorsque je l'ai vu récemment à la télévision, à propos de son film *La Guerre sans nom*, raconter qu'une bonne part de la guerre d'Algérie s'était déroulée dans la neige et que ce simple fait avait changé sa vision de la guerre, je me suis dit que seul un cinéaste pouvait avoir ce genre d'« émerveillement ». Ce qui est beau dans le cinéma, c'est qu'on va y voir par soi-même et qu'on ramène une image un peu plus juste. Cela suffit à faire du cinéma : voir ce qu'on aurait toujours pu ou dû voir. Alors que pour l'esthétique publicitaire, l'affaire est toujours-déjà-réglée. La « guerre d'Algérie », c'est évidemment les djebels torrides, c'est *Pépé le Moko*, c'est ce qu'on a déjà vu dans les images.**

« On peut rêver à un grand baroque médiatique du XXI<sup>e</sup> siècle »

— **Constatez-vous l'apparition d'une nouvelle esthétique ?**

— On peut rêver à un grand baroque médiatique du XXI<sup>e</sup> siècle, qui trouverait des solutions élégantes, voire grandioses, à ce qui, pour l'instant, est vulgaire et mesquin : un art de cour en mondovision, avec la simultanéité, la réhabilitation de l'illusionnisme, le goût souriant des clichés, les grands rituels catéchistiques d'appartenance (à quoi ? toute la question est là), des économies somptuaires, des artistes doués mais sans états d'âme, plutôt de grands ordonnateurs que des êtres rongés par la fébrilité de l'expression personnelle. N'ayons-nous pas déjà vu Christo, un vrai poète, et en même temps une impeccable machine de guerre économique ?

— **A court terme, le grand marché européen risque d'avoir besoin d'une esthétique à lui, qui ne soit pas Euro Disney, et il va la trouver dans une sorte de tourisme culturel haut de gamme, image et son, son et lumière — où la France est bien placée. Le tourisme culturel a une histoire, et comme toujours, ceux qui, les premiers, l'ont vu venir ont été les plus intéressants : Godard en France et surtout Kubrick, celui de *Barry Lyndon*. Mais la version « petit monde » ne tarde pas, et c'est *Amadeus*. Et puis la version artisan sérieuse, et c'est *Tous les matins du monde*. L'enjeu est de taille, il faut intégrer plus de gens dans le marché culturel tout en désaccablant l'art et l'artiste.**

— **Vous portez un jugement négatif sur l'ensemble des manifestations de la nouvelle esthétique ?**

— Non. Les cérémonies d'Albertville, dans le genre « tableau vivant », sont une réussite. On connaît le désir de « faire tableau » dans nos sociétés, et malgré tous les mauvais souvenirs, on est content quand c'est plutôt léger, joli et pas fasciste. Découlé et Leduc ont réussi deux spectacles à la fois : celui du public réel, qui avait

l'air sincèrement réjoui, et celui de sa représentation-vignette pour le téléspectateur, qui pouvait vérifier que le plaisir des gens sur place était un peu plus réel que les applaudissements robotiques des émissions de variétés habituelles.

— **Decoulé vient après la longue transition que représente l'œuvre de Fellini vers les années du XXI<sup>e</sup> siècle. Populaires, bon enfant et même petit enfant (un peu case-boudin), mais aussi très raffinés. Decoulé hérite de Fellini cette idée simple qu'à la télé il faut tout satelliser, afin que tous les corps et les mouvements restent comme des toupies à l'intérieur d'une petite image. L'intelligence consiste à ne plus longer vers les grands mouvements de caméra, donc la télé est incapable. Pour ça, il y avait Mizoguchi, ou *Lola Montes*.**

— **Ce n'est plus le même mouvement.**

— Le cinéma butait sur une question simple : d'où vient le mouvement ? De l'intérieur ou de l'extérieur ? Je n'ai jamais pu m'intéresser à l'animation (pas plus au dessin animé qu'à l'animation culturelle) parce que j'ai préféré penser qu'il y avait du mouvement stocké — de l'âme, si l'on veut — dans les corps enregistrés des acteurs et dans les paysages. Ce qui me touche, c'est qu'un cinéaste permette à un usage, à un acteur, de s'épanouir un moment, comme les fleurs de papier dans l'eau.

— **Des cinéastes comme l'immense Boris Barnet, comme Becker, comme Godard parfois, ont cette capacité de filmer le bonheur, c'est-à-dire le passage rapide de l'intérieur vers l'extérieur et vice versa. Mais il y a les autres, plus « forts », plus cyniques, qui animent de l'extérieur, par le scénario et le montage. Hitchcock, par exemple, est un maître de cette manipulation abstraite, mais avec en face de lui cet objet unique qu'est le corps de Cary Grant. Chez Hitchcock, il y a encore une maîtrise humaine très violente, il ouvre pourtant la voie à des violences plus maniérées, comme celle de David Lynch, par exemple, puis à du pur décoratisme, de Jean-Paul Goude au « visuel » d'un film comme *Delicatessen*. Hitchcock est encore un cinéaste en ce que, sur une dizaine de plans qui se suivent, la raison d'être de la plupart d'entre eux n'apparaît que plus tard, et un petit nombre seulement sont directement offerts au spectateur, pour qu'il participe à la fabrication du sens. C'est ce que Lacan appelle les « points de capiton » : de temps en temps, on enfonce un clou dans le mur pour que le film tienne — et le mur, c'est le public.**

— **Bresson, lui, ne « capotonne » qu'une fois par film, plutôt vers la fin, par exemple la dernière scène de *Pickpocket*. C'est très beau, mais le public, qui n'a pas que ça à faire, est déjà parti. Aujourd'hui, nous voyons le contraire, avec les publicitaires passés au cinéma : l'acteur capotonne à toutes les images. Du coup, elles ne communiquent plus entre elles, elles sont communiquées une par une. Or le cinéma, c'était quand même : comment passer d'une chose à une autre ? Quand cette question a disparu, quand il n'y a plus d'articulation, on est ailleurs, dans l'après-cinéma. Dans le visuel, dans le consensus, dans l'effrayant consensus par le visuel.**

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

## Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaume, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Gollu  
directeur de la gestion  
Manuel Luebert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Amélie  
Thomas Ferenzi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vermet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1980)  
André Laurens (1980-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGOUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-60-30-10

100-11-150



150/100

# ÉTRANGER

SERBIE : après une semaine de contestation

## L'opposition suspend ses manifestations contre le président Milosevic

A l'appel de l'opposition, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté chaque jour dans les rues de Belgrade depuis le dimanche 28 juin contre le régime de M. Slobodan Milosevic. Aujourd'hui, certains membres de l'opposition appellent à une radicalisation du mouvement alors que d'autres veulent accorder un temps de répit au nouveau premier ministre « d'ouverture », M. Milan Panic.

BELGRADE

de notre correspondante

« Une pause est nécessaire pour reprendre des forces avant de donner le dernier coup. Nous porterons la victoire sans faire couler le sang. » Après une semaine de contestation, M. Vuk Draskovic, le leader charismatique du Mouvement du renouveau serbe, a demandé aux manifestants rassemblés depuis le 28 juin devant le Parlement fédéral de Belgrade de provisoirement inter-

rompre la contestation. A l'origine, M. Draskovic et le Mouvement démocratique serbe (DEPOS) avaient appelé leurs partisans à manifester « le temps qu'il faudra » pour obtenir la démission du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic ainsi que la formation d'un gouvernement de transition et l'organisation de tables rondes pour l'opposition.

L'assemblée contestataire, constituée le 28 juin, « ne capitulera pas » mais lèvera temporairement un siège qui paraît de plus en plus risqué. Les organisateurs de la protestation, regroupés au sein du DEPOS, veulent avant tout éviter les pièges tendus par les autorités de Belgrade. Evoquant les risques d'épidémie parmi les campeurs qui assurent la « permanence » devant le Parlement, la mairie de Belgrade a exigé, samedi, le « rétablissement de l'ordre public ». La suspension de la protestation devait également permettre à l'opposition de sauver un mouvement qui est condamné à l'impasse tant qu'il se limitera à Belgrade.

Si le DEPOS a réussi à inquiéter le pouvoir en rassemblant chaque soir plus de cent mille personnes sur l'esplanade du Parlement fédéral et

devant le siège de la télévision, les autorités de Belgrade se refusent de faire des concessions, arguant que le mouvement reste minoritaire. L'opposition devra donc faire une nouvelle démonstration de force en province pour contraindre le pouvoir à fléchir.

Suivre « l'exemple » de Sofia et de Prague

La tâche sera difficile puisque M. Milosevic s'est employé depuis son accession au pouvoir à s'assurer l'appui de la province, grâce à un discours fortement populiste. Mais l'opposition compte sur le réconfortement social, accentué par les effets des sanctions imposées à la Serbie par le conseil de sécurité de l'ONU. Alors que les syndicats ouvriers (NEZAVISNOST) ont annoncé une grève générale, les paysans souffrent du nouveau programme d'austérité du gouvernement serbe qui impose le rachat par l'Etat des récoltes de céréales à des prix inférieurs à ceux du marché.

« Milosevic est un personnage qui appartient déjà au passé, sa survie est assurée uniquement par des moyens artificiels tels que la guerre

en Bosnie-Herzégovine et le spectre d'une guerre civile en Serbie », déclare M. Draskovic, qui rappelle que les intellectuels belgradois, les académiciens, l'Eglise serbe orthodoxe, l'université et l'alliance civique ont réclamé, comme le DEPOS, la démission de M. Milosevic et des changements radicaux de la politique de Belgrade, et qui estime par ailleurs que le compte à rebours est en marche.

Chaque jour, de nouveaux contestataires se sont ralliés au mouvement : les compositeurs, qui ont interdit la diffusion de leurs œuvres jusqu'à la démission de M. Milosevic, les médecins, les enseignants, les journalistes, les pilotes de ligne et les hôtes de l'air ont défilé jusqu'à la place où se tenaient les rassemblements.

« A Sofia, il a fallu deux cent mille personnes et deux jours pour faire tomber le régime, à Prague cinq cent mille personnes et cinq jours. Ici, plus d'un million de personnes ont défilé et le régime continue à faire la sourde oreille. » Pour M. Draskovic, « la Serbie a battu tous les records », mais a néanmoins remporté une victoire morale, celle de la « non-violence contre la violence », celle de

« la raison sur la bête ». Si M. Vuk Draskovic compte sur la radicalisation du mouvement et sa contagion vers la province, une partie du DEPOS mise, au contraire, sur l'« effet Panic » et une transition douce ; il réclame un temps de répit pour permettre au futur premier ministre fédéral, M. Milan Panic, le milliardaire américain d'origine serbe, de former son gouvernement et de présenter son programme.

Celui-ci s'est engagé à respecter les principes de la démocratie, à régler pacifiquement les conflits de l'Eglise yougoslave et à relancer l'économie de la Fédération serbo-monténégrine. « Je veux être le premier ministre du peuple, et non des partis politiques », avait-il écrit, samedi, aux manifestants, qui avaient bué les paroles conciliantes de M. Panic. Il leur avait également promis de garantir la liberté totale d'expression et des médias en suggérant la privatisation de la télévision.

Or, les propositions de M. Panic devront être approuvées par un Parlement fédéral, où siègent communistes et ultra-nationalistes, et dont la légitimité est contestée par l'opposition démocratique qui a boycotté les élections.

M. Panic est donc loin de faire l'unanimité au sein de l'opposition. Pour certains membres de DEPOS, il reste « l'homme de Milosevic », pour d'autres, il pourrait être l'homme de l'ouverture, capable d'évincer M. Milosevic et de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections anticipées. Quoi qu'il en soit, les manifestants, qui ont accueilli avec déception, dimanche soir, l'ordre de rompre les rangs, ne se contenteront pas de changements superficiels. Si effet Panic il y a, il devra être radical.

FLORENCE HARTMANN

### IRLANDE DU NORD

#### Tué à coups de planche cloutée

Les affrontements entre catholiques et protestants ont fait, dimanche 5 juillet, une nouvelle victime en Irlande du Nord : un catholique a été tué à coups de planche à clous par un groupe de protestants au cours d'une bagarre mettant aux prises, à Belfast, une quarantaine de personnes des deux communautés, qui se sont d'abord lancées des pierres avant de s'affronter à coups de planche et de gourdins cloutés. La police a qualifié ce meurtre de « crime barbare ».

Par ailleurs, deux jeunes irlandais de Newry (sud de la province), David Madigan et Liam Kearns, sont sortis vendredi de la clandestinité. L'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui leur reprochait leur comportement « antisocial », avait, l'été dernier, voulu les contraindre à choisir entre l'exil et la mort, mais ils avaient refusé de quitter le pays (le Monde du 20 août 1991). Ils sont convaincus d'avoir été « amnésiés » par l'IRA. Des dizaines de personnes poursuivies par l'organisation terroriste irlandaise vivent encore dans la clandestinité. — (AFP, Reuter.)

YVES HELLER

## Bosnie-Herzégovine : une alliance fragile

Les forces croates réclament un découpage ethnique de la République, que refuse la défense territoriale, à majorité musulmane

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Le drapeau est tout neuf. Les couleurs - rouge, blanc, bleu - en bandes horizontales, frappées du damier croate rouge et blanc, flottent fièrement à l'entrée-ouest de Sarajevo : une centaine de mètres de la première ligne serbe. Il y a quelques jours encore, ce barrage, installé par les Serbes, empêchait d'entrer dans la ville. Depuis vendredi dernier, les combattants postés à l'abribord tout sur la manche gauche de leur treillis camouflé, le damier croate et les trois lettres HVO, initiales du Conseil de défense croate de Bosnie-Herzégovine. Aujourd'hui, le drapeau croate est la seule tache de couleur dans ce paysage désolé.

Maintenant, « le temps est venu » de planter le drapeau, comme le dit un officier du HVO. Le temps est venu de délimiter son espace et de bien montrer qui s'est battu pour ce territoire. Cet officier croate qui refuse de donner son nom affirme que « de par ces résultats militaires, les Croates auront le droit de décider de l'avenir et auront la priorité pour décider de la création de cantons ou non ».

Violoncelliste, ancien directeur d'une école de musique, l'officier en question est très fier. Fier des Croates et de leur armée, celle de Croatie et d'Herzégovine occidentale (le fameux HVO), cette province du sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine, peuplée à quelque 90 % de Croates. Fier aussi de tenir ce qu'il assure être « le seul lien entre Sarajevo et les zones libérées ».

Autrement dit, l'Herzégovine occidentale, que contrôlent totalement les hommes du HVO. Aut-delà, c'est la Dalmatie croate et sa côte ouverte au monde extérieur. Le « lien » en question, c'est la petite enclave croate dans les faubourgs ouest de la capitale, en principe cernée de tous côtés par les Serbes, à part l'étroit corridor, une portion d'autoroute à moitié défendue sur laquelle flotte désormais le drapeau croate, menant à Sarajevo.

Ici, dans cet ensemble de trois quartiers - Stup, Dogladi, Azici - bordant l'Ilidza serbe, vivent 8 000 Croates. Ici, le HVO est partout présent : non seulement « les conditions politiques ont changé », mais « nous sommes maintenant assez forts » pour hisser le drapeau croate, explique l'officier musicien. Ce qui rend visiblement ce dernier aussi sûr de lui, c'est la proximité de l'Herzégovine occidentale, sur laquelle peut s'appuyer l'enclave et grâce à laquelle il sent ses arrières assurés.

Car, encerclée, l'enclave ne l'est apparemment pas pour tout le monde : « Ici, nous pouvons rejoindre les zones libres (croates) par des chemins détournés - que nous connaissons ». Des routes par lesquelles parviennent équipements et armements, ce que notre officier ne confirme pas explicitement mais laisse entendre assez clairement. D'ailleurs, il n'y a aucune comparaison possible entre l'organisation et l'équipement du HVO croate et ceux de la défense territoriale bos-

niaque (à majorité musulmane), à en croire le violoncelliste reconverti dans le métier des armes.

Un brin méprisant pour la défense territoriale, il vante la façon dont le HVO est « beaucoup mieux organisé et équipé » et la manière dont les Croates sélectionnent leurs combattants : bien meilleurs que leurs alliés. Bien sûr, les deux forces « ont le même but, et le HVO se bat pour une Bosnie-Herzégovine indépendante », affirme-t-il, sans trop s'engager sur la question de la « cantonalisation » de la République, un terme qu'il « n'aime pas » mais qui reste pourtant un maître mot des Croates.

Ceux-ci n'ont cessé, depuis le début du conflit, de réclamer un

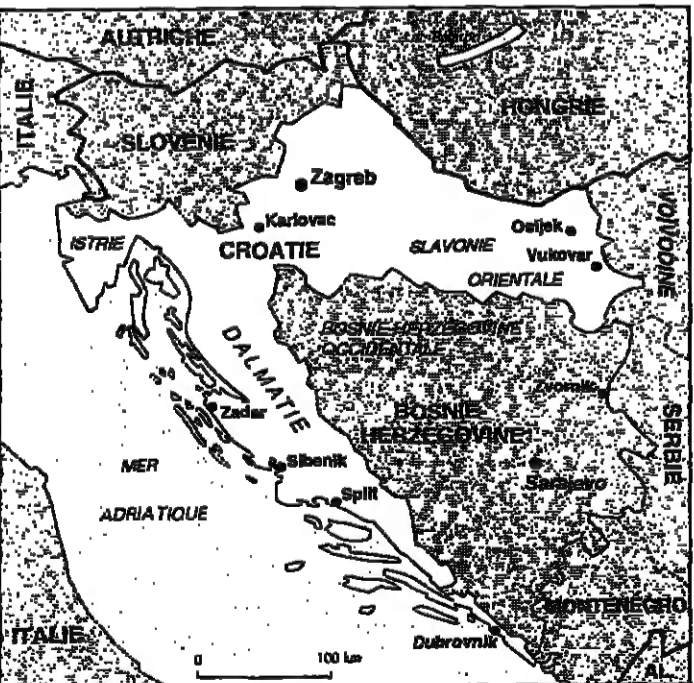
rimant, alliance et confiance ne vont pas forcément de pair. Ainsi, notre « Croate par nationalité et Bosnien par citoyenneté » marque-t-il la plus grande méfiance envers la défense territoriale de Sarajevo et surtout de son encadrement, composé notamment « d'anciens officiers yougoslaves qui ne se sont jamais séparés de leur fusil » et dont il met en doute la loyauté.

De plus, à l'en croire, le principal mérite de la défense herzégovino-nienne reviendrait au HVO, sans lequel la République « n'existerait plus ou serait déjà rattachée à la Serbie ». Car, selon lui, les Croates se sont préparés de longue date au conflit - contrairement aux Musulmans « qui n'ont pas fait ce qu'ils

devaient faire » - et ont eu le temps de s'armer, grâce essentiellement à l'apport « des Croates de partout et pas seulement d'Herzégovine occidentale ».

Quant à la défense de Sarajevo, l'officier affirme que le HVO y a participé. « Il suffit de compter les tombes croates » dans la capitale pour s'en convaincre, dit-il. Ce en quoi il est démenti par le commandant de la défense territoriale de Sarajevo, M. Mustafa Hajralahovic. Celui-ci est formel : des Croates se sont bien battus pour la défense de la capitale, dont ils constituent quelque 7 % de la population, mais au sein de la défense territoriale bosniaque ou dans les rangs de la police, où l'on trouve également des Serbes.

Qu'ils soient musulmans, croates ou serbes, ils se sont battus côte à côte. Toutefois, souligne-t-il, « le HVO en tant que tel n'a pas participé à la défense de Sarajevo, pas plus qu'il n'a envoyé d'hommes à lui ». Il n'en reste pas moins que l'on assiste à une « amélioration des contacts » entre la défense territoriale bosniaque et le HVO croate, indique M. Mustafa Hajralahovic, ancien officier de l'armée yougo-



découpage de la Bosnie-Herzégovine en « cantons » ethniques, une solution approuvée par les Serbes et acceptée du bout des lèvres, il y a quelque temps, par les Musulmans, qui ont depuis opéré un revirement et marqué leur hostilité totale à une telle éventualité (le Monde daté 5-6 juillet), la considérant comme inacceptable et irréalisable.

#### Alliance et méfiance

Pour le moment, l'officier de Stup préfère jeter un voile pudique sur les intentions croates et assure que « l'on ne parlera de la cantonalisation qu'après la guerre », se défaisant en évoquant une « affaire de haute politique ». En attendant, on se prépare à toute éventualité sans faire confiance à quiconque, « chaque peuple, chaque nation ayant le droit de se battre pour sa patrie et sa liberté ».

Et sa patrie, l'officier musicien ne veut pas que ce soit « un Etat vert (de l'islam) après avoir été un Etat rouge (communiste) ». Bien que

## LA RECHERCHE

AU SOMMAIRE CE MOIS-CI :

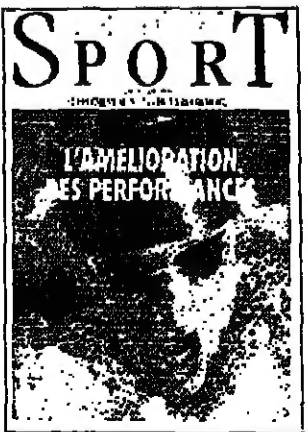


- LA MORT DES CORAUX
- LANGAGE NATUREL ET INFORMATIQUE
- LA BUÉE
- LE TROISIÈME SEXE
- L'EDITING DES ARN

ET UN SUPPLÉMENT "SPORT ET SCIENCE" :

### L'AMÉLIORATION DES PERFORMANCES

- La biologie du sportif
- Les technologies de l'exploit
- Au nom de la performance: le dopage



N° 245 - JUILLET/AOÛT 1992 - 40 F - EN KIOSQUE

LA RECHERCHE 57 RUE DE SEINE 75280 PARIS CEDEX 06 TEL. (1) 43 54 32 84



## EUROPE

RUSSIE : l'ouverture du « procès » de l'ex-Parti communiste

## « Quand disiez-vous la vérité ? »

Les treize juges, élus à vie, de la Cour constitutionnelle de Russie examinent, à partir du mardi 7 juillet, la légalité de l'interdiction du Parti communiste ordonnée par M. Boris Eltsine.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Quand disiez-vous la vérité : hier ou aujourd'hui ? ». Alors que s'ouvre le « procès » de l'ancien Parti communiste, cette interrogation, à la « une » de la Pravda, résume à elle seule les ambiguïtés d'un pays où les mois ont été tant et tant tronqués, pendant tant et tant d'années, qu'il paraît encore aujourd'hui difficile, voire impossible, de trouver un début de cohérence aux actions et aux paroles des uns et des autres. Qui jugera qui ? Et au nom de quoi ? Telles sont les deux questions qui se posent avant le début de l'audience de la Cour constitutionnelle visant à examiner, d'une part, la « constitutionnalité » de l'ancien PCUS - à partir d'une plainte déposée par les amis de M. Boris Eltsine et, d'autre part, la légalité de l'interdiction de ce même PCUS à la suite du putsch de Moscou - à partir d'une action intentée par les adversaires du président russe. Pour aller à l'essentiel, ajoutons que, de part et d'autre, les plaignants, dans leur immense ma-

rité, ont été des membres, souvent influents, de ce parti.

Vendredi dernier, quatre représentants de la présidence russe ont explicité le sens de leur plainte. Soulignant que la Cour constitutionnelle n'était pas une cour d'assise criminelle et qu'il fallait donc éviter un procès politique, ils ont expliqué qu'il s'agissait essentiellement de prouver que le Parti communiste s'était approprié des fonctions et des prérogatives réservées à l'Etat, en contradiction avec la Constitution soviétique.

Le PCUS aurait, par exemple, abominablement puisé dans les caisses de l'Etat pour financer aussi bien les partis frères que des organisations terroristes. Lundi dernier, M. Sergueï Chakral, ex-proche collaborateur de M. Eltsine, a précisé que de nouveaux documents, accablants, seront présentés aux juges durant le procès. Quant aux représentants de l'ex-PCUS, ils se disent, pour leur part, « convaincus » de pouvoir prouver à la Cour la légalité de leurs actions.

A supposer, par exemple, que la cour décide que l'action du PC n'a pas été en contradiction avec la Constitution soviétique, cela signifierait-il que les dizaines de millions de morts, la catastrophe écologique, la ruine de l'économie, l'asservissement

de tant de peuples, tout cela aurait été fait « légalement » ? Et quelle légitimité peut avoir une Constitution qui n'a jamais été adoptée démocratiquement ?

Si des « seconds couteaux » seront physiquement présents devant la cour, ce procès met en réalité aux prises, par personnes et par idées, les deux personnages-clés de l'histoire de l'URSS de ces dernières années : Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev. Ce dernier, en tant que dernier secrétaire général, devait, selon la cour, représenter le PCUS lors du procès.

Pas question, a-t-il répondu, précisant qu'il « ne participerait à tout cela sous aucune condition ». « On n'a pas le droit d'amalgamer les millions de travailleurs et de paysans (membres du parti) et les structures qui ont soutenu les putschistes », a ajouté M. Gorbatchev. Celui-ci, qui accuse le président Eltsine d'avoir créé un « groupe spécial » chargé de le discréditer et de le faire juger, a contre-attaqué : dans un entretien publié samedi par la Kommunistika, il souligne que M. Eltsine, suppléant du bureau politique du PCUS de février 1986 à février 1988, était « bien informé » des activités du parti.

Pour le moment, les documents publiés dans la presse russe - sur les écoutes téléphoniques, le financement des partis communistes à

l'étranger ou les livraisons d'armes illicites - ne mentionnent pas le nom de Boris Eltsine, rétorquent les partisans de ce dernier. Est-ce vraiment une preuve de l'« innocence » du président russe ? Qui pourrait vraiment absoudre les uns et condamner les autres, pour la simple raison que certains, par idéal peut-être, par intuition sans doute, ont quitté le navire quelques années, voire quelques mois, avant les autres ?

JOSE-ALAIN FRALON

CEI : différend avec l'Ukraine sur le nucléaire. - L'Ukraine souhaite garder un contrôle « administratif » sur les armes nucléaires stratégiques stationnées sur son territoire, laissant leur contrôle « opérationnel » au commandement unifié de la CEI. A-t-on appris à l'issue d'une réunion, samedi 4 juillet, des ministres de la défense de la CEI, en prélude au 6<sup>e</sup> sommet de la Communauté qui s'ouvrira lundi 6 juillet à Moscou. Selon le maréchal Chapochkaïkov, commandant des forces de la CEI, cette intention de Kiev - qui s'est engagée à transférer toutes ses armes nucléaires stratégiques en Russie, où elles doivent être démantelées - « équivaut à vouloir rester une puissance nucléaire ». (AFP)

MOLDAVIE : le conflit du Dniestr

## « Ici, on meurt à tous les coins de rue »

Les combats entre forces moldaves et russophones de part et d'autre du Dniestr ont fait des dizaines de morts, indiquaient les agences de presse dimanche, 5 juillet, notamment à Bendery, seule ville tenue par les russophones sur la rive ouest du fleuve.

BENDERY

de notre envoyé spécial

Carcasses de chars carbonisés, fils électriques pendants, vitrines brisées et façades du centre-ville réduites en charpie par les obus : Bendery, où résonnent les tirs secs des kalachnikovs, est en ruines. C'est cette ville qui avait pourtant été choisie, fin avril, pour tester un « règlement pacifique » du conflit qui oppose les Moldaves roumanophones aux russophones de l'Est de la Moldavie : les forces des deux camps s'étaient retirées dans leurs casernes, cédant la place à des observateurs russes, ukrainiens, moldaves et roumains. Une solution semblait trouvée dans cette ville située sur la rive ouest du Dniestr, mais incluse dans les « frontières » de la République russophone de Transnistrie, à l'est.

« On était heureux et, tout d'un coup, les Moldaves ont lancé leurs forces sur Bendery », raconte une russophone. Malgré un nouvel accord envisageant un cessez-le-feu - garanti le 3 juillet à Moscou par les présidents russe et moldave, MM. Eltsine et Snegur - « ici, on meurt à tous les coins de rue », dit, un peu lasse, M<sup>me</sup> Vera Stovbour. Cette grand-mère ukrainienne montre un bouquet de fleurs à l'angle de son immeuble, où un tireur embusqué sur les toits a abattu un civil. Vera a survécu au siège de Stalingrad, « une grande guerre, dit-elle, alors qu'on ne sait pas qui est votre ennemi et qui est votre frère ». Son mari « a libéré la Moldavie des fascistes », c'est-à-dire qu'il a repris ce territoire à la Roumanie en 1940. Elle habite ici depuis, en face du soviet de la ville, principal enjeu

de l'offensive moldave du 19 juin.

« Une erreur », reconnaissent en privé de hauts responsables moldaves à Chisinau, qui aurait coûté la vie à près de 400 personnes depuis le 19 juin, dont 60 % de civils, selon les autorités russophones de la ville. « Les morgues de Traspot (la capitale voisine de la République russophone) étaient si pleines qu'elles ont rempli deux camions frigorifiques de corps », raconte un journaliste local. Une centaine de combattants moldaves se sont aussi faits tuer en pièces lorsque les russophones, appuyés par des chars de la 14<sup>e</sup> armée russe ont repris la ville.

Dans les rues désolées, on trouve des personnes âgées, comme ce vieux, sourd aux tirs qui résonnent près de lui, qui s'écarte avec sa canne les débris et va au ravitaillement pendant une « accalmie ». Il y a ces enfants qui jouent à la guerre aux côtés des « Gardistes » russophones aux allures de Rambo. Au sud de la ville, tenu par les Moldaves, des combats se poursuivent, comme tout au long de la ligne de front.

M. Viatcheslav Kogut, maire russophone de Bendery, reçoit en tréfilis, pistolet à la ceinture, dans une pièce dévastée, « Près de 20 % des immeubles sont détruits, comme cette maison », dit-il. Selon lui, 80 000 des 150 000 habitants ont quitté cette ville peuplée à parité de Moldaves, de Russes et d'Ukrainiens. M. Kogut, comme les autres Russes et russophones, parle de « génocide ». Mais il « ne peut confirmer » que la contre-offensive russophone n'a pas, elle aussi, tué de civils et que les combats au sud ne tuent pas d'habitants dans cette zone où, selon lui, ne vit « presque personne ».

« Aujourd'hui, après ce qui s'est passé, les gens ne peuvent accepter l'idée de vivre dans la même nation. Une solution politique ? M<sup>me</sup> Stovbour, qui part au cimetière, n'y croit pas non plus. « C'est impossible, depuis qu'ils ont tiré sur nos parents, nos voisins ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

HAUT-KARABAKH : l'Arménie se retire des pourparlers de paix. - La délégation d'Arménie s'est retirée, dimanche 5 juillet, des pourparlers préliminaires de paix qui se tiennent à Rome sous l'égide de la CSCE. Elle entend protester contre le refus des délégués de condamner la nouvelle offensive des forces azerbaïdjanaises, qui se sont emparées,

dimanche, de la ville de Mardakert, dans le nord du Haut-Karabakh. Les sources arméniennes parlent de « dizaines de morts ». Le médiateur de la CSCE, M. Mario Raffaelli, a lancé samedi un appel aux présidents azerbaïdjanais et arméniens, pour qu'ils fassent respecter un cessez-le-feu de trente jours à partir du 5 juillet prochain. (Reuters, AFP)

## Un entretien avec le premier ministre slovaque

Suite de la première page

Il y a deux possibilités : Que chaque République ait son président, un président de la République slovaque et un président de la République tchèque. Si les Tchèques veulent Havel, qu'ils l'éisent. Ensuite on conclut un accord en vertu duquel l'un des deux est le président commun et l'autre vice-président. Si les Tchèques acceptent, dans un mois on a une solution. S'ils disent non, eh bien il n'y aura pas de président.

« Mais ce président commun peut-il être M. Havel ? »

« Oui, bien sûr, s'il est choisi par les Tchèques. Notre concession, c'est que la partie tchèque ait la priorité pour le poste de président, dont le mandat serait de quatre ans ».

« La seconde possibilité serait de présenter un autre candidat, mais aucun n'aurait de grandes chances de recueillir un consensus suffisamment large. Ce devrait être quelqu'un qui ne soit pas connu en politique, mais qui puisse bénéficier d'un degré élevé de confiance ».

« Parallèlement, la Slovaquie va-t-elle déclarer sa souveraineté ? »

« Oui, au cours de la session de juillet du Parlement slovaque, probablement vers la fin du mois ».

« Quand allez-vous demander l'adhésion de la Slovaquie aux Nations unies ? »

« Oh ! Nous ne sommes pas pressés... Voyez-vous, nous nous trouvons dans la situation suivante : la partie tchèque nous propose de constituer immédiatement deux Etats indépendants, sans même une monnaie commune. Nous, nous proposons une confédération, avec un marché commun, une défense commune et également en commun la protection des droits civiques. Mais les Tchèques ont refusé. Ils veulent un accord sur la partition avant le 30 septembre, alors que les Slovaques, à cette date, ne veulent qu'un accord sur l'avenir. Les Slovaques veulent empêcher la désintégration immédiate de l'Etat. Nous proposons la transformation de la fédération en confédération : les Tchèques proposent soit une fédération, soit deux Etats. La Slovaquie veut continuer la réforme économique, mais avec une stratégie de réanimation, le respect des spécificités régionales et une répartition plus avantageuse des investissements étrangers. Les Tchèques refusent ».

« Vous dites que les Tchèques refusent une monnaie commune. Mais les Slovaques ne revendiquent-ils pas leur propre banque centrale ? »

« Nous ne maintenons plus cette exigence si la monnaie reste commune. J'avoue que pour le moment nous ne sommes pas prêts à créer notre propre monnaie. Mais s'il le faut, on y arrivera ».

« Avez-vous été surpris par le revirement de M. Klaus pendant les négociations ? »

« M. Klaus ne m'a pas surpris. Ce qui m'a surpris, c'était l'agressivité de son entourage qui, dès la première rencontre à Brno, a décrié la désintégration de l'Etat au bout de quarante minutes de discussions. Ils ne se rendent pas compte de ce qu'ils font ! Nous ne voulons pas l'indépendance, on nous y pousse ».

« Quand allez-vous organiser un référendum sur l'avenir du pays, et quelle question y poserez-vous ? »

« Le référendum aura lieu avant la fin de l'année et en tout cas pas plus tard qu'au premier trimestre 1993. La question portera sur le choix entre indépendance ou confédération ».

« Mais quelle est la différence ? Ne faut-il pas être indépendant pour former une confédération ? »

« Ici, ce n'est pas une question de nationalisme. L'Europe est en train de changer. On assiste à une redistribution des zones d'influence. La question qui se pose est la suivante : quelle va être la place de la Slovaquie dans cette nouvelle Europe ? Nous voyons notre salut dans l'émancipation à l'égard des Tchèques, ce qui implique, vis-à-vis des autres, que nous soyons d'abord le statut d'Etat. Si nous ne voulons pas être une simple région d'Europe, si nous ne voulons pas que notre nation soit considérée comme un groupe ethnique, alors la Slovaquie doit être sujet de droit international. Cela n'exclut pas une représentation commune vis-à-vis de l'étranger ».

« Nous disons : reconnaissons la personnalité juridique internationale (de la Slovaquie) et maintenant tout le reste. Gérons ensemble notre marché commun, traitons ensemble les questions de défense nationale, faisons entre nous un petit modèle d'intégration européenne. A cela, les Tchèques nous

répondent : si c'est cela que vous voulez, nous ne voulons plus rien avoir à faire avec vous ! Ils veulent bien renforcer les deux gouvernements (tchèque et slovaque), mais à condition que nous respections leur position dominante à l'étranger. Ça, nous ne pouvons pas l'accepter, car la Slovaquie a aujourd'hui une occasion unique, qui ne se représentera peut-être jamais plus... »

« Nous voudrions continuer ensemble, au sein de l'Europe centrale, avec la Hongrie et la Pologne, créer une communauté de marché plus large. Les Tchèques, eux, partent d'une philosophie différente : la Bohême va s'intégrer rapidement à l'Europe occidentale, elle aura le soutien américain, sera protégée par l'OTAN et n'aura plus besoin de personne... »

« En parlant de représentation commune, voulez-vous dire que vous n'aurez pas vos propres ambassades ? »

« C'est une pratique courante, plusieurs Etats ont une représentation commune à l'étranger. J'ai demandé (aux Tchèques) l'application du principe de parité quant au personnel diplomatique ».

## La question hongroise

N'avez-vous pas eu tort de réclamer la suppression de la télévision fédérale ?

« La télévision fédérale avait été créée comme l'outil idéologique du Parti communiste tchécoslovaque. Elle répand délibérément des mensonges et contribue à la détérioration des relations entre les deux Républiques. Ce que nous avons proposé, c'est que la chaîne fédérale soit remise aux deux télévisions, tchèque et slovaque, qui existent, et que celles-ci échangent leurs émissions d'information ».

« Avez-vous eu des contacts avec des représentants de la CEE ? »

« Non, pas directement. N'oubliez pas qu'avant les élections, tout a été fait pour nous isoler sur le plan international, mon mouvement et moi. Les services de sécurité fédéraux m'ont présenté comme un agent de la StB (1) et même du KGB. La Slovaquie n'a aucune influence à l'étranger, et le monde est mal informé, il n'a que l'image de « ce nationaliste de Moscou qui met les bons Tchèques en colère ». Et maintenant, pendant que nous devons travailler pour briser cet isolement international, les Tchèques, eux, continuent à développer leurs contacts ».

« Vous pensez à la visite de M. Klaus à M. John Major, vendredi ? »

« M. Klaus est allé demander le soutien de l'Europe à la Bohême. Si l'Europe promet son soutien aux Tchèques, la désintégration de l'Etat sera l'affaire de quelques jours. Depuis un an, allemand, serbe et tchèque préparent un scénario pour la partition, alors que nous, nous n'avons rien fait ».

« Que va-t-il advenir, à votre avis, du traité d'association que la Tchécoslovaquie a conclu avec la CEE ? »

« Il ne nous semble pas indispensable de renégocier le traité d'association. Les droits et obligations qui en découlent ne changent pas, il suffirait de les répartir entre les deux Républiques. Nous sommes prêts à remplir ces obligations et ne

présentons aucune nouvelle demande ».

« Quelles sont vos intentions à l'égard de la minorité hongroise ? »

« Le gouvernement hongrois, qui doit beaucoup au nationalisme, tente de donner l'impression que les minorités hongroises à l'étranger sont en danger. Le scénario de la Hongrie - qu'elle dissimule mal - consiste à obtenir l'autonomie territoriale (pour ces minorités) et ensuite, par l'exercice du droit à l'autodétermination, à les annexer. Certains hommes politiques de la minorité hongroise, ici, succombent à cette influence, veulent l'autonomie : mais dans les régions où vivent 560 000 Hongrois, vivent aussi 1,2 million de Slovaques... »

« Les Hongrois voudraient imposer deux langues sur le territoire slovaque, c'est-à-dire que les documents établis en hongrois dans leurs régions soient valables partout en Slovaquie. Mais il doit y avoir une seule langue officielle dans les relations administratives : les Hongrois peuvent donc utiliser leur langue, mais les documents officiels doivent être obligatoirement émis aussi en slovaque. Les cartes d'identité, les actes d'état-civil ne peuvent être émis uniquement en hongrois, cela n'existe nulle part ailleurs ! On va également demander à la minorité hongroise d'intensifier l'enseignement primaire et secondaires ».

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) La police politique communiste.

## EUROPÉENS AVANT L'HEURE

## Les visions du maréchal des logis

SASSARI (Italie)

de notre envoyé spécial

Sec comme une trique, l'œil noir profondément enfoncé, le maréchal Fadda « tourne le regard vers l'Amérique » lorsqu'il parle de l'Europe. Là-bas « une cinquantaine d'Etats réussissent à s'entendre » dans le cadre de leur fédération. « Pourquoi pas nous ? », interroge le maréchal des logis sur le ton du Dommeur éveillé. Une grande Europe, « avec tous nos voisins géographiques qui veulent y adhérer, voilà la vraie puissance ». Le policier occuménique Lucio Fadda vient de fêter ses cinquante ans et d'être nommé inspecteur. Il dirige le service de contrôle des étrangers pour le nord de la Sardaigne.

« Pas moins de 125 nationalités défilent à nos guichets », souligne avec fierté l'inspecteur. « Entre l'Aga Khan sur la Costa Esmeralda et le Sénégalais vendeur à la sauvette », il ne fait aucune distinction. « Tous connaissent le maréchal ». Par conviction, Lucio Fadda se veut accommodant. « Rien d'illégal, jamais ». Pour aider quelqu'un dans le besoin, on peut toujours « trouver le règlement ad hoc ».

précise cet « Européen de la première heure à qui l'ambrouille, on ne le fait pas ».

Jadis Lucio Fadda dut émigrer, par nécessité, comme un Sarde sur trois. C'était en 1961. « Ce fut comme un coup de tête par un soir de fête ». Avec cent francs en poche il sauta dans un train de nuit en compagnie d'un copain pour Chalon-sur-Saône. Là-bas, une lointaine parentèle se faisait recruter dans le bâtiment. A Chalon, les deux amis dormirent à la belle étoile, jusqu'à leur embauche, au noir, sur le chantier d'une HLM. Six cents francs par mois et pas question d'augmentation.

Eldorado allemand

Ils évitèrent les contrôles ordinaires, au coin de la rue et à l'hôtel borgne. « Nous étions jeunes... » Aussi le ras-le-bol les poussa-t-il dans un autre train, cette fois-ci pour Haguenau, en Allemagne. « L'Eldorado, déjà, où tout se faisait en règle avec une paie supérieure ». De bails, « comme au pays », en fêtes de la bière, « nous sûmes du bon temps ». Le compère qui souffrait de ne pas avoir l'air d'un aryan

pour séduire une gretchen » s'était teint les cheveux en blond. Les nuits solitaires persisteraient. « Nous rêvions de rentrer au pays. Mais qu'y faire ? »

Lucio Fadda passa un concours et entra dans la police italienne. Vingt ans plus tard, il n'a rien oublié de son passé. « Pourquoi l'Europe redoutait-elle l'invasion ? » Déjà chacun peut travailler où il veut. Simple, ment, il « lui » faut respecter la loi du pays d'accueil. La monnaie unique « évite les tracasseries » du change, anticipe le maréchal. « Mais il nous faut garder notre autonomie, es-tu d'accord ? », lance le sage à son jeune collègue, interprète officiel. Ce dernier, né à Marseille de parents sardes et jouissant d'une double nationalité, a choisi de revenir sur l'île de ses aïeux.

Loin de la Sardaigne, sur le pont de l'Europe, entre Strasbourg et Kehl, d'autres policiers, allemands et aussi heureux de leur sort que Lucio Fadda, « apprécient » leur commissariat communautaire tenu avec des Français. « C'est mieux qu'un poste sur la frontière tchèque... »

DANIELLE ROUARD

## MEDECINE PHARMACIE

Stages de pré-contrôle

Encadrement scientifique annuel

Soutien par matière "à la carte"

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - (1) 43.25.63.30

JULIEN 150



سكنا من الامن

## EUROPE

POLOGNE : alors que la crise politique s'aggrave

### M. Bush a fait, à Varsovie, l'éloge des réformes

Le président américain George Bush a fait une brève visite en Pologne, dimanche 5 juillet, où il a notamment assisté à une cérémonie religieuse pour le retour des cendres du grand musicien et homme d'Etat polonais Ignacy Paderewski, mort en exil à New-York en 1941.

« Regardez ce nouveau monde et rappelez-vous où vous avez commencé cette révolution », a déclaré le président américain, qui a fait l'éloge des réformes polonaises tout en reconnaissant que « pour beaucoup de gens il y a plus de douleur que de progrès ».

M. Bush a toutefois exhorté les Polonais à maintenir le cap de l'économie de marché et de la démocratie.

La visite de M. Bush à Varsovie, sur le chemin de Munich, se situe en effet dans un contexte de confusion politique croissante en Pologne, sans gouvernement depuis maintenant un mois. Afin de tenter de débloquer la situation, les partis

issus de Solidarité ont proposé samedi 4 juillet le nom de M<sup>me</sup> Hanna Suchocka, une universitaire de quarante-six ans membre de l'Union démocratique (le parti de M. Mazowiecki), pour former un gouvernement, mais des divisions subsistent sur la composition du gouvernement.

Tout en affirmant qu'il n'avait « pas d'objection » à la candidature de M<sup>me</sup> Suchocka, le président Walesa a demandé dimanche à M. Waldemar Pawlak, le jeune chef du Parti paysan unifié qui avait abandonné la semaine dernière ses efforts d'un mois pour former un gouvernement, de nommer des responsables par intérim pour diriger « les ministères cruciaux pour le fonctionnement de l'Etat ». « La Pologne doit être gouvernée », a déclaré le président, alors que, sur le front social, la tension s'accroît et des grèves menacent. — (AFP, Reuters).

## EN BREF

□ **ÉGYPTE** : arrestation de soixante-sept intégristes. — Selon la presse égyptienne, soixante-sept intégristes musulmans ont été interpellés, samedi 4 juillet, à Qenah, en Haute-Égypte. Réputés pour leur hostilité à la musique et aux danses qui accompagnent les mariages, ces extrémistes étaient soupçonnés d'avoir attaqué et incendié des églises, des écoles et des boutiques incendiaires. Dans cette région, de nombreuses agressions ont été récemment commises par des islamistes (le Monde du 2 juillet). — (AFP).

□ **IRAQ** : des inspecteurs de l'ONU ont manifesté à Bagdad. — Une équipe de dix-sept experts de l'ONU, chargée de superviser la destruction des armes chimiques en Irak, s'est vue interdire, dimanche 5 juillet, l'accès au ministère de l'agriculture. « Les directives issues de New-York nous recommandent de maintenir notre position en vue de pénétrer à l'intérieur du ministère », déclarait dimanche soir Mme Karen Jansen, responsable de la mission d'inspection. Les experts se sont alors installés dans leurs voitures, prêts à passer la nuit devant le bâtiment officiel qu'ils soupçonnent d'abriter des données sur l'arsenal chimique irakien. — (AFP, Reuters).

□ **ISRAËL** : libération de quatre Palestiniens. — L'armée israélienne a confirmé, dimanche 5 juillet, la libération de quatre Palestiniens qui avaient été capturés en mer, le 20 décembre 1990, au large des côtes libanaises. Récemment, Israël avait libéré dix membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) qui avaient été faits prisonniers au Liban-Sud en 1985. — (AFP).

□ **ALLEMAGNE** : le SPD exclut de ses rangs un ancien informateur de la Stasi. — Au terme d'une enquête de plusieurs mois, le Parti social-démocrate allemand (SPD) a

exclu, vendredi 3 juillet, M. Ibrahim Böhm, un des fondateurs du SPD de l'ex-RDA, en 1989. Ce dernier, qui avait déjà renoncé à toutes ses fonctions au sein du mouvement, était entré au service de la Stasi (police secrète est-allemande), dont il était devenu un informateur vedette, au début des années 70, puis, à partir de 1989, avait livré des informations sur sa propre formation politique. M. Michael Donnermeyer, porte-parole du SPD, a souligné que M. Böhm, qui avait longtemps été considéré comme un possible premier ministre de transition de l'ancienne Allemagne de l'Est, avait « considérablement nui à son parti ». — (AFP).

□ **HONGKONG** : Le nouveau gouverneur britannique sera « ferme mais courtois » à l'égard de la Chine. — M. Chris Patten, le nouveau gouverneur de Hongkong — et ex-président du parti conservateur — a déclaré, samedi 4 juillet, à Londres, peu avant de rejoindre son poste, qu'il sera « ferme mais courtois » lors de ses négociations avec la Chine. Il souhaite développer avec Pékin des « relations bonnes et constructives » dans un « esprit de générosité ». Il a toutefois refusé de commenter les désaccords actuels, portant sur des sujets tels que le financement du nouvel aéroport ou la libéralisation du système politique. — (AFP).

□ **SRI-LANKA** : les Tigres tamouls revendiquent la destruction en vol d'un avion gouvernemental. — Dix-neuf personnes, dont six officiers, ont péri, dimanche 5 juillet, lors de l'explosion en vol d'un appareil de l'armée de l'air sri-lankaise au-dessus de la péninsule de Jaffna, dans le nord de l'île, théâtre de violents combats avec les séparatistes des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE). Ces derniers ont revendiqué la responsabilité de cette attaque. Pour sa part, Colombo affirme avoir tué, en une semaine de combats, 610 rebelles tamouls. — (AFP, Reuters, UPI).

## DIPLOMATIE

Le sommet des sept pays industrialisés à Munich

### Les difficultés de la Russie et la lutte contre la récession sont au centre de la réunion du G7

Avec 9 000 policiers sur le pied de guerre, Munich a été transformée en une véritable place forte pour accueillir le sommet des sept pays industrialisés dont les travaux devaient s'ouvrir officiellement lundi 6 juillet.

C'est la première fois que la « capitale » bavaroise accueille une grande rencontre internationale depuis le drame de 1972 : onze athlètes israéliens avaient été exécutés par un commando palestinien de « Septembre noir ».

## MUNICH

de nos envoyés spéciaux

Après une série de rencontres bilatérales, qui a notamment permis au président américain, M. George Bush, de s'entretenir avec le président François Mitterrand puis le chancelier Kohl, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus riches du monde devaient commencer leurs travaux lundi après-midi.

Au menu de cette première journée figure l'examen de la situation économique internationale et la convergence des politiques nationales. La bonne santé du club des Sept conditionne en grande partie la résolution des autres problèmes de la planète, à commencer par la maîtrise de la situation dans les Républiques de l'ancienne URSS et dans les pays de l'est et du sud de l'Europe.

Le président russe, M. Boris Eltsine, qui sera l'invité du sommet, mercredi 8 juillet, pour discuter de l'aide à apporter à son pays et aux autres Républiques issues de l'Union soviétique, s'est rappelé, dimanche, au bon souvenir de ses interlocuteurs en déclarant d'emblée qu'il n'était prêt ni à accepter ni à imposer des conditions ni à se laisser mettre à genoux. « La Russie est une grande puissance et ne peut accepter des conditions qui seraient jugées par trop humiliantes », a-t-il souligné. Le chef de la Russie, qui entend parler à la fois au nom de tous les pays de la Communauté des Etats indépendants, a affirmé qu'il préférerait renoncer aux 24 milliards de dollars qui lui ont été promis plutôt que demander au peuple russe des sacrifices impossibles.

Hôte du sommet, le chancelier Kohl a répliqué au cours d'un entretien télévisé qu'il n'y avait pas lieu pour Moscou de hausser ainsi le ton. Il s'est montré toutefois conciliant quant aux demandes russes. On préférerait expliquer à Munich l'attitude du président soviétique par la nécessité de don-

ner des pages à son Parlement et à l'opinion russe.

A preuve le déroulement, semble-t-il satisfaisant, des discussions que le président du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, a eues dimanche à Moscou avec les dirigeants russes. M. Camdessus, qui était attendu à Munich pour faire part de ses entretiens, est parvenu à un accord sur le versement d'une première tranche de un milliard de dollars en signe de bonne volonté pour appuyer les réformes annoncées par le gouvernement russe. Il a rassuré ses interlocuteurs russes en soulignant que le FMI ne voulait pas une libération brutale des prix de l'énergie, mais souhaitait une évolution par étapes.

Le « sherpa » du chancelier allemand, M. Horst Köhler, s'était rendu en personne à Moscou dans le cadre des préparatifs pour le sommet de Munich. Conscient d'être particulièrement sollicité par les Russes pour plaider leur cause, les Allemands, qui souhaitent réussir leur premier sommet depuis leur réunification et être à la hauteur de leurs nouvelles responsabilités, n'ont pas fait de surenchère et réclament une approche pragmatique.

Contrairement à l'idée lancée par M. Bush de faire entrer la Russie dans le club des Sept, Bonn a émis, comme la plupart des autres capitales, une opinion plus que réservée. Ayant ses propres difficultés à maîtriser, le gouvernement allemand, comme l'a souligné M. Helmut Kohl, une nouvelle fois dimanche soir, estime être arrivé à la limite de ses possibilités d'aide financière à l'ex-URSS.

### Tête-à-tête Mitterrand-Bush

Compte tenu des engagements pris à l'égard de Moscou lors des négociations qui ont précédé la réunification, notamment pour financer le retrait des troupes de l'ancienne Union soviétique stationnées dans l'ex-RDA, l'Allemagne est de loin le principal bailleur de fonds actuel de Moscou. Pour cette raison, et pour éviter aussi le soupçon de vouloir mener leur propre jeu à l'Est, les Allemands se sont les défenseurs d'une aide multilatérale et se tournent vers leurs partenaires occidentaux pour y contribuer plus largement.

Le chancelier Kohl s'en est entretenu dimanche soir avec le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, qui indique-t-on de source allemande, restait néanmoins très rigide en raison du contentieux avec la Russie sur les îles Kouriles.

Les questions touchant aux problèmes de sécurité en Europe ont

constitué, quant à elles, l'essentiel des conversations qu'ont eues les présidents Bush et Mitterrand à la veille de l'ouverture du sommet.

Bien que le contenu de cette conversation n'ait pas été rendu public, on indiquait, du côté français, que le maître mot en avait été « la complémentarité », et que devant les risques nouveaux qui menacent la paix en Europe, les deux présidents avaient exprimé leur désir commun de voir l'Europe et les Etats-Unis continuer à œuvrer ensemble à la sécurité du continent.

### Erreurs d'interprétation

La question des actions concrètes à mener en Yougoslavie n'a pas été abordée, indiquait-on du côté français. La conversation a porté moins sur l'actualité brûlante de la guerre en Bosnie que sur la philosophie générale qui doit présider à la réorganisation des systèmes de sécurité et de défense et le rôle respectif qu'ont à y jouer les Américains et les Européens. Une controverse franco-américaine se développe depuis plus d'un an dans toutes les instances où il est question de la réforme de l'OTAN, de l'émergence d'une politique de défense propre à l'Europe des Douze, des moyens de prévenir les conflits entre nationalités dans le centre et l'est du continent.

Comme souvent lorsque MM. Mitterrand et Bush s'entre-

tennent directement, on a fait valoir, dimanche soir, l'excellence de leurs relations personnelles en laissant entendre que c'est au niveau inférieur des deux administrations que naissent les controverses et que les erreurs d'interprétation, ont été dissipées entre les deux chefs d'Etat. Aucune précision n'a toutefois été donnée sur la façon dont ils entendent résoudre les divergences relatives à la création d'un corps d'armée franco-allemand, ni celles qui portent sur l'attribution de missions nouvelles à l'OTAN, en matière de maintien de la paix notamment, et qui seront à l'ordre du jour de la réunion d'Helsinki.

Mais on rappelait, dans la délégation française, qu'après la réforme de la politique agricole européenne, on attendait maintenant des Américains de nouvelles propositions et qu'en toute hypothèse, elles ne seraient pas présentes à Munich.

HENRI DE BRESSON ET CLAIRE TREAN

lequel était écrit : « Attaquer le sommet économique mondial ». D'autre part, une marche à la mémoire des onze athlètes israéliens assassinés par un commando palestinien en 1972, lors des Jeux olympiques de Munich, s'est déroulée, dimanche 5 juillet, entre le stade olympique de la ville et le camp de concentration de Dachau, distant d'une quinzaine de kilomètres. La marche était organisée par l'Association germano-israélienne de Munich et l'association américaine Shalom, qui entendait, du même coup, « dire « jamais plus » aux trois mille incidents nazi-nazis de ces derniers dix-huit mois en Allemagne ». — (AFP, Reuters).

□ **CSCE** : vers un renforcement des mécanismes de prévention des conflits. — L'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a prévu, dimanche 5 juillet, à Budapest, le renforcement urgent des mécanismes de prévention des conflits en Europe. Dans la déclaration finale, qui devrait servir de plate-forme de travail aux gouvernements des pays membres de la CSCE les 9 et 10 juillet à Helsinki, elle a estimé qu'il fallait doter la CSCE « des procédures et des moyens lui permettant de mener une action efficace de prévention et de règlement des situations de conflit, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des Etats », y compris « la possibilité de mandater d'une manière claire et précise des activités de maintien de la paix ». — (AFP).

Dans « le Monde diplomatique » de juillet

### Le spectre des « guerres ethniques »

Partout à l'Est se multiplient les foyers de tension : en Tchecoslovaquie, en Roumanie, dans le Caucase. La Yougoslavie reste le modèle de la « guerre ethnique » qui menace le Vieux Continent. L'impuissance de l'Europe communautaire devant l'extension des combats apparaît d'autant plus préoccupante que la Yougoslavie est désormais un banc d'essai. Paul-Marie de La Gorce, Catherine Lutard, Catherine Samary et Marcel Guérin examinent les diverses facettes de l'implosion yougoslave et des déficiences de la communauté internationale.

On lira, d'autre part, une série d'articles sur le Proche-Orient après la victoire des travaillistes en Israël. Si les électeurs ont condamné l'immobilisme du Likoud et de M. Itzhak Shamir, il s'agit maintenant de transformer cette défaite de la droite en véritable avancée vers la paix (Michel Warchawski). Il s'agit aussi de mettre un terme à la terrible odyssee des millions d'exilés palestiniens à la recherche d'une patrie depuis 1948 (Nadine Picardou).

Le vote par l'Assemblée et le Sénat français des modifications de la Constitution a relancé le débat sur Maastricht. Jean-Pierre Airut analyse la signification du « non » des Danois, tandis que Bernard Cassen rappelle les trente-cinq ans de « non-dit » de l'Europe. Monique Chemillier-Gendreau explique le principe de

subsidarité et Alain Tondeur les conséquences de l'intégration européenne sur l'Etat belge.

Dans ce même numéro : Algérie, un pays à la dérive, par Ignacio Ramonet ; L'échec du sommet de Rio (J. R.) ; Climat de fronde dans la Fédération de Russie (Pierre Clermont) ; Quand la Maison Blanche est à vendre (Serge Halimi) ; L'équipement militaire français trop cher et dépassé (Antoine Sanguinetti) ; La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats (Jean-Luc Thierry) ; Le flot montant des inégalités en France et en Europe (Denis Clerc, Jean-Pierre Bultez, Anne-Marie Michel) ; Bande dessinée : En quête de l'Eldorado, découverte du dieu blanc (Philippe Videllier) ; A Canton, Ohio, un monde en sursis (Ingrid Carlander) ; Washington renforce son emprise sur la politique pétrolière (Nicolas Sarkis) ; Risque de famine sans précédent en Afrique (Claire Brisset) ; Ce que l'Afrique noire peut apprendre à l'Europe (Michel Cahen) ; Un capitalisme chinois nommé socialisme (Roland Lew) ; Au Bangladesh, une pauvreté bien encadrée (Michel Chossudovsky) ; Les embûches de la réconciliation au Nicaragua (Michel Rillaers).

Egalement au sommaire : « Le papier enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.

► En vente chez votre marchand de journaux : 20 F.

LE MONDE diplomatique

## L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE?

Manière de voir 15

100 pages 42 francs

## L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**SCIENCES-PO**  
ENTRÉE EN AP

Stage intensif d'été  
Préparations annuelles et semestrielles  
Préparation parallèle à l'université

**ipesup**  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris  
(1) 43.25.63.30  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

(Publicité)

**BOURSE MICHEL SEURAT**  
APPEL DE CANDIDATURES 1992

THÈME :  
LES SOCIÉTÉS OU LES CULTURES CONTEMPORAINES DU PROCHE-ORIENT

Le CNRS a créé une bourse de 100 000 F décernée chaque année à un jeune chercheur français ou ressortissant d'un pays du Proche-Orient. Le programme doit comporter un séjour dans le pays étudié. Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire. La bourse Michel Seurat est ouverte aux personnes de moins de trente-cinq ans révolus (sauf dérogation) titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent. Les candidats français qui ont des connaissances de langue arabe en précisent le niveau.

Adresser votre dossier au CNRS  
Bourse Michel Seurat  
Département SHS  
15, quai Anatole-France  
75700 Paris  
Tél. : (1) 47-53-11-45  
Fax : (1) 47-53-16-88

Avec :  
- un curriculum vitae,  
- une copie des diplômes obtenus les plus élevés, français ou étrangers,  
- un projet de recherche,  
- un programme de travail en dix pages maximum,  
- une attestation d'une personnalité scientifique qui doit l'envoyer personnellement à M. le Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15 OCTOBRE 1992



## AFRIQUE

ALGÉRIE : plusieurs attentats

## Cinq policiers ont été tués près d'Alger

Le deuil national décrété, il y a une semaine, après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, a contrainct l'Algérie à célébrer, dimanche 5 juillet, la trentième anniversaire de son indépendance, alors que de nouveaux attentats ont rendu le climat encore plus pesant. Dans la nuit de samedi à dimanche, cinq policiers qui faisaient une ronde ont été tués par des inconnus, à Boudouaou-el-Bahri, à 40 kilomètres à l'est de la capitale. Samedi, le directeur de la prison algérienne de Serkadji (ex-Barberousse) avait été blessé alors qu'il circulait en voiture, et une bombe avait explosé dans la maline au siège du quotidien *El Djoumhouria*, à Oran.

La télévision nationale a présenté, samedi, l'assassin présumé de M. Boudiaf : le sous-lieutenant Boumaraf Lembarek, vingt-six ans,

membre du Groupe spécial d'intervention (GSI), chargé de la protection rapprochée du chef de l'Etat. « Nous avons des indices solides établissant sa culpabilité », a affirmé le procureur général du parquet d'Alger. Par ailleurs, le directeur et le rédacteur en chef du quotidien en langue arabe *El Khabar* ont été interpellés, samedi, après l'annonce, en première page de ce journal, du limogement du ministre de l'intérieur M. Larbi Békheir, une information que l'intéressé avait démentie à plusieurs reprises à l'agence de presse officielle APS et sur les radios nationales.

De son côté, dans un entretien accordé au périodique local *l'Eveil*, M. Rabah Kébir, ancien président de la commission des affaires politiques et des relations extérieures de l'ex-Front islamique du salut (FIS), qui est assigné à résidence à Collo

depuis trois mois, a écarté la responsabilité des islamistes dans l'attentat contre Mohamed Boudiaf, assurant que ce crime avait été commis par des « assoiffés de pouvoir et des comploteurs ». Plusieurs journaux iraniens se sont une nouvelle fois félicités, samedi, de la mort du président Boudiaf tout en prédisant le même sort à son successeur, M. Ali Kaï.

Le Haut Comité d'Etat (HCE) a installé la commission d'enquête qui devra, dans les vingt jours, livrer ses premières conclusions sur l'assassinat et en a confié la présidence à M. Ahmed Bouchaib, un ami proche de M. Boudiaf. Le HCE a, d'autre part, indiqué, dans un communiqué, qu'aucun de ses cinq membres n'envisageait de poser sa candidature à l'élection présidentielle normalement prévue à la fin de 1993.

## Triste anniversaire

TIPAZA

de notre envoyé spécial

Ils sont là des milliers, sur les plages de la côte turquoise, de Tipaza à la pointe Pascade, à regarder la mer. L'Algérie - cette Algérie prise dans une formidable tourmente - est derrière eux : ils lui tournent le dos. Mais que fera d'autre, ce dimanche 5 juillet, pour tuer le temps et peut-être pour oublier un peu la gravité de l'heure ? Le président Mohamed Boudiaf est mort assassiné : les festivités du trentième anniversaire de l'indépendance ont tourné court. La journée est fériée. Un point, c'est tout.

Premiers feux d'un été qui tardait à venir, d'un de ces étés ardents et capiteux comme les avait aimés sans mesure Albert Camus. D'Alger à Tipaza, sur l'autoroute dépourvue de ses oriflammes et de ses lampions, des jeunes font du stop. A ceux qui, dans l'antique cité romaine, se heurtent aux portes closes du parc archéologique, un vendeur de poteries à trois sous confie, l'air désolé : « Aujourd'hui, il n'y a pas le goût ». Autrement dit : « Repassez demain, quand le deuil sera levé. »

Entrée payante au complexe touristique bâti, dans les années 70,

par l'architecte français Fernand Pouillon, à la manière d'un ksar, aujourd'hui dans un piteux état de saleté et de délabrement. Une jolie colonie de vacances en uniforme marche au pas derrière ses moniteurs. Paniers à pique-nique et glacières sortent du coffre des voitures. Quelques parasols défraîchis sont plantés dans le sable. N'en déplaise aux gardiens de l'ordre moral intégriste, hommes et femmes prennent le soleil côte à côte. Le drapeau vert flotte, mais ce n'est pas celui de l'islam...

Sourdisse à la plage

A Ain-Banjan (ex-Guyville), la plage familiale des dunes paraît étrangement silencieuse, comme si chacun, grands et petits, respectait une consigne générale de retenue. Les sons des gargotiers s'élèvent, d'ordinaire, déversent de la musique rat sont coupées. Une sourdisse a même été mise aux transistors qui, de l'autre côté, contiennent de diffuser pasimodiques coraniques et musiques classiques. Un groupe de jeunes dissimulé sous une serviette-éponge une radio-cassette, presque comme s'il s'agissait, par les temps qui cou-

rent, d'un objet insolite, pour ne pas dire inconvenant.

« Bien sûr qu'on est triste de fêter comme ça le trentième anniversaire de l'indépendance de notre pays, lance l'un de ces jeunes. On comptait bien aller se défouler, ce soir, au stade du 5-Juillet, au mega-concert avec Cheb Khaled et d'autres, qui a été annulé. » Alors, pour se changer les idées, ils sont venus faire un tour à la mer. Ils découvrent que « Boudiaf était un type bien qui voulait faire des choses » avec eux. « Mais, assurent-ils, l'espoir n'est pas mort avec lui. »

A une partie de plage, certains ont préféré un pèlerinage au cimetière des Martyrs du cimetière de Dar-El-Aïna. C'est au tour des femmes, accompagnées d'une ribambelle d'enfants, de venir rendre hommage au président assassiné. Sur les gorges officielles qui sont en train de se fêner, elles déposent de modestes branches de laurier-rose. Des gendarmes en tenue de combat, fusil-mitrailleur à la bretelle, ceinturent la tombe. « A qui ça rime, grommelle un visiteur, c'était quand il était vivant qu'il fallait le protéger... »

JACQUES DE BARRIN

Nouvelle orientation de la politique africaine de la France

## M. Bruno Delaye remplace M. Jean-Christophe Mitterrand au poste de « conseiller à la présidence de la République »

Un arrêté, publié au Journal officiel du dimanche 5 juillet, a mis fin aux fonctions de M. Jean-Christophe Mitterrand en tant que « conseiller à la présidence de la République ». Le fils du chef de l'Etat occupait depuis octobre 1986 ce poste, où il sera remplacé par M. Bruno Delaye, ambassadeur de France au Togo.

La campagne de rumeurs qui, depuis des mois, annonçait comme imminent le départ de « Jean-Christophe » de la cellule africaine de l'Elysée, trouve son épilogue. Une page est tournée : le départ du fils du chef de l'Etat, dix ans après son entrée à la présidence - dans un premier temps comme adjoint de M. Guy Penne, alors conseiller de M. François Mitterrand aux affaires africaines et malgaches - annonce la réorganisation complète de la cellule africaine et, au-delà, du dispositif de la politique française en Afrique.

« Mon fils Jean-Christophe, journaliste, spécialiste de l'Afrique où il a longtemps séjourné, travaille au sein d'une petite équipe où il exerce

ses compétences professionnelles. Et il le fait bien », déclarait M. Mitterrand au *Monde* le 20 juin 1990. Contre vents et marées, le chef de l'Etat a toujours pris ainsi la défense de son fils, attaqué de toutes parts pour ses relations particulières avec les présidents africains. Paul Biya, Didier Ratsiraka, Mobutu Sese Seko, Denis Sassou N'Guesso, Gnassingbe Eyadema, Omar Bongo, Félix Houphouët-Boigny... Tous les « amis » de la France disposaient, grâce à celui qu'on nommait *Papamadi*, d'une « ligne directe » avec l'Elysée.

Lors des dernières manifestations de rues, à Madagascar, à Douala, à Lomé, slogans et banderoles dénonçaient le fils du président, accusé de contribuer au maintien des régimes afin de pouvoir poursuivre ses affaires. Jamais, des preuves n'établirent sa responsabilité ; mais M. Jean-Christophe Mitterrand a été mis en cause dans plusieurs ouvrages et articles de presse à propos de différents scandales - et notamment celui impliquant la société Sucres et Dentrées, en 1989, en Côte d'Ivoire.

C'est au Togo, pays qu'il connaissait bien pour y avoir été

correspondant de l'Agence France Presse de 1979 à 1981, que le conseiller de l'Elysée fut récemment le plus critiqué par l'homme de la rue. Très proche de M. Eyadéma, il aurait contribué, selon l'opposition, à la non-intervention de la France lorsqu'en décembre dernier l'armée s'est attaquée au siège du gouvernement. Ce jour-là, l'ambassadeur de France à Lomé, M. Bruno Delaye, se trouvait à l'intérieur du bâtiment assiégé, aux côtés du premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffi-goh, chargé de mener à bien la démocratisation. Aujourd'hui, c'est ce même Bruno Delaye qui est appelé à remplacer « Jean-Christophe ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

[Né le 8 mai 1952 à Casablanca, M. Bruno Delaye est ancien élève de l'ENA. Nommé en 1981 conseiller technique, à titre officieux, au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, il est confirmé officiellement, en 1982, dans cette fonction qu'il occupa jusqu'en 1984. Délégué aux affaires internationales au ministère de l'Industrie et de la Recherche (1985-1986), il est ensuite nommé deuxième conseiller au Caire. M. Delaye est ambassadeur au Togo depuis février 1991.]

AFRIQUE DU SUD : en refusant son offre de dialogue

## M. Mandela tente de pousser le président De Klerk à de nouvelles concessions

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Congrès national africain (ANC) avait prévu qu'il répondrait dans les sept jours aux dernières propositions du gouvernement (le *Monde* du 4 juillet). Samedi 4 juillet, M. Nelson Mandela a fait une rapide mise au point : dans les circonstances actuelles, il ne rencontrera pas le président Frederik De Klerk. « Il n'y a aucune raison d'induire en erreur le public et la communauté internationale sur la gravité de la crise que traverse notre pays », a-t-il déclaré.

En refusant de répondre de « manière pratique » aux exigences de l'ANC, M. De Klerk « a choisi de conduire l'Afrique du Sud sur la voie de la confrontation », a estimé M. Mandela. Le président de l'ANC a toutefois précisé que le Comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'organisation, se réunira dans le courant de la semaine pour étudier avec plus de précisions les propositions gouvernementales qui, selon un membre du NEC, « laissent place pour la discussion ».

L'ANC, pour reprendre ses discussions avec le gouvernement (suspendues après le massacre de quarante-deux personnes dans le ghetto noir de Boipatong) a posé un ultimatum en quatorze points et, n'ayant pas reçu les réponses escomptées, refuse de renouer le dialogue.

Celui-ci se poursuit néanmoins par la voie épistolaire. Dans sa réponse écrite aux demandes de l'ANC, le président De Klerk a évoqué trois points qui ne semblaient pas négociables. Il propose une période de gouvernement intérimaire de trois ans (contre cinq ou dix), une majorité requise de 70 % pour accepter les nouveaux prin-

cipes constitutionnels (contre 75 %), et il accepte l'idée d'un Sénat élu démocratiquement.

Pour avoir refusé de céder sur ces deux derniers points lors de la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), le gouvernement avait mené les négociations dans l'impasse. M. De Klerk accepte donc aujourd'hui ce qu'il refusait hier. Mais la situation politique a changé.

L'initiative est maintenant dans le camp de l'ANC : le gouvernement devra concéder davantage pour que les discussions reprennent et que l'ANC revienne à la table des négociations.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Rectificatif. - Deux erreurs se sont glissées dans l'article consacré aux observations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie (le *Monde* du 4 juillet). Selon les estimations du CICR, ce sont cinq cents enfants (et non cinq mille) qui mourraient, chaque jour, en Somalie. Quant à l'article du *Monde*, cité en référence, il s'agit de celui paru dans l'édition du 11 juin, et non du 11 juillet.

## A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Plus de cent morts à Kaboul au cours du week-end

Kaboul était privée d'électricité et d'eau potable, dimanche 5 juillet, à la suite des violents combats qui ont eu lieu au cours du week-end. L'approvisionnement en courant a été interrompu par les fondamentalistes du Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, qui se sont opposés dans un violent duel d'artillerie aux milices ouzbèkes du général Dostum, dont ils exigent l'expulsion de la capitale. Les roquettes tirées par le Hezb ont fait une centaine de morts et trois cents blessés, et le nouveau président, M. Burhanuddin Rabbani, a échappé de peu à ces tirs.

Le ministère de la Défense a fait porter la responsabilité des affrontements sur le Hezb. Un des membres de ce mouvement, M. Abdul Sabur Fared, nommé par M. Rabbani au poste de premier ministre, s'est vu demander de retarder son arrivée à Kaboul.

Par ailleurs, selon des responsables chiites afghans à Téhéran, de violents combats entre chiites du Wahdat et fondamentalistes sunnites du Hezb et du Itihad Islami auraient fait plusieurs dizaines de morts dans le sud-ouest du pays. - (AFP, Reuters, UPI.)

COLOMBIE

Important remaniement ministériel

Le président colombien César Gaviria, qui a vu sa popularité chuter considérablement en raison des ratiocinements imposés de l'électricité et de l'impasse dans les discussions de paix avec la guérilla, a procédé, samedi 4 juillet, au remaniement de la moitié de son cabinet de quatorze membres.

La marge de manœuvre du chef de l'Etat devrait être renforcée avec l'entrée de nouveaux membres du Parti libéral et l'exclusion de ceux qui se réclament du courant conservateur de M. Gomez Huertado, actuel ambassadeur en France. Autre formation exclue : le M 19, social-démocrate, qui conteste violemment la nomination au ministère de la Santé du sociologue Gustavo de Roux, sympathisant de ce mouvement issu de la guérilla.

La nouvelle Force démocratique d'Andrés Pastrana, candidat à la succession de M. Gaviria pour l'élection présidentielle de 1994, obtient deux portefeuilles (développement économique et travail). Parmi les ministres reconduits dans leurs fonctions figurent M. Noemi Sanin de Rubio aux relations extérieures et M. Rafael Pardo Rueda à la Défense. - (Corresp.)

## AMÉRIQUES

ÉQUATEUR

## « Je souhaite former un gouvernement de concertation nationale »

nous déclare M. Sixto Duran, vainqueur de l'élection présidentielle

Le conservateur Sixto Duran, chef du Parti de l'Unité républicaine, a largement remporté, dimanche 5 juillet, le second tour de l'élection présidentielle, selon les estimations de la télévision équatorienne. Avec un score oscillant entre 51 et 56 % des voix, il a battu un autre conservateur, M. Jaime Nebot (social-chrétien), qui n'a recueilli qu'entre 39 % et 43 % des suffrages.

QUITO

de notre envoyé spécial

« Ma victoire est le reflet de ce qui se passe ailleurs en Amérique et dans le monde. C'est le retour de la libre entreprise. Le pays ne croit plus du tout à la gauche. » Candidat de centre droit à la présidence de l'Équateur, M. Sixto Duran nous a reçu, dimanche 5 juillet, dans sa résidence de Quito, assailli par ses partisans qui fêtaient déjà un triomphe annoncé. Cet architecte et urbaniste âgé de soixante-dix ans a l'élégance discrète du fonctionnaire international qu'il a été pendant huit ans, à Washington, à la Banque interaméricaine de développement.

Ses relations amicales avec M. Enrique Iglesias, président de la BID, et avec les états-majors des autres organismes de financement international devaient, pense-t-il, l'aider à renégocier des conditions de dette extérieure qui s'élevaient à 12 milliards de dollars. Le seul service de la dette absorbe plus de 30 % de la valeur des exportations

de ce petit pays de dix millions d'habitants. « J'espère, dit-il, réduire la dette en attirant les investissements étrangers. Je suis favorable à un programme de conversion de la dette. »

Lutter contre l'inflation, « ce cancer de l'économie », que le taux annuel atteint 50,4 %, réduire le budget et les charges de l'Etat, supprimer certaines subventions, privatiser ce qui peut l'être : le programme de M. Duran est classique. « Il n'y a pas, dans ce domaine, de recette miracle. Il faut de la discipline et de la rigueur. »

L'ancien maire de Quito (de 1970 à 1978) se propose d'avancer avec prudence. Cofondateur, il y a quatre décennies, du courant conservateur, il rappelle « son adhésion à la doctrine sociale de l'Eglise ». Il ne veut pas oublier que la misère et le chômage affectent de larges secteurs de la population. Son collègue, candidat à la vice-présidence, Alberto Dahik, de Guayaquil (en vertu de la règle non écrite qu'un président de la Sierra doit être accompagné d'un vice-président de la côte Pacifique), préconise des méthodes plus expéditives, affirmant qu'on « ne franchit pas un abîme avec de petits pas ».

Né à Boston, où son père était consul, M. Duran insiste sur « sa longue expérience des affaires » et son « sens de la mesure », face à des concurrents ou des collaborateurs plus jeunes et plus impulsifs. Front largement dégarni, tempes blanches, petite moustache en brosse, l'homme devrait officiellement remplacer, le 10 août, le social-démocrate Rodrigo Borja apparaît comme un patriarche paisible sur une scène équatorienne fréquemment agitée de turbulences, de controverses follo-riques et d'éclats politiques. « Je sou-

haite la collaboration de tous les hommes de bonne volonté pour former un gouvernement de concertation nationale. Je propose un moratoire politique pour affronter tous ensemble les grands problèmes de la nation. »

« Souveraineté sur l'Amazonie »

Il ne promet pas le « changement tout de suite », comme son adversaire Jaime Nebot. M. Duran a rompu avec cette formation en 1991 pour fonder son propre parti, l'Unité républicaine, qui a acquis que 20 des 77 sièges de députés, à l'issue des élections législatives du 18 mai dernier, organisées en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle.

En 1941, l'Équateur a perdu 200 000 kilomètres carrés de territoire amazonien (plus de la moitié de sa superficie totale) à la suite de la désastreuse guerre contre le Pérou. Depuis, affrontements armés et esquisses de négociations ont alterné sans succès. Sur ce point, M. Duran est catégorique. « Je suis, dit-il, pour une solution négociée qui donnera à l'Équateur une issue en toute souveraineté sur l'Amazonie. Pas de concession possible là-dessus. »

Le pacte andin ? « Nous pouvons vivre sans, affirme-t-il. Il est d'ailleurs en pleine dislocation depuis la sortie du Pérou. Et 10 % seulement de notre commerce se fait avec les autres pays andins. Nous recherchons plutôt des accords bilatéraux avec le Mexique, la Colombie, les États-Unis, la Communauté européenne ou le Japon. »

En juin 1990, les Indiens de l'Équateur (40 % de la population) ont déclenché avec succès un mouvement de contestation et organisé

des marches vers la capitale investie pendant dix jours. Depuis, « le problème indien » est au premier plan des préoccupations de la classe politique. « J'ai du sang indien », dit M. Duran. Je comprends le quechua. La solution est la recherche d'une plus grande intégration. Nous sommes certes un pays pluriculturel, mais il y a une seule nation. Je suis favorable à l'enseignement du quechua dans les provinces de la Sierra, mesure que j'avais préconisée dès 1960. »

Le trafic de drogue ? « C'est très préoccupant et demande des mesures très énergiques », dit-il. Évoquant enfin la menace d'un nouveau coup de main de la guérilla, il déclare : « Nous possédons des indices sur une certaine agitation et nous avons des soupçons sur des liens avec la guérilla péruvienne du Sendero luminosa. J'attends d'en savoir plus pour juger sereinement. »

MARCEL NIEDERGANG

ÉTATS-UNIS : mariage en secondes noces du sénateur Edward Kennedy. - Lors d'une cérémonie privée organisée dans la banlieue de Washington, le sénateur démocrate du Massachusetts Edward Kennedy, âgé de soixante ans, a épousé, vendredi 3 juillet, l'avocate Victoria Reggie, trente-huit ans, amie de longue date de la famille, a annoncé samedi son service de presse. Père de trois enfants qu'il a eus avec sa première femme Joan, le frère du président assassiné avait divorcé en 1982. Sa nouvelle épouse a eu deux enfants d'un premier mariage. - (AFP, AP, Reuters.)

150 000 000



150

## Le Monde ESPACE EUROPEEN

# Passage de témoin dans la Communauté

Pour un « petit » pays, le Portugal s'est fort honorablement tiré de sa première présidence

LISBONNE

de notre correspondante

TANDIS que la Grande-Bretagne vient de se voir passer le témoin européen, à Lisbonne l'heure est au bilan. Au cours des six mois de sa présidence, la première qu'il assumait depuis son entrée dans la CEE le 1<sup>er</sup> janvier 1986 après avoir sagement passé une fois sans jouer le jeu de l'Europe. Mais l'Europe lui a-t-elle rendu justice ? A en juger par les commentaires élogieux des Douze et du président de la Commission, Jacques Delors, pour qui le Portugal est « le bon élève de l'Europe », dont le « sérieux » a été unanimement souligné, la réponse est positive. Parmi les résultats enregistrés au cours de la présidence portugaise, tous s'accordent à mettre au premier rang la réforme de la PAC, arrachée in extremis par Arlindo Cunha à ses collègues de l'agriculture aux toutes dernières minutes de la présidence, lors d'un marathon nocturne, le 30 juin à Luxembourg.

Cette victoire de dernière heure sur les réticences françaises et surtout italiennes pour faire aboutir un dossier ardu est à mettre au compte des efforts conjoints du premier ministre Aníbal Cavaco Silva et de son ministre de l'Agriculture, Arlindo Cunha, personnalité discrète, dont les talents de négociateur se sont imposés à tous. Il est vrai que, lors du conseil européen de Lisbonne les 26 et 27 juin, Aníbal Cavaco Silva était parvenu à obtenir que figure explicitement dans le communiqué final — même

sous une forme de note discrète en bas de page — une « incitation » aux participants à trouver une « solution équilibrée » au problème des quotas laitiers soulevé par Rome, qui bloquait l'adoption définitive de la réforme de la PAC conclue le 21 mai dernier. Cette insistance valait au chef du gouvernement portugais, lors de la conférence finale du sommet de Lisbonne, un hommage appuyé de la part de Jacques Delors, qui n'a pas hésité à parler de « geste politique exceptionnel » dans une réunion de ce genre et à louer « la capacité de persuasion » de Cavaco Silva.

### Une certaine amertume

Politique agricole mise à part, le conseil européen de Lisbonne a laissé une certaine amertume chez les responsables portugais, qui ont vu l'un des deux dossiers dont ils avaient fait une priorité et auxquels ils avaient travaillé d'arrache-pied, leur échapper, celui du futur budget communautaire. Les choix financiers qui vont engager la Communauté pour les prochaines années, autrement dit le « paquet Delors 2 », ont été remis à des jours meilleurs, au prochain sommet d'Edimbourg, qui mettra les 11 et 12 décembre en terme à la présidence britannique.

Pour le Portugal, président de la Communauté, la déception est d'autant plus vive que, techniquement, le dossier était prêt. Mais la volonté politique n'était pas au rendez-vous. Selon le ministre des affaires étrangères, João de Deus Pinheiro, on était à deux doigts d'un accord. Mais les discussions ont capoté en raison de l'intransi-

gence de la Grande-Bretagne, accusée d'avoir volontairement bloqué le dossier à Lisbonne pour le faire figurer en bonne place au cours de sa propre présidence. L'attitude britannique a été ressentie à Lisbonne comme une perfidie, voire une trahison, dans la mesure où elle émane d'un allié traditionnel, auquel le Portugal est lié depuis six cents ans par un traité d'amitié et auquel il n'avait pas hésité au début de sa présidence à faire appel pour l'appuyer techniquement.

João de Deus Pinheiro n'a pas hésité à qualifier de « mauvaise » la stratégie de John Major et du Royaume-Uni, affirmant qu'il allait « payer le double de ce qu'il aurait dû acquiescer si l'avait consenti à approuver le « paquet Delors » à Lisbonne ».

Tenu par ses obligations présidentielles, le Portugal n'a pu laisser libre cours à sa rancœur au cours des travaux du conseil européen, et c'est l'Espagne qui a parlé au nom des intérêts ibériques, montant au créneau dans la bataille pour la cohésion. Mais, à peine les débats achevés au centre culturel de Belem, João de Deus Pinheiro n'a pas mâché ses mots, indiquant qu'une fois « de l'autre côté de la barrière » le Portugal allait « avoir un style d'action différent », moins « modéré » qu'au cours des six derniers mois. De plus, l'absence d'accord sur le « paquet Delors 2 » est un rude coup pour le Portugal en tant qu'Etat membre, car l'argent communautaire garantit entre un tiers et la moitié de la croissance de l'économie portugaise. Le refus des pays contributeurs, notamment du Royaume-Uni et de l'Allemagne, de

s'engager à Lisbonne sur les augmentations demandées par la Commission, est particulièrement malvenu, à un moment où les perspectives économiques tracées par l'OCDE pour le Portugal en 1993 n'incitent pas à l'optimisme.

### Flou sur le Fonds de cohésion sociale

Car, même si le conseil européen a confirmé que le Fonds de cohésion sociale, créé par le traité de Maastricht pour corriger les inégalités de développement en faveur des pays les moins riches de la CEE, c'est-à-dire, outre le Portugal, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande, entrerait en vigueur en 1993, le flou subsiste sur le montant des sommes qui leur seront attribuées et le calendrier des versements.

L'autre priorité mise en avant par la présidence portugaise, l'élargissement de la Communauté, n'a pas progressé autant qu'on l'aurait souhaité à Lisbonne. Le « non » du Danemark au référendum a constitué un véritable coup de semonce, les incitant à la prudence avant toute ouverture des portes de l'Europe communautaire à de nouveaux venus. Les Douze ont estimé qu'il valait mieux tout d'abord en finir avec les processus de ratification en cours dans encore dix pays de la CEE et ont souligné que les négociations avec les pays candidats, comme la Suède, la Suisse, l'Autriche et la Finlande, ne pourraient officiellement s'engager qu'une fois le traité de Maastricht définitivement ratifié.

En matière de politique étrangère, le Portugal, tout comme ses prédécesseurs néerlandais, a dû

affronter la question yougoslave et, en particulier, le conflit qui embrase la Bosnie-Herzégovine. Là aussi, en dépit de ses efforts répétés, il n'a pu enregistrer le moindre succès. A deux reprises, il a tenté, au cours du printemps dernier, de faire venir à la table des négociations à Lisbonne les trois factions rivales — serbe, croate et musulmane, — mais toutes les facultés de persuasion et l'énergie déployée par le diplomate João Cuticero se sont heurtées à l'intransigence des uns et des autres, et les entretiens à trois n'ont jamais eu lieu. La leçon de cet échec, qui ne fut pas celui de la seule présidence portugaise mais est apparue comme un aveu d'impuissance de la Communauté tout entière pour tenter d'imposer une solution politique, a été tirée à Lisbonne. Lors du conseil, la CEE divisée s'est rangée derrière l'ONU, et c'est largement l'action solitaire de François Mitterrand qui a permis le déblocage de l'aide humanitaire.

### Une légère touche « tiers-mondiste »

En dehors de ces dossiers brûlants, la présidence portugaise s'est attaquée avec ardeur à un travail plus discret et peut se prévaloir d'avoir fait adopter plus de 90 % des mesures et dispositions prévues pour l'entrée en vigueur du marché unique au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Elle aura, en outre, laissé sa « marque » — certains diront « tiers-mondiste » — en attirant sans relâche l'attention des Douze sur la nécessité pour la CEE de renforcer ses relations et d'intensifier sa coopération avec les pays d'Afrique, d'Amérique latine

et du Proche-Orient, préoccupations qui ont constitué de tout temps un volet important de la diplomatie portugaise. Elle a été entendue au conseil européen de Lisbonne, et une série de déclarations — notamment sur le Proche-Orient et le Maghreb — ont été adoptées.

Les points faibles de cette présidence sont, de l'avis général, l'environnement et le social où peu d'avancées ont été enregistrées et où les ministres concernés se sont montrés peut-être trop timides, manquant de l'imagination ou de l'énergie nécessaires pour les faire évoluer.

Alors que les éloges pleuvent de tous côtés sur le gouvernement portugais, à l'extérieur comme à l'intérieur — puisque même l'opposition socialiste a dressé un bilan plutôt positif de la présidence, — certains détracteurs ont critiqué le côté terre et le « pro-bas » adoptés par Aníbal Cavaco Silva et ses amis. Dès le départ, le premier ministre avait donné le ton en pronant la compétence, la rigueur et l'efficacité, une façon peut-être de se démarquer de la présidence précédente, celle des Pays-Bas, qui avait connu quelques « couacs » retentissants.

Mais, même en l'absence d'objectifs plus mobilisateurs, la présidence portugaise aura montré qu'un pays dit « petit » pouvait se sortir fort honorablement d'un « après-Maastricht » semé d'embûches.

ALICE IJECHE

## Un « euro-réaliste » à la barre

Tristan Garel-Jones mettra tout en œuvre pour que la CEE rejoigne... la Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

IL est le troisième avocat d'une cause difficile : expliquer l'Europe aux Britanniques à l'Europe. En matière de notoriété, il ne peut rivaliser avec le premier ministre, John Major, ou le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd. Mais Tristan Garel-Jones ne fait pas moins partie de ce triumvirat de choc qui ambitionne de transformer une nation d'« eurosceptiques » choucroute en partisans actifs et loyaux de la construction européenne. Au moment où la Grande-Bretagne entame sa présidence de la Communauté, le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Europe va jouer un rôle de premier plan. Sur le continent d'abord, puisque le traité de Maastricht n'est pas sans avoir tant que perdure l'incertitude danoise et que tous les autres pays membres ne l'ont pas ratifié ; en Grande-Bretagne ensuite, où la ratification est tout aussi aléatoire.

Tristan Garel-Jones partage manifestement la thèse fort prisée à Londres, selon laquelle, si la Grande-Bretagne a toujours été mal comprise par ses partenaires de la Communauté, c'est pour avoir eu raison avant tout le monde. Souffrant ainsi d'un problème d'« image », elle s'est vue affublée, par les onze autres pays de la CEE, de l'étiquette de « moultin noir », dont elle a, aujourd'hui, bien du mal à se débarrasser. Injustement, bien sûr. Prenons, par exemple, Maastricht et Lisbonne, ces sommets où Londres, encore une fois, est apparue comme le frein et non le moteur de l'Europe. Au bout du compte, que s'est-il passé ? Qui avait raison sur l'élargissement, l'augmentation du budget communautaire, et surtout à propos de la « subsidiarité », ce principe que Douglas Hurd définit comme le champ d'« interférences minimales » de la bureaucratie de Bruxelles dans les affaires nationales ?

Qui, demande Tristan Garel-Jones, sinon l'Allemagne et le Royaume-Uni, a travaillé « si dur », à Maastricht, pour faire figurer cette notion dans le traité ? « J'éprouve de la satisfaction et, bien sûr, un certain amusement, ajoute-t-il, à constater que la plupart de mes collègues parlent comme s'ils avaient inventé le principe de subsidiarité... J'en conclus qu'il y a un léger changement d'humeur... » L'humour, le fait qu'il manie moins spontanément que d'autres la « langue

de bois » diplomatique, et aussi cette chaleur, presque cette faconde, qui tranchent avec l'austérité naturelle de ce « patron » Douglas Hurd, sont les atouts de Tristan Garel-Jones.

Il ne peut garantir, lançait-il l'autre jour, en plaisantant, à des journalistes étrangers, que les Londoniens vont se masser le long des rues et agiter des fanions de la CEE pour accueillir Jacques Delors. Non par hostilité mais « pour des raisons historiques » et parce que « ce n'est pas la manière

de parler », il parle espagnol avec ses cinq enfants et passe ses vacances dans la péninsule, dans la maison familiale. L'été, il y invite un ami de marque, John Major... Tout cela — notamment cette amitié avec le premier ministre — ne fait pas de lui un secrétaire d'Etat comme les autres.

### Espagnol d'adoption

Son père a vécu « aux Indes », mais Tristan Garel-Jones a passé son enfance au pays de Galles, avant de rejoindre une école privée de Canterbury. Il part ensuite en Espagne avec sa famille : devenu professeur, il enseignera dix ans (entre 1960 et 1970) dans l'école linguistique fondée par son père. L'enseignement ne lui suffisait plus, il rentre à Londres. Embarqué par une banque d'affaires, il rejoint le Parti conservateur pour faire face au « péril » travailliste. Peu à peu, il creuse son sillon chez les Tories, devenant, à partir de 1974, une sorte d'« apparatchik » dillettante, avant d'être élu dans la circonscription parlementaire de Watford (au nord de Londres), en 1979.

Sous le règne de Margaret Thatcher, il exercera pendant plus de huit ans les fonctions influentes de « whip » (1), ce qui lui vaudra de connaître à fond les rouages du Parti conservateur. Devenu secrétaire d'Etat en juillet 1990, il sera l'un des principaux négociateurs britanniques du traité de Maastricht. Cette expérience semble faire de lui l'homme idoine pour tenter d'amadouer les « eurosceptiques » du parti, émus dans une nouvelle croisade anti-européenne par la « dame de fer ». La mission est simple mais périlleuse : lorsque le projet de ratification du traité de Maastricht reviendra devant la chambre des Communes — en principe à l'automne prochain, — les rebelles devront avoir été circonscrits à une poignée.

Or, les antécédents de Tristan Garel-Jones ne plaident pas forcément en faveur de ce rôle de « grand réconciliateur » : c'est en effet à son domicile londonien que, en 1989-1990, un groupe de parlementaires influents, les Chaps, se réunissaient régulièrement pour parler des problèmes politiques du moment. Membres d'un « club » ou d'un « complot » ? La presse britannique a opté depuis longtemps pour la seconde explication : ce sont les « Blue Chips », affirme-t-elle, qui sont à l'origine du « coup » contre Margaret Thatcher, et Tristan Garel-Jones

en était l'une des éminences grises. Toujours est-il que, dans la brève course à la succession qui s'est engagée après le départ de la « dame de fer », il soutiendra la candidature de Douglas Hurd, avant de se rallier à celle de John Major.

Bref, il n'est pas persona grata auprès de l'aile droite du Parti Tory, où certains n'hésitent pas à le comparer à Machiavel. Les charges de plus en plus fréquentes et acrimonieuses de l'ancien premier ministre, les réponses de moins en moins conciliantes de son successeur, ne facilitent pas, a priori, la tâche de Tristan Garel-Jones. Le Foreign Office fait pourtant bien des concessions, soulignant que si, en effet, Maastricht allait trop loin, l'action du gouvernement britannique — et le vote des

Danois — avait permis de corriger le tir. La subsidiarité, explique le Monsieur Europe du gouvernement, n'est pas une « formule magique qui va résoudre tous nos problèmes » mais « un outil de décentralisation entre nos mains ». Et puis, comme les Danois, ajoute-t-il, « nous aussi, en Grande-Bretagne, nous avons sûrement besoin d'une pause et de réflexion ».

Le gouvernement britannique va donc profiter de son mandat présidentiel de six mois à la tête de la Communauté pour faire progresser sa vision de l'Europe, avec « un mélange de principes et de pragmatisme ». « Ce que nous devons faire, résume Tristan Garel-Jones, c'est continuer à ne pas considérer la Communauté — et je pense que c'est le cas de plus en plus d'hommes politiques de ma génération, — comme une croisée quelconque, mais comme une réalité. Nous devons faire en sorte qu'elle fonctionne efficacement, pas seulement dans l'intérêt des Britanniques mais aussi dans celui d'une bien plus vaste communauté ».

Qui sait si ce credo d'un Euro-Britannique sans complexes n'est pas aujourd'hui plus convaincant qu'hier, puisque l'Europe, comme on le soutient à Londres, a enfin décidé de « rejoindre la Grande-Bretagne »...

LAURENT ZECCHINI

(1) Les whips exercent leur autorité sur les groupes parlementaires et, dans le cas du parti au pouvoir, assurent la liaison gouvernement-Parlement.



avec laquelle nous agissons en Grande-Bretagne. Avec ses costumes de velours côtelé et son franc-parler, on le qualifierait presque de « décontracté », si le terme ne prenait une connotation insolite pour l'un des représentants de l'auguste Foreign Office. Atypique en tout cas : comment un gentleman britannique peut-il ne pas respecter le sacro-saint principe qui veut qu'on ne mêle jamais le genre « culturel » à des sujets sérieux, c'est-à-dire ennuyeux ?

Ainsi, au risque d'apparaître pédant, il ose parler en public de ses préférences littéraires, de sa collection de livres et d'art moderne, méritant ainsi cette réputation, au goût de souffre, d'« intellectuel ». Une raison de plus (il y en a d'autres) pour qu'il ne compte pas que des amis au sein du Parti conservateur. Sans parler de cette « europhobie » malade, qui fait de lui la « bête noire » des tenants de l'orthodoxie thatchérienne. Européen, l'est — à l'origine en tout cas —, malgré lui : de grand-mère française et de parents gallois, marié à une Espa-

## Maastricht

### De Rome à Maastricht

• une lecture simple et rapide des deux traités présentés côte à côte  
• la présentation historique, juridique et économique de l'Union européenne par trois universitaires



L'Union européenne  
Les traités de Rome et de Maastricht  
Textes comparés  
260 p., 65 F



Spécial Maastricht  
Regards sur l'actualité  
n° 180  
64 p., 27 F

29, quai Voltaire  
75007 Paris  
(1) 40 15 70 00

La documentation Française





## ESPACE EUROPEEN

REVUE  
DE PRESSE

La visite surprise de M. Mitterrand à Sarajevo, le 28 juin, illustrée dans deux journaux étrangers : *Il Messaggero* (Italie) du 29 juin (ci-contre) et *De Volkskrant* (Pays-Bas) du 30 juin.



## Les ambitions de la présidence britannique

Après le Portugal, c'est maintenant au tour de la Grande-Bretagne d'assurer pour six mois la présidence de la Communauté européenne, à partir du 1<sup>er</sup> juillet. « Le Royaume-Uni ne pourra plus agir autant en fonction de ses seuls propres intérêts », note avec satisfaction la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « L'objectif principal de M. Major, poursuit le FAZ, sera de faire ratifier le traité de Maastricht par tous les pays membres de la CEE d'ici la fin de l'année. » Le *Financial Times* dresse la liste des quatre priorités internes à la Communauté pour les six mois à venir avant le prochain sommet d'Edimbourg : l'achèvement du marché unique, le « paquet Delors 2 » pour une augmentation d'un tiers des dépenses de la CEE d'ici 1997, la ratification du traité de Maastricht et l'élargissement des Douze. « Si Londres tient autant à Maastricht qu'il le dit, les Britanniques devront accepter une augmentation du budget destinée à la CEE. Il serait ridicule qu'une majorité des dépenses équivale à une hausse des contributions de 1,2 % à 1,37 % du PIB de chaque pays membre puisse tout financer. »

John Major sera sans doute « déçu », écrit le *Times*, de ne pas pouvoir démentir ce qui devait être le « grand chantier de la présidence britannique : l'élargissement de la Communauté et la main tendue aux nouvelles démocraties de l'Est ». Au sommet de Lisbonne, à la fin du mois de juin, la Communauté a en effet décidé que le début des négociations avec les futurs nouveaux partenaires de la CEE ne pourrait commencer que lorsque le traité de Maastricht aura été ratifié par chacun des Douze. Malgré ce revers, le *Pais* pense que « Londres commencera au courant de ce semestre à prendre des contacts avec les aspi-

riants les plus riches ». En tout état de cause, note le quotidien britannique, « l'Espagne s'opposera à un élargissement prématuré et inconditionnel ». Toutefois, estime le *Times*, « ce délai sur l'élargissement peut être habilement exploité si la Grande-Bretagne utilise sa présidence pour empêcher Jacques Delors d'imposer aux pays candidats neutres un engagement ferme pour soutenir une politique commune de défense et des affaires étrangères ».

La présidence britannique aura également à gérer les difficultés créées par le « non » donné au référendum sur l'Union européenne. « M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, affirme que le Danemark nous a, en fait, rendu un grand service en rapprochant l'ordre du jour communautaire des préoccupations historiques de la Grande-Bretagne », écrit le *Guardian*. « Mais avant de dire que la CEE sortira grande de cette expérience, poursuit le quotidien britannique, il faudrait savoir quels arguments peuvent être donnés aux Danois pour les faire changer d'avis. »

Y.-M. R.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ESCP - ESTP

36.15 LE MONDE

Tapez RES

## Opération nostalgie en Espagne

La visite au pays des émigrés de l'avant-guerre

SÉVILLE

correspondance

« VOUS êtes nés en Espagne. Vous n'y êtes pas revenus depuis trente ans. Iberia vous offre l'occasion de retourner embrasser vos parents, vos amis et revoir votre peuple, l'Espagne d'aujourd'hui. Cette offre est réservée à ceux qui n'ont pas eu les moyens financiers de revenir au pays. »

José Rodríguez, quatre-vingt-neuf ans, n'hésite pas un instant. Il répond immédiatement à la petite annonce du quotidien de Buenos Aires, *La Nación*. Ils seront dix mille à le faire. Dix mille déracinés à retourner le coupon de participation à la première opération « Anoranza » (nostalgie) organisée par la compagnie aérienne Iberia avec le concours des dix-sept communautés autonomes espagnoles.

Cinquante et un couples seulement seront choisis. Vivant en Argentine, au Brésil et en Uruguay, ils ont pu ainsi revoir une dernière fois leur terre natale. C'était en 1986. « Anoranza » s'est depuis répétée chaque année jusqu'en 1992, à l'occasion de la célébration du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, à raison de trois pays chaque année.

Quand un responsable d'Iberia est venu lui annoncer la nouvelle, David Fernandez a tout d'abord cru à une plaisanterie. Colombien d'adoption, cet Asturien de quarante-trois ans ne savait pas comment prévenir sa sœur qui vit dans

un petit village. Le téléphone n'est toujours pas arrivé à Busto Barrio. Les services de l'émigration se sont chargés de transmettre le message : « David revient. »

Quelle émotion de retrouver l'adoption de Barajas, les officiels, les médias, les célébrités pour ces « parents pauvres » de l'émigration ! Ils n'ont pas fait fortune aux Amériques. Ils n'ont jamais pu revenir triomphalement au pays pour construire leur maison, acheter des terres, montrer leur réussite. Ils sont là, dans leurs vêtements du dimanche, sous les lambris du palais royal, serrant la main de Juan Carlos. Quelques-uns essaient furieusement une larme, d'autres n'en finissent pas de raconter, à qui veut les écouter, leurs joies, leurs difficultés, leurs échecs.

Jacinto Iribar, natif de la rude Navarre, se souvient du temps où il ramassait, avec son frère, pour « quelques duros » (5 pesetas), le gibier des parties de chasse du roi Alfonso XIII. C'était en 1919. Un autre, républicain de « toda la vida », s'inquiète auprès d'un journaliste de savoir si le roi actuel n'a rien contre... les républicains.

Après trois jours de dîners, de réceptions, de visites, de spectacles dans la capitale, ils rejoignent, soulevés par les bouleversements qu'ils découvrent, leurs régions d'origine. La rupture a été longue. Celui-ci ne reconnaît plus le quartier de son enfance. Un autre s'émerveille du confort des autobus. Beaucoup sont octogénaires. Infatigables, ils refusent d'aller se coucher. Tous se gavent de *fabugo*

(variété de jambon) et de *tapas*, comme s'ils pouvaient rattraper le temps passé. Ces « petits vieux » retrouvent soudain leur jeunesse, celle où ils allaient de juerge, c'est-à-dire faire la fête.

Il n'est pas toujours facile de retrouver les familles et les compagnons de ces Espagnols oubliés au-delà des mers. Les services de l'émigration ont dû battre les campagnes, publier des avis de recherche dans les journaux locaux, faire appel aux registres des prêtres. Les télévisions régionales sont sollicitées, puis assaillies par les anecdotes et les récits sur ceux que l'on nomme dans les villages « les Américains ».

## Mobilisation générale

Tout le monde se mobilise pour recevoir ces émigrés partis trop longtemps. Le gouvernement andalou a fait donner ses personnalités pour accueillir Jacinto Cintas, l'ancien modeste épicer dans un village brésilien. A soixante-quatorze ans, il est revenu dans une petite bourgade de Jaen et a retrouvé sa sœur qui y vit toujours.

A Torremolinos, un heureux hasard administratif a voulu que ce centre touristique phagocyté par Malaga retrouve en 1987 le statut de municipalité à part entière. Le grand-père de Ramon Donaire n'avait été le dernier maire entre 1906 et 1908. Parti à seize ans pour Cuba avec toute la famille, le petit-fils est revenu voir une dernière fois les oranges et les oliviers de son enfance ainsi que la mairie et

ses édiles tout neufs. Ramon a remis au nouveau maire le « bâton » officiel de cette fonction, que son grand-père avait conservé précieusement pendant près de quatre-vingts ans.

Pour d'autres, le retour a un goût plus amer. Quarante ans après, la famille Gutierrez n'a toujours pas accepté que Juan abandonne sa femme et ses enfants pour aller goûter aux charmes du Brésil. Le fonctionnaire des services d'émigration venu annoncer le retour du « père maudit » a été accueilli par des injures et des menaces.

La dernière édition d'« Anoranza » doit avoir lieu au mois de novembre, mais les initiateurs du projet pensent sérieusement, en raison de son succès, à la poursuivre en l'étendant à d'autres horizons, ou en direction des enfants de ceux qui un jour sont partis en quête d'un avenir meilleur. Ces « fils de l'émigration » ne connaissent l'Espagne qu'à travers la nostalgie de leurs parents. Appelés péjorativement *Sudacas* (Sud-Américains), ils se sentent oubliés, rejetés, méprisés.

Les « invités » d'« Anoranza » peuvent rester le temps qu'ils désirent dans leur famille, dans leur région natale. Pourtant, passées quelques semaines, tous sont repartis. Leur pays d'adoption leur manquait déjà. « Catalans » ou « Andalous », ils ne se sentent plus chez eux en Espagne. Leur vie est ailleurs, dans le pays où ils ne sont pas nés.

PHILIPPE COSTEMALE

TRIBUNE

## Les déboires de la vertu grecque

par Kostas Vergopoulos

A U cours des derniers mois, la presse internationale a relevé les mémoires performances de l'économie grecque par rapport aux critères de convergence macroéconomique de Maastricht : inflation, déficit budgétaire, endettement public, taux d'intérêt, stabilité monétaire. Apparemment la Grèce risque d'être la dernière parmi les Douze à satisfaire aux conditions posées pour l'entrée dans l'Union économique et monétaire. D'où la tentation, légitime sans doute, de comparer les divergences helléniques aux coûts que représente la présence de la Grèce pour la Communauté. Ce pays, déjà présenté comme laxiste et dépensier, incapable de maîtriser ses finances, développerait en plus son inépuisable aux frais de ses partenaires. On cite, à l'opposé, des exemples de membres plus responsables et performants, moins prodigieux et surtout moins lourds pour le budget communautaire : l'Espagne et le Portugal. Ces derniers se seraient déjà engagés dans la voie de l'adaptation flexible aux nouvelles conditions de l'économie européenne, tandis que la Grèce s'efforcerait sous le poids de ses rigidités traditionnelles.

## Des politiques divergentes depuis 1986

Sur la base d'un bilan négatif pour le sud-est et positif pour le sud-ouest de la Communauté, on doit s'interroger sur les causes de ces divers résultats. En économie souvent, un débat en cache un autre : si la Grèce ne « converge » pas sur le plan économique avec ses partenaires, ce n'est pas parce qu'elle suivrait une voie divergente, mais essentiellement parce que, à ce jour, elle reste aux prises avec une longue et irrésistible récession. On peut piloter un avion vers une destination choisie, mais on n'obtiendra rien d'un avion qui refuse de décoller. C'est le cas de la Grèce actuellement : le débat sur la convergence masque celui sur la gravité des perturbations économiques dans ce pays. Les grilles de convergence dans une économie en voie de dislocation ne riment pas à grand-chose. En revanche, tout autre est la situation dans les deux pays ibériques : l'activité étant forte, la politique de la convergence peut obtenir des résultats. Si la récession persiste dans le sud-est de l'Europe, des signes de surchauffe se sont manifestés ces dernières années dans le sud-ouest.

Les problèmes ibériques - inflation, déficits, dette, chômage, - bien qu'importants, se posent dans des économies dynamiques.

En revanche, en Grèce, les mêmes problèmes font craindre un désastre, parce que l'activité économique elle-même a du mal à reprendre. Les politiques se sont mises à diverger en 1986 : les pays ibériques recherchant un équilibre par le renforcement de la dynamique interne, tandis que la Grèce, pour le même objectif, n'hésite pas à s'enfoncer dans la course aux restrictions, brisant la dynamique interne qui, par ailleurs, n'était pas ascendante, mais déclinante. L'OCDE s'étonne des points marqués dans la lutte contre l'inflation et les déficits publics en Espagne depuis 1986, alors que « les moyens classiques de politique monétaire, budgétaire et salariale restrictive » n'ont pas été mis en œuvre. Or en Grèce, où les politiques restrictives classiques furent franchement appliquées par paquets depuis 1986 et intensifiées depuis 1990, des points furent perdus aussi bien dans la lutte contre l'inflation que contre les déficits publics.

Depuis ces années, le PIB progresse lentement tandis que les taux ibériques s'envolent au-dessus de 4 % l'an. Le marché intérieur espagnol en Grèce alors qu'il croît fortement en Espagne et au Portugal, de plus de 8 % par an, ce qui est déjà considéré comme « excessif » par l'OCDE, mais qui ne constitue pas moins le moteur du redressement économique pour les deux pays. La part hellénique dans le grand marché européen a diminué de dix points au cours des six dernières années, alors que l'ibérique a été accrue de vingt points. Outre la place stratégique qu'occupe l'Etat en Espagne et au Portugal dans l'économie, leur rôle dans la balance récente reste considérable : ils soutiennent par plusieurs moyens l'activité, tandis que l'Etat grec essaie de calmer une activité qui par ailleurs ne manifeste aucun signe d'éveil. Les dépenses publiques ibériques progressent de 8 % par an à prix constants ; en Grèce, elles sont stagnantes comme le PIB jusqu'en 1990, et en diminution nette depuis.

Les bonnes performances ibériques ne sont pas sans rapport avec les politiques suivies, qui se définissent par la recherche de la convergence après la consolidation du revenu et de l'activité, même si cela paraît d'une orthodoxie douteuse. De même, la nouvelle débauche économique grecque n'est pas sans rapport avec la loyauté scrupuleuse des autorités par rapport à l'orthodoxie ambiante qui privilégie les objectifs d'équilibre et de désinflation, fût-ce dans le contexte d'une récession persistante. Pour-

tant, l'expérience comme la théorie ont établi que si les politiques restrictives permettent de renforcer le contrôle, redresser les équilibres et apaiser les prix dans une économie en surchauffe, les mêmes politiques, dans une situation de récession, risquent de produire des effets contraires : perte de contrôle, déséquilibres croissants, déstabilisation et inflation.

## Victimes de leurs succès

Il n'y a rien d'étonnant dans l'affaiblissement de l'économie hellénique puisque celle-ci subit les effets des politiques qui la traitent comme si elle était en expansion et en surchauffe. Ces politiques, entraînant une rapide contraction du marché intérieur, soulèvent le risque d'une profonde perturbation du système productif et, par conséquent, celui de l'échec, y compris sur le plan des équilibres recherchés. En revanche, les pays ibériques, en renforçant la dynamique et la cohésion internes, finissent par contrôler mieux les recettes publiques et les prix, tout en assumant le risque de surchauffe et de dérapage sur les dépenses, la consommation, les équilibres et la dette.

Comme on devait s'y attendre, la Grèce est en train de s'ouvrir plus rapidement aux marchés extérieurs que les deux Etats ibériques ; pour ces derniers, le moteur se trouve dans le marché intérieur, tandis que pour la Grèce, la dynamique est européenne. Sur le plan de la balance commerciale, les résultats restent relativement meilleurs pour la Grèce, à cause du ralentissement de l'activité, que pour l'Espagne et le Portugal où les déficits suivent une courbe exponentielle. Cependant le déficit hellénique inquiète plus parce qu'il n'y a pas de financement extérieur aussi important que dans les deux autres pays. L'afflux des liquidités en Espagne et au Portugal fait « excuser » les déficits, la générosité salariale et sociale, l'étatisme économique ; le tout est réglé par les taux d'intérêt qui sont parmi les plus élevés en Europe et qui augmentent encore en 1993.

Au contraire, en Grèce, le tassement des financements extérieurs rappelle inévitablement les déficits, l'inflation, et les autres insuffisances organiques. Les taux d'intérêt sont élevés, mais pour des raisons inverses : pour attirer des capitaux qui restent insuffisants. C'est-à-dire qu'il étire plus les capitaux extérieurs, sinon les perspectives d'un marché ?

Persistant dans son illusion néoconservatrice, la Grèce n'est en déni-

lative victime que de son succès : son économie n'est déstabilisée que parce que son programme restrictif progresse. Quant aux deux Etats ibériques, ils sont aussi victimes de leur succès : renforçant l'économie réelle, ils attirent des financements, ce qui permet de pérenniser les insuffisances structurelles. Le paradoxe des monnaies ibériques est qu'elles se réévaluent, au lieu de se dévaluer, et, comme le souligne l'OCDE, les hypothèques prises ainsi sur l'avenir ne cessent de s'accroître.

L'évasion fiscale et les économies souterraines, faits marquants de la dernière décennie libérale, si elles prennent en Grèce des dimensions fulgurantes, ne sont pas dues à la « corruption », mais surtout à des excès de contrôles stériles et bureaucratiques. Chez les ibériques, les rentrées fiscales se sont accrues à la suite des réformes allégeant les coefficients d'imposition.

## Un excès de rigueur

Les faiblesses helléniques ne viennent donc pas seulement du laxisme, du consumérisme et de l'étatisme dépensier, mais également de la vétusté de l'appareil administratif et surtout des excès inverses : l'écrasement des revenus et le rigorisme abstrait par lequel on parvient à restreindre une activité déjà exsangue.

Puisque parmi les douze partenaires de la Communauté, les situations sont très hétéroclites structurellement et désynchronisées conjoncturellement, peut-on sérieusement s'attendre à une convergence croissante par l'application de politiques non seulement communes, mais identiques et inflexibles ? Ne vaudrait-il pas mieux autoriser des politiques communes, certes, mais souples et ajustables selon les cas, laissant à chacun la liberté de préciser les moyens appropriés à la réalisation des objectifs communs ?

Sinon, la Grèce risque d'apparaître toujours comme la « bratée galeuse », car ses performances peuvent encore se dégrader, et cela bien que son péché ne soit pas l'excubérance, le gâchis, l'irresponsabilité, mais plutôt l'échecement dans l'application des programmes qu'elle croit dotés par ses partenaires historiques et naturels.

► Kostas Vergopoulos est économiste et enseigne à l'université Paris-VIII.

150 000 000



551

## POLITIQUE

Le référendum sur la construction de l'Union européenne

### M. Chirac annonce qu'il votera « oui » à Maastricht « sans enthousiasme, mais sans état d'âme »

Au cours d'un rassemblement national de plus de deux mille cadres du RPR, samedi 4 juillet, à Paris, M. Jacques Chirac a annoncé qu'il votera « oui » au référendum de ratification du traité de Maastricht, le 20 septembre, « en toute lucidité, sans enthousiasme, mais sans état d'âme, car, lorsqu'il s'agit de la France et de sa place dans l'Europe, l'ambiguïté ne peut être mise ». Si le président du mouvement néogaulliste a été chaleureusement applaudi, au début de son discours, quand il a fait un bref rappel électoral — « Aucune alliance avec

le Front national n'a été passée. Le courage a payé. Nous avons gagné » — puis quand il a longuement insisté sur le bilan « accablant » du pouvoir en place — « Le socialisme laisse en héritage un État affaibli, un système de valeurs en crise et, pour tout dire, une morale publique malade » — et quand il a affirmé que son objectif est de « gagner », c'est-à-dire conduire ses troupes « à la victoire aux prochaines législatives », en revanche, l'ancien premier ministre a été copieusement sifflé et hué lorsqu'il a indiqué sa position sur Maastricht.

Soulignant qu'il militait pour une Europe « démocratique », « généreuse et solidaire », « lucide », « pacifique », « forte, capable de défendre ses intérêts agricoles face aux exigences inacceptables des États-Unis », M. Chirac s'est demandé si le traité d'union européenne fera cette Europe-là. « Non », a répondu la majorité des cadres présents. « Ce serait lui faire beaucoup d'honneur que de la croire », a préféré dire l'orateur. « Maastricht sera-t-il un obstacle à cette Europe-là ? », a enchaîné M. Chirac. « Oui », a tonné la salle,

avant même que le maire de Paris n'ait eu le temps de préciser : « En conscience, je ne le pense pas ».

Devant une assemblée largement hostile à la ratification du traité, le président du RPR a dit, « du fond du cœur », que pour ce qui le concerne, il le ratifiera. « Mais je le ferai avec lucidité, et si je suis poursuivi, sans me laisser égarer par ceux qui nous assurent qu'avec Maastricht, c'est la paix et la prospérité assurées. » « Ce n'est pas vrai, a-t-il affirmé, car il faudra se battre. » Assurant qu'il « respecte toutes les opinions qui se sont expri-

mées », M. Chirac a déclaré : « Il va de soi que dans un tel débat, où chacun est placé face à sa conscience, la liberté de vote s'impose. C'est l'honneur d'un mouvement politique comme le nôtre que de laisser le libre choix à ses membres. (...) J'appelle chacune et chacun de vous, quelle que soit sa conviction profonde, à faire preuve de tolérance, de compréhension mutuelle, bref d'esprit de compagnonnage ».

La salle lui a fait une ovation et, interrogé par la presse, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a aussitôt profité de la liberté offerte par M. Chirac pour indiquer qu'il votera « non » au référendum.

O.B.

### M. Le Pen veut mobiliser le Front national pour le « non »

NICE

de notre correspondant régional

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé, samedi 4 juillet, à Nice, que le Front national va mobiliser « toutes ses forces » dans la bataille « contre Maastricht ». « Ce traité, a-t-il déclaré, aboutit à mettre en place un processus qui débouche sur une Europe fédérale (...). Concrètement, c'est plus d'immigration, plus d'insécurité, plus de chômage, plus d'impôts. C'est moins de démocratie, moins de liberté. C'est le glas de l'histoire de France ! (...) Très sincèrement, je crois que la majorité du peuple français répondra « non » ! Ce « non » sera, aussi, un « non » à M. Mitterrand et, dans ce cas, le président de la République devra donner sa démission ».

M. Le Pen a indiqué que le Front national de la jeunesse mènera une pré-campagne, sous la forme d'une « tournée des plages », en août. Il lancera, ensuite, lui-même, la campagne de son parti, le 22 août, à l'occasion d'un meeting traditionnel à La Trinité-sur-Mer, précédant l'« université d'été » qui sera organisée du 24 au 28 août à La Baule. Le parti d'extrême droite prévoit une « grande manifestation » le 6 septembre, à Reims, « où il y a près de mille cinq cents ans, Clovis fut couronné par l'évêque Remy », et qui coïncidera avec le double anniversaire de la bataille de la Marne et de celle de Valmy. Dans le courant septembre, M. Le Pen animera, enfin, quatre meetings nationaux à Bordeaux, Nice, Strasbourg et Paris.

G. P.

## Schizophrénie

par Olivier Biffaud

DONC, l'angoissant suspense s'achève ! C'est un euphémisme de dire que les trois derniers mois ont été un chemin de croix pour le RPR, état-major et militants confondus. Fin décembre dernier, bien avant les consultations régionales et cantonales qui avaient consacré, l'espace de deux dimanches, l'union électorale entre le RPR et l'UDF pour conjurer, avec succès, le danger d'extrême droite, M. Chirac avait donné son sentiment sur Maastricht : « Un petit pas dans la bonne direction ». Le président du RPR affirmait ses convictions européennes du bout des lèvres, pour ne pas heurter

ses propres troupes, et il s'assurait la non-belligérance de ses partenaires à la veille d'une campagne jugée difficile. L'obstacle électoral passé victorieusement pour l'opposition, cette dernière a dilapidé son capital politique avec ardeur et constance quand le débat s'est engagé sur le traité de Maastricht. En rendant, bien entendu, M. François Mitterrand responsable de ses propres maux.

Le président du RPR a été, et de loin, le plus mal loti de tous les dirigeants de l'opposition. Si les centristes et les libéraux ont leurs opposants à Maastricht, force est de constater que M. Christine

Boutin ou M. Philippe de Villiers sont très minoritaires dans ces rangs-là. Il en va tout autrement au RPR, où « la très grande majorité des quelque quatre mille cadres » sont contre le traité, reconnaît M. Chirac dans un entretien au Figaro du lundi 6 juillet. Il lui fallait donc un certain courage pour venir, sous la « brèche », expliquer le sens de son vote positif pour Maastricht.

Le moindre des paradoxes, justement, n'est pas que, sifflé sur son « oui » européen, l'ancien premier ministre ait été ovationné sur son « non » de prétendant à l'Élysée. Tout se passe comme si les

« compagnons » étaient atteints de schizophrénie politique. Ils n'aiment pas l'Europe qu'on leur fait, mais ils continuent à vénérer leur patron, qui est pour, en utilisant, du reste, beaucoup d'arguments négatifs. M. Chirac n'assure-t-il pas que les conditions faites par le traité honni sont telles que l'Europe de Maastricht ne verra jamais la jour ? « Le traité qui sera appliqué ne sera pas celui de Maastricht », a-t-il assuré au « Grand-Jury RTL-le Monde ». A l'intérieur du parti néogaulliste, les opposants ne disent pas autre chose.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

### Le président du RPR n'est pas favorable aux « primaires » pour les législatives

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 5 juillet, M. Jacques Chirac a rappelé que, dès le 21 décembre 1991 dans les colonnes du Monde, il avait écrit que « Maastricht est un petit pas dans la bonne direction » et affirmé que, depuis ce jour-là, il n'avait « pas bougé d'un iota ». S'expliquant sur la non-participation des députés et sénateurs de son parti au vote du congrès de Versailles sur la ratification de la récente révision constitutionnelle, le prési-

dent du RPR a déclaré : « J'ai fait en sorte que mon mouvement (...) franchisse la phase parlementaire convenablement ».

A propos des « divergences de sensibilité » sur l'Europe au sein de l'opposition, M. Chirac a affirmé qu'elles sont « très anciennes » et qu'on « les a brutalement mises en exergue », car « c'était l'objet de la manœuvre mitterrandienne ». « Je rappelle que j'ai fait ratifier l'acte unique par l'ensemble de l'opposition d'aujourd'hui », a souligné l'an-

cien premier ministre. J'ai ensuite sorti, avec nos partenaires, l'Europe de la crise financière dans laquelle elle se débattait depuis un certain temps (...) Une fois que le référendum sera passé, l'union de l'opposition, pour ce qui est de l'essentiel, c'est-à-dire les élections législatives, se reconstituera spontanément et normalement. Je n'ai, à cet égard, aucune inquiétude ».

M. Chirac a indiqué qu'il n'est « pas favorable aux « primaires » pour les législatives ». « Je suis favo-

rable à des accords, mais il y a un certain nombre de situations particulières, sur le plan local, où les « primaires » peuvent être souhaitables », a précisé le député de la Corrèze, en soulignant que le futur premier ministre « devra être choisi parmi les membres du mouvement qui aura la majorité aux élections législatives ». « Ce n'est pas une règle édictée, mais c'est une tradition républicaine qui s'est toujours confirmée », a-t-il ajouté.

alternatives  
ÉCONOMIQUES

juillet-août 92

LES PAYSANS  
FACE AU MARCHÉ

L'ESPAGNE  
SUR LE FIL DE L'EUROPE

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

EN KIOSQUE 18 F

600 pages,  
4000 adresses  
où il fait bon vivre

LE GUIDE DU ROUTARD  
HOTELS & RESTOS  
de FRANCE

89F

Les étapes buissonnières

ISTH  
DEPUIS 1954  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
PRIVÉ

SCIENCES PO  
PARIS

• Stages intensifs d'été  
du 22 juillet au 28 août  
• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35  
Centre Autriche 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

est tram ouais!

Aujourd'hui, plus de deux déplacements sur trois en Ile-de-France s'effectuent de banlieue à banlieue. Pourtant, aucune solution de transport public n'était prévue jusqu'alors pour éviter le passage obligé par Paris et les pertes de temps qu'il implique. En Seine Saint-Denis, nous donnons l'exemple dès le 6 juillet, avec la mise en service par la RATP d'une ligne de tramway de Bobigny à Saint-Denis. Fruit d'une action concertée du Conseil général, des villes et de la population, le tramway apporte une réponse de qualité aux problèmes de transport dans la petite couronne. Silencieuse, non polluante, économique et insérée dans le tissu urbain, la solution tramway c'est le vrai visage de la ville retrouvée.

LE TRAMWAY : LA SOLUTION TRANSPORT AVEC LA RATP

Seine Saint-Denis  
Conseil Général



## POLITIQUE

La préparation du congrès extraordinaire de Bordeaux

M<sup>me</sup> Trautmann souhaite que les socialistes retrouvent le sens du « militantisme de terrain »

Le Parti socialiste réunira, du 10 au 12 juillet, à Bordeaux, un congrès extraordinaire destiné à moderniser ses statuts et à adopter un projet de programme. Pour M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, rocardienne, maire de Strasbourg, les socialistes doivent prioritairement revenir au « militantisme de terrain », qui avait assuré leur succès dans les années 70.

STRASBOURG

de notre correspondant

« Le PS doit se redéfinir par rapport à sa base, afin d'être en phase avec la population, qu'il est censé représenter », M<sup>me</sup> Catherine Trautmann ira au congrès extraordinaire du PS, à Bordeaux, à la fin de cette semaine, avec l'espoir que les socialistes aient à cœur de s'attacher avant tout à l'« enjeu de fond » que constitue la nécessité de mettre un terme au « sentiment de rupture » entre l'opinion publique, notamment les « couches populaires », et eux-mêmes.

Pour le maire de Strasbourg, la première action à entreprendre est de revenir à ce qui avait été un des atouts majeurs du PS dans le passé, le « militantisme de terrain, qui, aujourd'hui, n'existe plus » : être de nouveau à l'écoute, au plus près des Français, afin d'apporter des réponses simples et adaptées à leurs préoccupations sociales, alors que la « dérive actuelle peut aller jusqu'à la fracture ». Faire œuvre de simplicité et de clarté signifie, pour le maire de la capitale alsacienne, que l'on doit impérativement renoncer à « généraliser les réponses », car la complexité de la société d'aujourd'hui exclut « toute réponse globale et unique, valable pour tous ».

Partant du principe que l'État ne peut s'exprimer qu'en termes généraux et que la décentralisation en France n'a pas encore atteint son point d'équilibre, M<sup>me</sup> Trautmann estime qu'il appartient avant tout aux maires de faire ce travail de clarification, en espérant que les socialistes aient le courage de dire « ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ». Cette opération-vérité est indispensable, poursuit-elle, si le PS veut de nouveau convaincre et retrouver son électorat. Le maire de Strasbourg est convaincu que le « parti est en mesure d'assurer cette reconquête grâce à sa capacité de réflexion et d'évolution ».

Pour M<sup>me</sup> Trautmann, ce n'est qu'une fois ce travail de base bien engagé que l'on pourra parler de recomposition du paysage politique français. Pour elle, les élections législatives de 1993 arriveront trop tôt.

Elle est persuadée que la question se posera réellement après la présidentielle de 1995 et les législatives qu'elle prévoit dans la foulée. Il est bien clair, dans son esprit, que les opérations d'ouverture qui se font « en direction de personnes », et non pas de mouvements constitués, « ne peuvent durer ». Elle souhaite que le PS recouvre des forces et du crédit avant de pouvoir prendre langue avec « une partie des centristes et des écologistes ».

Car l'union de la gauche devant être définitivement écartée, le PS doit inamoviblement trouver, pour rester aux commandes, des partenaires avec lesquels il faudra négocier un programme de gouvernement, estime M<sup>me</sup> Trautmann, « sans, pour autant, subir la recomposition politique ». La clarté qu'elle souhaite dans son parti doit permettre aux socialistes d'exiger une tout aussi grande transparence de la part de leurs éventuels alliés. Même si la construction européenne est et reste la priorité numéro un, elle ne peut suffire et, surtout, elle ne doit pas servir de « rideau de fumée ».

Le maire de Strasbourg estime que les centristes doivent ne laisser planer aucun doute sur leur volonté de lutter contre le chômage, contre la crise

sociale et contre la « désespérance des jeunes ». Quant aux écologistes, elle les invite à faire preuve de réalisme, « en prenant en compte les effets du coût de la protection de l'environnement sur la compétitivité de l'économie française ». A ces deux courants politiques, elle demande aussi de faire preuve de clarté en affichant nettement leur position en matière de « sécurité commune » de l'Europe.

Autant dire que M<sup>me</sup> Trautmann ne croit pas vraiment que le PS soit en mesure, au cours des prochains mois, d'inflecter sensiblement la tendance actuelle, illustrée par les résultats des élections régionales et cantonales de mars dernier. Cependant, comme si elle voulait se faire pardonner un discours pas toujours orthodoxe, le maire de Strasbourg, qui est aussi parlementaire européen, se satisfait de la décision de M. François Mitterrand d'appeler les Français à se prononcer sur le traité de Maastricht par voie référendaire. « Cette campagne, dit-elle, nous met, nous socialistes, au pied du mur, car nous devons montrer notre capacité à faire triompher le « oui ». Finalement, être confronté à un vrai problème, cela soulage ! »

MARCEL SCOTTO

## M. Rocard veut « durcir le combat contre les ultralibéraux »

MONT-DE-MARSAN

de notre correspondant

M. Henri Emmanuelli a accueilli, dimanche 5 juillet, dans son canton de Pontonx-sur-l'Adour, M. Michel Rocard, venu participer à la fête de la ruse de la fédération socialiste des Landes. L'ancien premier ministre sera « sans aucun doute notre candidat à la présidentielle », a assuré le président de l'Assemblée nationale aux militants et aux sympathisants landais, devant lesquels M. Rocard a dressé un état des lieux de la société française ne laissant que peu d'espoir au PS pour les élections législatives de l'an prochain.

Selon l'ancien hôte de Matignon, « la vérité, c'est que ça va mal ». Certes, « Maastricht sera gagnée », a-t-il déclaré, mais en dehors du contexte de la politique intérieure, et c'est tant mieux.

« Le socialisme de France n'est pas au mieux de sa forme », a-t-il affirmé, en raison de trois tendances profondes, dont la troisième se déduit des deux premières. « Le communisme, c'est-à-dire l'économie adminis-

trée appuyée sur la police, faisait peur sa chute a entraîné une contre-offensive visant au rejet de l'État; nous sommes les victimes d'un vrai idéologique qui frappe tous ceux qui pensent que la société humaine, ce n'est pas la jungle, mais la solidarité organisée ».

M. Rocard veut « lutter contre ce courant dévastateur, qui produit des Los Angeles », et estime qu'il est temps de durcir le combat contre les ultralibéraux. Il est temps aussi, selon lui, de retrouver « la force de la parole de l'État, pour qu'il soit mis fin aux corporatismes de ceux qui bloquent les routes ou qui veulent se constituer une rente sur la Sécurité sociale ».

« Les Français n'en peuvent plus ! » a-t-il lancé, avant d'observer : « Nous sommes au pouvoir. Donc, on a la tentation de faire peser sur nous ce qui ne va pas ». Pessimiste à court terme, M. Rocard a invité les socialistes à envisager les batailles à venir en commençant par adopter, au congrès de Bordeaux, « un programme dans une vision appliquée à l'Europe ».

JEAN-CLAUDE FELON

Après l'augmentation du SMIC et des allocations familiales dans les DOM

M. Sudre exprime l'« immense déception » des Réunionnais envers le gouvernement

En annonçant successivement, le 1<sup>er</sup> juillet, un coup de pouce de 1 % supplémentaire pour le SMIC et un rattrapage de 20 % pour les allocations familiales dans les départements d'outre-mer, le gouvernement a fait un effort particulier mais ces mesures ne correspondent pas aux attentes des populations concernées si l'on en juge par le mécontentement que cela provoque dans l'île de la Réunion.

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Radiéux, le sourire aux lèvres, le 17 juin, après avoir reçu, à l'Élysée, l'unction du président de la République, M. Camille Sudre, nouveau président du conseil régional de la Réunion, affichait, le 1<sup>er</sup> juillet, sur les écrans de la télévision locale, le masque des mauvais jours. « Le gouvernement n'a pas tenu compte de la signification des résultats des élections du 22 mars, c'est une immense déception », a-t-il déclaré sur sa chaîne. Télé-Free-DOM, en commentant la décision prise le matin par le conseil des ministres d'augmenter le SMIC de 3,3 % dans les départements d'outre-mer, soit un point de plus qu'en métropole.

De retour de Paris, le mois dernier, la délégation du conseil régional a obtenu pourtant un optimisme certain. « Le président de la République nous a compris », soulignait même M. Sudre. Compte tenu des « encouragements » de l'Élysée, le président du conseil régional espérait un rattrapage beaucoup plus substantiel du SMIC réunionnais — de l'ordre de 5 à 7 points — et des allocations familiales. Après l'annonce des augmentations concédées par le gouvernement (20 % de plus pour les allocations familiales au lieu des 30 % attendus), le ton a nettement changé. Selon M. Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais et premier vice-président du conseil régional, « le gouvernement a commis une monumentale erreur politique ». M. Sudre est encore plus explicite : « Le gouvernement portera l'entière responsabilité de ce qui va se passer ici ».

Le président du conseil général, M. Eric Boyer (div. d.), qui ne porte pas M. Sudre dans son cœur, a conclu que « tout l'espoir que les Réunionnais les plus démunis ont mis en M. Sudre s'envole ».

A la déception des élus s'ajoute celle des organisations syndicales ouvrières. Elles avaient refusé de prendre part, mardi, à une réunion de concertation organisée par le préfet à la demande de M. Louis Le Penec en estimant que celle-ci n'avait pas lieu d'être puisque les décisions étaient « déjà prises ». Selon la section Force ouvrière le gouvernement prend les Réunionnais « pour des rigolos ». La CFDT et la CGT-Réunion estiment, pour leur part, « dérisoire » le faible taux de rattrapage du SMIC consenti.

Le 1<sup>er</sup> juillet, sur Télé-Free-DOM, au cours d'un débat avec les téléspectateurs, MM. Sudre et Vergès ont à nouveau envisagé l'hypothèse de la démission de leurs listes respectives au conseil régional dans le cas où ils échoueraient à obtenir du gouvernement la réalisation de l'égalité sociale avec la métropole d'ici à la fin de l'année 1992. « L'espérance sera derrière nous », a affirmé M. Vergès en ajoutant qu'il continuerait à se « battre » aux côtés de M. Sudre et de M. Pierre Lagourgue, l'ancien président (div. d.) de la région qui s'est rallié, lui aussi, au fondatisme de Télé-Free-DOM après avoir été mis en minorité en mars.

AUX DIJOUX

L'ÉTOILE											
SAMEDI 4 JUILLET 1992											
7	9	10	17	33	46	14					
20336											
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31	43	32					
6 12 675 880 F											
5	1						149 025 F				
5	1						7 350 F				
5	1						153 F				
5	1						15 F				
20336											
2	4	18	22	31							











150 000

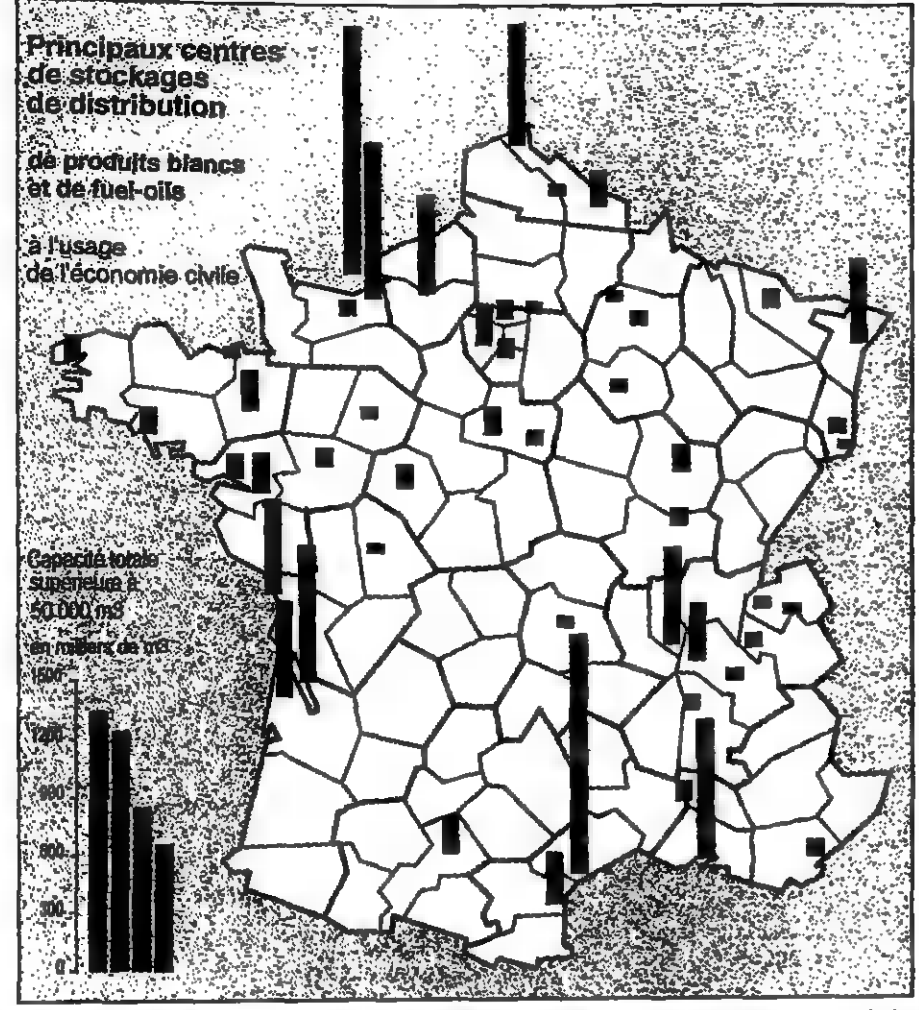
# BARRAGES ROUTIERS

les de la force publique

## ET LEURS CONSÉQUENCES

La distribution de carburants

### Pas de risque de pénurie dans les stations-service d'Ile-de-France



A l'inverse, qui se passe dans la région lyonnaise, la pénurie de carburant ne se manifeste pas. Les stations-service de la région lyonnaise sont approvisionnées par un réseau de raffineries de pétrole qui ne connaît pas de problèmes de distribution. Les raffineries de la région lyonnaise sont approvisionnées par un réseau de pipelines qui ne connaît pas de problèmes de distribution. Les raffineries de la région lyonnaise sont approvisionnées par un réseau de pipelines qui ne connaît pas de problèmes de distribution.

### Les fournitures alimentaires dans la région parisienne

#### Le marché de Rungis est approvisionné à plus de 80 %

Le marché de Rungis est approvisionné à plus de 80 % par des produits français. Les producteurs français fournissent la majorité des produits vendus sur le marché de Rungis. Les producteurs français fournissent la majorité des produits vendus sur le marché de Rungis.

### Le quasi-monopole de la route

La préfecture du Val-de-Marne a mis le marché des produits alimentaires sous surveillance. Les autorités locales surveillent le marché des produits alimentaires pour garantir la qualité et la sécurité des produits. Les autorités locales surveillent le marché des produits alimentaires pour garantir la qualité et la sécurité des produits.

### La situation actuelle ne sera qu'un problème global d'approvisionnement

La situation actuelle ne sera qu'un problème global d'approvisionnement. Les autorités locales surveillent le marché des produits alimentaires pour garantir la qualité et la sécurité des produits. Les autorités locales surveillent le marché des produits alimentaires pour garantir la qualité et la sécurité des produits.

Dans la presse britannique

## La société bloquée

LONDRES

Comme toujours, les réactions sont attendues. Les réactions sont attendues. Les réactions sont attendues. Les réactions sont attendues. Les réactions sont attendues.

Le Financial Times souligne la France apparaît aujourd'hui à plus littéralement jamais. La France apparaît aujourd'hui à plus littéralement jamais. La France apparaît aujourd'hui à plus littéralement jamais.

## « Les Français sont des rebelles »

Les Français sont des rebelles. Les Français sont des rebelles. Les Français sont des rebelles. Les Français sont des rebelles. Les Français sont des rebelles.

Sur le parking, les poids lourds. Sur le parking, les poids lourds. Sur le parking, les poids lourds. Sur le parking, les poids lourds. Sur le parking, les poids lourds.

### « Sans un mot de ressentiment »

La ligne Paris-Douvres, par laquelle transitent chaque jour près de cinquante mille voyageurs. La ligne Paris-Douvres, par laquelle transitent chaque jour près de cinquante mille voyageurs.

« Question de civilisation, affirme Gerd, l'Allemand. Pas de pays tolérants à l'égard de ce qu'on voit ici. Les Allemands ne comprennent pas la liberté d'expression.

## Les Allemands ne comprennent pas

BERLIN

Le passage à tabac de touristes allemands dans la région de Cluses, en Savoie, a jeté en Allemagne une singulière lumière sur les blocages de la route.

ce soit celle des routiers ou agriculteurs. Le ministre des affaires étrangères, Bonn a obligé à fin de la semaine dernière, la garde des mœurs de la route.

## En Espagne : des répercussions immédiates

MADRID

En Espagne, où les exportations de la Communauté européenne passent par la France, le blocage des routiers français a eu des répercussions économiques immédiates.

pourrait, quelque mille cinq cents camions chargés ont été contraints de rebrousse chemin. Dimanche 11 juillet, on avait décidé dans cette région de ne plus laisser les fruits et légumes.

### de l'Europe du Nord

Toutes les cargaisons, disent les exportateurs de Valence, ont dû traverser la France. L'industrie allemande commence, elle aussi, à subir les conséquences du blocage routier.











## CULTURE

## VARIÉTÉS

## Rencontre avec Robert Charlebois

Le chanteur québécois revient avec « Immensément » un vingtième album plein de promesses

« Ange cassé », écolo électro, chanteur de rock suave, habitant lyrique de Montréal, un peu New-York, un peu Paris, mais avec notre accent d'ici... Robert Charlebois, 44 ans, n'a rien perdu de son naturel. Immensément, son vingtième album, permet de renouer avec le chanteur qui a connu un évident passage à vide. Appauvri par le départ de l'écrivain Réjean Ducharme, après dix ans de collaboration étroite, textes regagnés par le chanteur grâce à Jean Charlebois, un cousin-prodige, Didier Lockwood au violon, Carole Fredericks et Jean-Jacques Goldman pour les arrangements viennent lui prêter main-forte.

En dépit de quelques faiblesses, l'album rassure : Charlebois n'est pas perdu. L'on attend l'été de Jacques Cartier diffusée le 11 octobre prochain sur les radios francophones, dont France-Inter. Deux heures de chansons composées à l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire de Montréal, où l'on verra que Cartier n'était pas un chien galeux comme Christophe Colomb, joyeux biberonneur qui s'émoussait de tout.

## Unité nationale

En joual, langue « swingante », j'étais en français. Robert, de passage à Paris, commente les paroles de dernières chansons, celles du cousin Jean :

Faut qu'on s'separe, j'faut qu'on split

C'est toi qui pars moi

Prends le Pacifique

(L'Indépendantiste).

« L'Indépendantiste est chanson qui va plus dans le sens de l'unité nationale que l'Indépendance. Toutes les séparations sont dures. Pour une chemise jetée, je verse l'armistice, pour deux océans, ça me glace le poumon gauche. En plus, je préfère être un gros poisson dans un aquarium de requins qu'un petit. Mais rien

n'est simple quand il s'agit d'identité. Il suffit pour cela de voir le réflexe des Danais face à Maastricht. J'ai joué les paroles, les accords mineurs, l'air. Les ont été surpris ce rapprochement entre un couple et un pays, dans lequel le Québec, Belle Province, joue le rôle de la femme.

J'habite un fleuve en Haute-

Presque un océan.

Un fleuve bleu-vert

(Saint-Laurent.)

« Il est difficile de s'insérer dans le fait de l'uniformisation. On trouve aujourd'hui des pantoufles esquimaudes dans les aéroports internationaux. Il faut pourtant garder le goût de la poutine et du sirop d'érable. J'ai commencé à Bruxelles, dans les studios ICP, qui sont merveilleux. J'ai fait quatre titres. Très beaux, parfaits, lisses. Il y avait un malade. J'ai dû repartir à Montréal pour réaliser l'album avec des musiciens québécois. C'était indéfinissable. J'ai insisté sur la rythmique, car j'ai commencé par être batteur. Paul Brochu, qui vient du jazz, pousse très bien les rythmes. »

Shack ta mémoire, mets l'passé

Mange sofa si tu veux

Brancher mots tough dans

(Hervé Métal.)

« J'aime le heavy metal, cette manière de jouer de la guitare délirante, grasse, sale. J'ai inventé le frisée en expédiant mes cymbales sur le public de l'Olympia en 1969. J'étais arrivé en France deux ans après le succès de Lindberg à Québec, qui d'ailleurs avait suscité des réactions violentes, notamment de la part de groupes religieux qui étaient choqués de l'évocation du « Christ qui chute en parachute ». A la même époque, la chanson de Léo Ferré, Thank you Satan, était interdite de radio. Quelle chance pour un chanteur ! Donc arrivant en France, j'étais vedette chi-

noise », après l'américaine (Georgette Plana), l'Olympia. J'étais short et je lançais des balles à tennis aux spectateurs. Louis Aragon en avait pris dans l'œil. Coquatrix s'était un peu fâché. Mais c'était l'époque. Who cassaient leurs guitares scène. Emerson, Lake and Palmer poignardaient leur orgue, où les concerts commençaient en retard. Aujourd'hui, les enfants sont survoltés par Guns n' Roses parce qu'ils disent « Fuck you » dans leurs chansons. »

Quand j'étais le ménage

J'ai de truck

Cherry Pick-up.

(Macho.)

« Je n'ai pas de clip sur cet album, sauf peut-être Macho. On ne réalisait moi-même, par ironie. Les clips imposent des images auxquelles on n'aurait jamais pensé. Ils suppriment du même coup l'aisance instantanée que l'on établit la chanson et un coup donné de vie. Sans parler du charme de l'attente. Elvis Presley passait fois par fois à la télévision. Mais quel effet ! »

Ma brune s'est envolée après

(tant d'elles années,

De haute jolité

(mon air a éclaté

Comme une bière trop soignée

(ça m'a déboussolé

Mais pour consoler...

(J'avoue.)

« Une chanson, c'est fait pour s'écouter. C'est un film qui s'appelle la vie et qui s'arrête jamais. C'est machine à remonter le temps. Dans les années 70, on jetait le bonheur par la fenêtre. Aujourd'hui, on sommes enfoncés dans la récession. Je voudrais créer une marque de bière, la bière Charlebois. J'adore la très bonne bière blanche. Elle est conviviale comme la chanson, imagée, fraîche. »

Propos recueillis par

VÉRONIQUE MOUTAÏNE

► L'album Music WM

distribué par

WMD.

## CINÉMA

## Mocky en tournage et en vidéo

Jean-Pierre Mocky termine son trente-deuxième film au moment où sort en vidéo un cycle comprenant huit films des années 60-70

Cela devait arriver : Mocky, solitaire du cinéma français depuis la nouvelle Mocky, auteur-réalisateur indépendant et contrôlé, Mocky, anarchiste qui s'en pris à tout le monde (notables, policiers, politiciens, religieux, bourgeois - grands et petits, de télévision, couples et familles), Mocky, romantique amer qui a joué, dans ses propres œuvres, les redresseurs de torts jusqu'au drame, Mocky, donc, mis la vidéo, à la portée des couples et du public populaire. Certains lui reprochaient la télévision. Mais, ceux-là, on peut les avoir soi, à consulter à volonté.

En avril, les éditions Montparnasse ont inauguré une collection « Les années nostalgie » ou « Souvenirs d'une France qui change », dix titres divers dont le jour, de Luis Buñuel, le Passage du Rhin, d'André Cayatte, Plein soleil, René Clément, Vérité, d'Henri-Georges Clouzot, le Voyage du père, de Denys de La Patellière. Électisme, Mocky prend la suite mais son cycle (du 11 au 18 de la collection) est bien à définir parfaitement : souvenirs d'une France qui change » (1).

Reprenons l'ordre chronologique : Un paroissien (1963), la Cité de l'indécible peur (1965), les Compagnons de la marguerite (1966), Grande le-sive (1968), l'Étalon (1969), Solo (1969), Un linceul n'a pas de poches (1974), l'His rouge (1975). Un bel échantillon de comédies satiriques et de deux « thrillers » politiques et sociaux. Solo (1969), Un linceul n'a pas de poches (libre) adapté d'un roman américain d'Horace Coy. Mocky, âgé d'une trentaine d'années, dans le rôle d'un pourfendeur de tares et des abjections de la France contemporaine, il y a un style d'images cinématographique et le fantastique social. Des idées de génie donnent souvent le ton, comme le choix des musiques.

Mocky a ses acteurs, dont il a fait des archétypes : Bourvil, ici très présent, Francis Blanche, Michel Serrault, experts en

« folies », inquiétantes, Poiret, Jean Carmel, Michel Galabru, Jacques Dufilho. Les actrices s'imposent moins (sauf dans l'His rouge on, par ailleurs, distingue Simon) et ont beaucoup changé.

Qui se souvenait que Sylvia avait joué l'inceste ? Mais, dans les seconds rôles, la figuration, que de « gueules » surprenantes. À Goya pourrait-on dire, qui c'est devenu chez Mocky une tradition - amplifier les « gueules » ?

Huit films et des meilleurs. Le cinéaste a toujours tourné vite, mais il avait, à l'époque, la façon d'être droit et but, dans la comédie dans le pamphlet, un trait vif, un rythme haletant. Mocky courait après le temps et les budgets. A l'époque, le temps l'a rattrapé. Il enchaîne toujours film sur film, il parle avec lucidité : « Il y a beaucoup de ratés, certains que j'ai essayés, qu'on a le de balancer dans des grands circuits d'exploitation. De toute façon, je n'ai jamais les moyens nécessaires pour réaliser complètement mes fantasmes. »

## Un peu rétro

Le cycle éditions Montparnasse a été repris, les droits vidéo, au catalogue de la société (Jean Cazes) qui en assurait la distribution. Une tentative d'édition vidéo déjà faite, il y a une bonne dizaine d'années, de quatre à cinq titres : n'avait pas marché. Actuellement, on trouve le tirage (éditions RCY, 132 F.), Agent trouble (éditions Ariane vidéo, 134 F.), Divine enfant (qui viennent de sortir les éditions Antares, 149 F.). Du cycle récent. Du cycle éditions Montparnasse, le cinéaste très satisfait. Dans son catalogue personnel, il aurait ajouté les Dragueurs (Un film de jeunesse qui a été bloqué pendant trente ans) et Snobs (Woody Allen, apprécié ce film-là et, sur le plan de l'exploitation, il a battu l'Aventure d'Antonioni en Angleterre).

Mocky cette collection « peu rétro ». Et, de souvenir en souvenir, il raconte comment, un jour, dans un café des Champs-Élysées où il se trouvait Eric von Stroheim, Orson Welles, Luis Buñuel, Jacques Tati et Jean-Pierre Melville, tous avaient décidé de créer un syndicat de cinéastes en scène indépendants. « Cela n'a pas marché parce que nous ne pouvions pas être secrétaires ni trésoriers. »

Bonsoir le premier film qu'il tourne studios de Boulogne depuis Un drôle de paroissien. Coup de hasard mais c'est peut-être une façon de dire cette période d'inspiration. « C'est l'histoire d'un homme (Michel Serrault) qui se femme à quité et qui a perdu son appartement. Alors, chaque soir, il va coucher chez des différents. Il les connaît pas : il choisit les immeubles et il se présente, au pif. Il est toujours très

bien et il paie son écot, le matin, de partir. Mais chaque endroit où il passe est, ensuite, cambriolé. Alors, inspecteur police un peu bête (Jean-Paul Dreyfus) me dit que c'est le voleur. Je dis tout. Mais, la dernière séquence, Serrault va coucher à l'Elysée... Out, je me genre de comique après, je change de style.

En France, droite ou à gauche, on m'a toujours fait l'aumône. Je parle anglais. Je vais aller à Londres à l'histoire d'amour. Le producteur Jean-François Lepetit a ouvert une Warner. Ce n'est pas l'histoire d'une femme enceinte (Melanie Griffith ou Jodie Foster) dont le mari, astronaute, a trébuché dans une capsule pendant sa grossesse. Un fleuriste, émigré, prend soin d'elle, beaucoup de pudeur. Ensuite, j'ai une production internationale Francis Bouygues. Ce n'est pas le premier film historique. Enfants du paradis moi : la reconstitution de Pigalle dans les années 44-45, une femme qui a été tuée à Libération, un GI ancien prédateur...

Sur le plateau de Bonsoir, le décor, poutrelles métalliques représente une passerelle surplombant un commissariat où l'on descend par la partie centrale : une grande pièce en trelles et panneaux et portes verre, couverts et souillures et saletés. C'est express, c'est déguisé, parce que c'est un commissariat déguisé. Les figurants en uniforme de flics presque aussi déguisés en patibulaires, les figurants qui se traînent en cellules pendant une répétition muette. Dans le bureau déguisé, les inspecteurs jouent du jeu de la chasse et Jean-Paul Dreyfus bat la mesure. Enfin, c'est du ruine...

« Voilà la troupe de Mocky : albinos et Cie, constate Michel Serrault, pince sans rire, regarde comment il m'a arrangé. J'ai vu de bleus, collier de barbe roux, les cheveux teints en rose. Encore, vous voyez pas la parce pour la prise, je dois porter le chapeau. Le chapeau en question un feutre en forme de casque colonial, allez savoir pourquoi. « Ce n'est pas la peine de jouer la comédie si ne rigole pas, dit Michel Serrault, je ne sais même si mes cheveux redeviendront. C'est l'aventure. »

« Les derniers films comiques français j'ai vu, dit Mocky, ne présentent plus ce genre de choses. C'est une espèce en voie de disparition. » Il ajoute, humour : « Il m'arrive de prendre pour Mozart les autres. »

JACQUES SICLIER

(1) Montparnasse, en magasins spécialisés, vidéoclubs, hypermarchés. Environ 143 F la

Jean FAVIER  
Directeur des Archives de France  
raconte  
**Christophe Colomb**



25 épisodes  
du 6 Juillet  
au 7 Août  
à 9 heures  
sur  
**RTL**

## Soudain l'été prochain

Des projections et des animations pour rafraîchir la température dans les cités

En Ile-de-France, en Aquitaine, en Languedoc-Roussillon, en Lorraine, en Alsace, quatre quartiers de Grenoble, « Un film ciné » reprend le service, après un lancement réussi l'année dernière. Au menu de cette initiative le Centre national du cinéma (CNC) : places à tarif réduit pour les jeunes dans vingt-neuf salles, des projections gratuites en plein air sur écran géant dans vingt villes, des ateliers-expositions au sein des quartiers.

« Si tu ne viens pas au cinéma, le cinéma viendra à toi », pourrait être la maxime de cette initiative qui vise à voler cinématographiquement le plan « Une ville, une œuvre », mise en place par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture. En 1991, l'initiative parisienne avait profité de l'opération. L'été dernier, elle a été réduite à l'essentiel et l'offre a été réduite dans quarante-deux salles. Nous avons décidé de passer à vitesse supérieure, explique Dominique Wallon, directeur du CNC, et responsable de « Un film ciné ». La fréquentation baisse de 40 % en moyenne pendant l'été,

pourquoi ne pas en profiter pour intéresser au cinéma ceux qui ne peuvent y avoir accès régulièrement ?

Les réductions en places sont donc principalement destinées aux jeunes, et les projections en plein air, gratuites, ont pour but de drainer un public plus large. « Le programme plein air sera très familial », précise Dominique Wallon. Les films sélectionnés sont des classiques : Cyrano de Bergerac, Toto le héros, Delicatessen, Robin des Bois. Retour vers le futur. Qui veut la peau de Roger Rabbit ? Incorruptibles. Nous utiliserons des écrans gonflables pour simplifier l'installation, sauf en Languedoc-Roussillon où il faudra faire appel à des structures métalliques car il faut déformer l'écran, et donc l'image. Les ateliers-expositions permettront de comprendre les techniques de l'image (effets spéciaux, réalisation, optique), et de redonner un quartier un peu de sa personnalité (ateliers « cinéma » patrimoine).

► Renseignements : Kyrnos International, tél. : 43-48-43-24.

Je m'abonne 1.50







## ÉCONOMIE

## BILLET

## La déroute des « corps intermédiaires »

Le mouvement de blocage des routes par les transporteurs routiers est une nouvelle occasion de vérifier l'inefficacité des « corps intermédiaires », ces organisations sans lesquelles la concertation et le dialogue social ne peuvent guère dépasser le stade de la bonne intention.

La France est devenue une habitude des conflits sociaux qui surviennent sans prévenir et qui entraînent en longueur. La grève des transports routiers en 1989 a été de Rensu fin 1991, les syndicats ont, plus tard, à leur tour, couru derrière un mouvement qu'ils étaient incapables de gérer. Mais que s'est-il passé de si grave dans le plus faible des pays développés, il est pourtant une aspiration à l'action syndicale. L'apparition d'accordailles, à la fin en 1986, puis chez les infirmières ou assistantes sociales, a refait la chose. Conscientes de leur efficacité, les entreprises ont réduit le teneur de la revendication en instaurant des formules de « chèque syndical ».

Les non-salariés ne sont pas les représentants traditionnels des médecins ou agriculteurs ont, eux aussi, été par les syndicats dont le basisme et le maximalisme abouissent davantage à exacerber une corporatisme qu'à rechercher des solutions ou compromis capables de tenir compte de l'intérêt général. Certes, les interlocuteurs manquent. Mais pouvoirs publics patronat ne s'en sont-ils confortablement accommodés ? A cet égard, on peut dire que de constater que ce n'est qu'après une dizaine de jours de blocage des routes qu'ils se sont sérieusement penchés sur les conséquences de la grève des transports routiers. Dans ces conditions, les plaidoyers en faveur du dialogue social risquent encore d'apparaître comme un exercice de style gratuit.

À dire, l'action collective, syndicale ou professionnelle, n'a jamais été développée dans ce pays, contrairement à la vie associative. À moins de se résigner à voir les intérêts égoïstes paralyser le moindre réforme l'Etat par le Parlement et le temps de prendre conscience que la loi est un vain mot.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le document du Centre d'étude des revenus et des coûts

## 1991, année médiocre pour le travail comme pour le capital

Avec une croissance économique limitée à 1,2 %, l'année 1991 n'a pas été faste ni pour les revenus du patrimoine et du capital, auxquels avait précédemment profité l'expansion de 1989, ni pour les salaires qui avaient opéré un réajustement de l'année suivante malgré le début d'essoufflement de la conjoncture. Dans son enquête annuelle (1), le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) présidé par M. Christian Goux, observe un mouvement de repli général. Un « creux de cycle » qui se traduit par une moindre croissance des rémunérations du travail accompagnée d'un recul de la progression des placements.

Dans le secteur privé et semi-public, le gain du pouvoir d'achat du salaire annuel net moyen aura été de 1 % l'an dernier, un chiffre qui s'inscrit dans la moyenne observée sur la période 1988-1991. Malgré les critiques qu'elle a soulevées, la contribution sociale généralisée (CSG) a accentué le pouvoir d'achat des salariés (2,1 %) et, plus généralement, des redistributifs (1,1 %) permis aux salariés d'obtenir une amélioration de leur rémunération, exprimée en termes réels, supérieure à celle des cadres et techniciens. Dans la fonction publique, où la moitié des augmentations de traitement correspondent désormais à des revalorisations catégorielles, le CERC évalue entre 1,2 % et 1,6 % la croissance en francs courants du salaire moyen des agents titulaires de l'Etat. Pour les fonctionnaires à statut, la hausse atteint 0,6 % (contre 1,1 % sur la moyenne des trois dernières années).

Toutes catégories confondues, le revenu moyen des exploitants agricoles recule de 3,8 % en 1991 après avoir, il est vrai, fortement progressé en 1989 (11,5 %) comme en 1990 (13,5 %). Cette chute est largement imputable aux exploitations viticoles pour lesquelles la chute, si elle dépasse les 20 %, est bien loin d'annuler l'acquis des deux années précédentes.

Dans l'agriculture, les professions libérales constatent une progression moyenne de leur bénéfice, de l'ordre de 1 % à 3 % en francs courants sur la période 1988-1990, avec une stabilité en 1991. Dans l'alimentation et le commerce, le pouvoir d'achat progresse de 1 % à 2 % en 1991 (entre 0 et 2 % dans le secteur des services, entre 1 % et 3 % pour les artisans du bâtiment). Les professions médicales se résignent à voir les intérêts égoïstes paralyser le moindre réforme l'Etat par le Parlement et le temps de prendre conscience que la loi est un vain mot.

Les revenus sociaux ont été quelque peu négligés, comme l'enquête qui relève que « de 1990 à 1991, les différentes revalorisations des barèmes des prestations sociales ont, dans l'ensemble, été très largement compensées par la baisse du strict minimum du pouvoir d'achat, en moyenne, d'une année sur l'autre », note le rapport. « L'accroisse-

ment des effectifs de retraités - en raison de l'allongement de l'espérance de vie - constitue le principal facteur d'augmentation de la masse des retraités », rappelle le CERC qui souligne que « les revalorisations des retraites complémentaires ont effacé les pertes de pouvoir d'achat des retraités de base ». Favorable aux salaires modestes, la CSG (perçue auprès des retraités à l'impôt sur le revenu) a, au revanche, affecté le pouvoir d'achat de certaines pensions. Toutefois, les retraités, contrairement aux actifs, n'ont pas été concernés par le recouvrement de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie en juillet 1991.

## La moindre rentabilité des placements

Précédant les revenus du capital, la CSG a également pesé sur la rémunération du patrimoine dont la progression a poursuivi un rythme un peu moins élevé qu'au cours des deux années précédentes en raison de la faible croissance des placements. Le CERC, qui constate « l'orientation de l'épargne nouvelle vers des placements à rendements courants élevés (sicav monétaires ou PEP) », s'accentue le « net rapprochement des performances des divers placements » correspondant à la réduction de celles des valeurs mobilières et à l'amélioration de celles des terres agricoles en 1991. En 1991, par rapport à la période 1983-1988, alors que les prêts à l'économie ont bénéficié de la faiblesse de la hausse des prix (la « performance » des livrets de caisse d'épargne est passée de 0,9 % à 1,4 % depuis 1989), les placements immobiliers

et les actions ont enregistré l'an passé « des plus-values en années importantes » dans les années passées.

Au total, les experts du CERC concluent à une « sensible modulation de la performance du patrimoine ». La moindre rentabilité des placements (un peu plus de 3 % en 1991 par ces trois dernières années contre plus de 5 % entre 1983 et 1987) s'explique par un rapprochement des performances des actifs (immobiliers et actions) et des actifs nominaux (sicav monétaires, formules d'épargne).

Enfin, si l'on prend en compte les salaires et la rémunération du patrimoine, la moindre évolution de l'emploi, notamment féminin, la croissance du pouvoir d'achat des salariés (un peu plus de 1,3 % par an entre 1988 et 1991). Pour les ménages appartenant aux professions intermédiaires (instituteurs, techniciens, comptables et agents de maîtrise), ce aboutit à un chiffre légèrement inférieur. Le gain est sensiblement meilleur (un peu plus de 1 %) pour les employés pour les cadres : les premiers enregistrent l'impact des revalorisations accordées aux fonctionnaires alors que les seconds bénéficient du produit de leurs placements. Néanmoins, si l'on prend en compte la seule année 1991, « la croissance du pouvoir d'achat des salariés est plus faible, d'un demi-point environ », conclut le CERC.

J.-M. N.

(1) : « Constat de l'évolution des revenus en France (1988-1991) », Documents du CERC, n° 103.

## M. Christian Goux à la présidence

Président de l'Association technique de l'importation charbonnière depuis 1989, M. Christian Goux a été nommé le 17 juin par le conseil d'administration, président du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) en remplacement de M. Nicole Quastiaux qui occupait cette fonction depuis avril 1984. Ingénieur des ponts et chaussées, agrégé de l'économie économique, M. Christian Goux est né le 19 décembre 1929 à Aix-en-Provence. Membre du Parti communiste, conseiller de M. François Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981, député du Var de 1981 à 1984, il a été président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale de 1981 à 1988.

Selon le ministère du travail

## La rémunération moyenne des salariés dépasse 10 000 francs

En octobre 1991, la rémunération moyenne brute des salariés était de 10 100 francs, selon une enquête du ministère du travail publiée le 21 juin. Le salaire moyen mensuel brut, primes comprises, était de 7 879 francs pour un ouvrier, de 8 445 francs pour un employé, de 11 155 francs pour un agent de maîtrise, de 21 032 francs pour un cadre.

Un cadre est donc gagné, en moyenne, 2,7 fois plus qu'un ouvrier. Mais qu'un employé aura perçu un peu plus que les ouvriers, excepté dans les secteurs tels que

la chimie de base, où les conditions de travail et les primes augmentent les rémunérations ouvrières.

D'autre part, les salaires des hommes ont dépassé ceux des femmes de 29,2 % alors que les rémunérations féminines dans les grands établissements (plus de 500 salariés) ont été supérieures de 13,6 % à celles des petites entreprises de moins de 10 salariés. Les primes mensuelles (6,8 % de la rémunération brute) ont été plus importantes pour les ouvriers (8,8 %) que pour les cadres (5,8 %).

Le rapport annuel de la Cour des comptes (suite)

## Sécuripost : une filialisation mal préparée

La filialisation des activités des transports de La Poste a été un échec coûteux. L'opération a été mal engagée au départ. Et, malgré les mesures d'ajustement, son redressement n'est aujourd'hui qu'atavique. Les magistrats de la Cour des comptes, dans le rapport annuel 1992 (le 26 juin), portent un jugement sévère sur la création en 1987 par La Poste de la filiale spécialisée Sécuripost. Cette création, selon les magistrats, a permis à l'administration postale de répondre à un appel du gouvernement de l'époque de réduire le nombre de fonctionnaires. La Poste y voit du même coup le moyen de se consacrer sur ses activités principales.

Le manque de préparation va toutefois transformer l'expérience en échec financier. Après un premier exercice très juste équilibré en 1988, les déficits se succèdent : 23,7 millions de pertes en 1989, 39,4 millions en 1990, soit

12 % du chiffre d'affaires. Pour La Poste, responsable des audits, le bilan de l'opération est plus élevé encore. « Le montant des déficits de la filiale Sécuripost au 31 décembre de la fin de 1990 dépasse de 35 millions le montant des bénéfices de la filiale lorsqu'ils étaient effectués en régie par La Poste elle-même », indique cruellement la Cour des comptes.

Sécuripost arrive en effet sur un marché difficile, qui a vu depuis le développement de la monétique, avec un handicap sérieux : des coûts de main-d'œuvre. Même si une partie de son activité est assurée pour le compte de La Poste elle-même, elle doit recourir à des clients extérieurs alors que les convoyeurs compriment au maximum leur prix de revient. Or, en 1990, indique le rapport, « l'écart constaté entre le salaire d'un employé de La Poste et celui d'un salarié du secteur privé était de 35 % ». Et d'ajouter à 10 % du

## Évolution de la production des principaux services marchands en 1991

Taux d'évolution en volume (%)	1985-1989 moyen
Réseau télévision	7,1
Médecine ambulatoire	12,0
Serv. assainissement	7,3
Autres serv. de santé	6,1
Prod. & distr. films	6,2
Jeux de hasard	5,6
Serv. de nettoyage	5,2
Expertise comptable	4,9
Réparations diverses	4,7
Hospitalisation privée	4,6
Recherche marchande	4,2
Blanchisserie gros	4,1
Serv. div. aux entr.	3,9
Enseign. marchand	3,3
Location mobilière	3,2
Maisons de retraite	3,0
Vétérinaires	2,7
Autres hébergements	2,7
Audit d'assurances	2,7
Cantines traiteurs	2,3
Autres serv. récréat.	2,3
Serv. publics	1,5
Serv. div. aux ménag.	1,3
Administ. de biens	1,3
Etudes éco. soc. doc.	1,1
Auto-écoles	1,1
Serv. funéraires	0,9
Informatic	0,6
Hôtels-café-restaur.	0,5
Auxiliaires financiers	0,3
Colfleurs	0,1
Blanchisserie détail	0,1
Etudes techniques	-0,1
Serv. connex constr.	-0,7
Agences immobilières	-1,4
Réparat. commerce auto.	-2,2
Chambres juridiques	-2,5
Récupération	-2,8
Salles de cinéma	-3,8
Travail temporaire	-4,1
Promotion immobilière	-4,1

Après cinq ans de vive progression, les services marchands cessent de tirer la croissance : en volume, leur valeur ajoutée a progressé de 0,6 % en 1991 à comparer avec 4 % en 1990 et 6,1 % en moyenne entre 1985 et 1989. Ils ne contribuent plus qu'à hauteur de 0,1 point au 0,7 point de croissance de la valeur ajoutée marchande totale. Le travail temporaire et les services immobiliers sont les deux secteurs qui se contractent le plus : -7 % en volume pour le premier et -3,1 % pour le second. De même, l'INSEE observe un coup de frein à la croissance des services aux entreprises : +1,7 % seulement contre 6,3 % en 1990.

Argent plus cher et fiscalité alourdie  
Le gouvernement italien défend la lireROME  
correspondance

Il fallait s'y attendre. Après avoir tenu sa parole, le gouvernement italien, le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti, au terme de plus de trois mois de crise politique, se devait de donner un signal fort et agir « rapidement, sévèrement et de façon équilibrée », comme il s'y était d'ailleurs engagé lors de la présentation de son programme. Il lui fallait se présenter au peuple de Munich avec, au moins, une touche de politique économique à défaut de mesures concrètes.

En arrivant dans la capitale bavaroise, M. Andreotti pouvait dire au peuple allemand Kohl : « Ce sera dur, mais ça va arriver ».

Après quelques consultations, le gouvernement annonçait, dimanche 3 juillet, les grandes lignes de son plan de redressement économique alors que la Banque d'Italie relevait d'un point le taux d'escompte, qui passait de 12 % à 13 %, et d'un point et demi celui des avances à taux fixe, qui augmentait de 13 % à 14,5 %. L'argent coûtera plus cher mais que le refinancement pour les banques. Des mesures nécessaires pour freiner les risques de dévaluation à la suite de la tension sur la lire à l'intérieur du système monétaire européen. Sur l'autre versant, la

de la manœuvre économique, le gouvernement a annoncé un objectif de réduire le déficit de 30 000 milliards de lire (135 milliards de francs). Il s'agit, comme l'a souligné le ministre du Trésor, M. Palmiro Tosi, de « tenir sous contrôle les prix, les revenus et les tarifs ».

Les relations en matière de l'économie ont été publiées une directive qui vise à contrôler les prix contrôlés des transports et des services publics ainsi qu'il faudra attendre la réunion du conseil des ministres, en fin de semaine, pour connaître concrètement les sacrifices qui seront demandés aux Italiens.

Le ministre du budget, M. Franco Reviglio, a affirmé que « les mesures seront inspirées par quelques grandes lignes directrices simples : neutralité par rapport à l'inflation, redistribution équitable, lutte contre l'évasion fiscale ». Des mesures faciles à mettre en route avec des réajustements à la clé, et notamment en matière financière.

Les contribuables savent à quoi s'en tenir. On parle d'une majoration de 4 % de l'impôt sur le revenu à partir du mois d'août, du doublement de certains timbres fiscaux (passeports) et permis de conduire et d'une augmentation de la TVA.

(Interim.)

## Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

- L'effectuement : un service financier en plein développement
- Le matériel médico-chirurgical dans le monde
- La filière micro-électronique dans le monde : les semi-conducteurs au cœur des mutations technologiques
- Les stratégies et résultats financiers des grands groupes japonais
- L'industrie des peintures et vernis en Europe
- L'électronique dans les équipements automobiles en Europe
- Céréales et oléoprotéagineux : le mouvement coopératif
- La distribution de produits de la parfumerie dans un environnement en mutation
- La distribution spécialisée en Europe : analyse des différents marchés, stratégies et performances financières des leaders (2 études)

Pour recevoir la présentation de ce livre, contactez : EUROSTAF, rue de la République, 100, 92100 Nanterre - Tél. : 01.47.70.11.93 - Fax : 47.70.11.93

JUL 1992



سكنى في المدينه

## ÉCONOMIE

### IMMOBILIER

Avec des dépôts en hausse de 2,6 %

#### 1,9 million de plans d'épargne logement supplémentaires ont été ouverts en 1991

Les particuliers ont ouvert en 1991 un plus grand nombre de plans d'épargne-logement qu'en 1990, ce qui a évité l'aggravation du déséquilibre du régime, dont les ressources nouvelles progressent vite que les dépenses.

Le ministère dénombre ainsi 549 933 plans d'épargne-logement (PEL), soit 1 million de plus qu'en 1990. De même, on compte 8 544 988 comptes épargne-logement (CEL), soit 1 million de plus qu'en 1990.

Les dépôts des CEL et PEL sont accrus de 2,8 % l'an passé, pour s'établir à 594,135 milliards de francs. Les dépôts des plans ont augmenté de 2,6 % (contre 2,4 % en 1990) et ceux des CEL de 3,5 %.

(ils avaient diminué de 1,2 % en 1990). Les prêts octroyés ont continué à progresser plus vite que les dépôts : ils ont augmenté de 10,8 % pour atteindre 232,59 milliards. Le système continue d'être largement excédentaire, les ressources dépassant en 1991 les dépenses de l'année (16,2 milliards), contre un déficit de 14,5 milliards en 1990.

Enfin, l'État a versé 1,2 milliard de francs de primes, en hausse de 13,4 % sur l'année précédente. On n'a pas dépassé le seuil des 10 milliards.

### TRANSPORTS

Manquant de passagers

#### Orlyval baisse de 55 % certains de ses tarifs

Orlyval se plaint mal. Depuis son lancement en octobre 1991, le trafic n'est pas au rendez-vous. La société a subi une perte d'exploitation sur ses trois premiers mois de 58 millions de francs et le trafic est de l'ordre de 1,2 million de passagers en trois ans.

A titre d'expérience promotionnelle, le prix du billet Orly-Paris sera ramené à 30 F à 1<sup>er</sup> au 31 août 1992. Orlyval espère stabiliser la fréquentation à plus de 6 millions par jour à la fin de l'année. Avec ses 800 avions, le plus grand parc d'Orlyval espère stabiliser la fréquentation à plus de 6 millions par jour à la fin de l'année.

Orlyval se plaint mal. Depuis son lancement en octobre 1991, le trafic n'est pas au rendez-vous. La société a subi une perte d'exploitation sur ses trois premiers mois de 58 millions de francs et le trafic est de l'ordre de 1,2 million de passagers en trois ans.

Avec ses 800 avions, le plus grand parc d'Orlyval espère stabiliser la fréquentation à plus de 6 millions par jour à la fin de l'année. Avec ses 800 avions, le plus grand parc d'Orlyval espère stabiliser la fréquentation à plus de 6 millions par jour à la fin de l'année.

### COMMUNICATION

Après la fermeture d'un émetteur

#### Le conseil régional de Picardie s'inquiète des régressions de diffusion des chaînes publiques

AMIENS

de notre correspondant

Réuni à Amiens pour le vote du budget supplémentaire, le conseil régional de Picardie (RPF-PSD) a pris position sur les problèmes de diffusion des chaînes publiques dans la région. En effet, à la suite d'une décision du CSA, Radio-France Picardie (RFP) abandonnera, à partir de septembre prochain, l'émission "Olyse", après la fermeture de l'émission de Saint-Just-en-Chaussée. Pour le Syndicat national des journalistes, cette décision est une "régression de diffusion", s'agissant du fait que la Picardie ne dispose plus d'un média régional et a décidé le 2 juillet de déposer un recours au Conseil d'État.

Des menaces pèsent également sur l'avenir de l'émission d'Hirson, l'Aisne, ce qui que RFP ne couvrira plus qu'un seul département picard, celui de la Somme.

le territoire picard dans l'intégralité, les conseillers régionaux de gauche ont demandé au CSA et à Radio-France de revenir sur leurs choix. D'autre part, ils s'inquiètent de la suppression de l'émission "Olyse" de Radio-France Picardie, qui donne chaque mois l'occasion, pendant une demi-heure, d'évoquer les problèmes du monde rural, permettant ainsi une bonne perception des problèmes relationnels ville-campagne.

Les élus socialistes ont rappelé, pour montrer qu'ils ont acquis, en quelque sorte, le droit d'intervenir dans ce domaine, que leur territoire a une histoire riche et variée. Ils ont souligné que la région Picardie s'est engagée dans la réalisation d'un centre de production, considéré parmi les plus modernes de France. La région Picardie avait, en effet, accordé 2 millions de francs à FR 3.

MICHEL CURIE

Regroupement des diffuseurs publics européens

#### La fin de la guerre froide des télévisions

Les radios et télévisions d'Europe de l'Est membres de l'EOIR (Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision) ont approuvé l'unité, vendredi 3 juillet à Oslo, leur adhésion à l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, cette organisation, à Genève, qui gère notamment l'Eurovision, regroupera donc l'ensemble des diffuseurs publics du continent et du pourtour méditerranéen.

Cette fusion est une conséquence directe de la fin de la guerre froide. A l'origine, les diffuseurs du continent appartenaient tous à la même organisation, l'UIT, créée en 1925. Mais, en 1946, la création de l'EOIR a entraîné la création de l'UER.

Le monde rural, permettant ainsi une bonne perception des problèmes relationnels ville-campagne.

Les nouveaux membres - chine, Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Estonie, Lituanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie - bénéficieront de conditions spéciales de l'UER pour leur permettre d'accéder à la maison européenne des ondes ainsi constituée.

Faute de crédits

#### « Pif-Gadget » n'a pas paru le 30 juin

Pif-Gadget, tiré à 110 000 exemplaires, n'a pas paru mardi 30 juin, malgré le plan de reprise de la société Scandedit. Il semble que, faute d'accord sur le règlement du passif, une partie des fournisseurs ait refusé de créditer aux reprenneurs du magazine. VMS (Vallant-Miroir-Sprint Publications), la société éditrice, n'avait été placée en redressement judiciaire à la fin du mois de juin à cause d'une situation financière catastrophique (un passif de 79,2 millions). Un plan de reprise par la société Scandedit, que dirige M. Jacques Wojcik, a été agréé par le tribunal de commerce de Paris le 2 juillet.

judiciaire à la fin du mois de juin à cause d'une situation financière catastrophique (un passif de 79,2 millions). Un plan de reprise par la société Scandedit, que dirige M. Jacques Wojcik, a été agréé par le tribunal de commerce de Paris le 2 juillet.

### FINANCES

Enquête sur un délit d'initiation. La mission chargée de lutter contre les délits d'initiation en Bourse de France a enquêté l'origine de la forte chute de l'action Asko depuis quelques semaines. Certaines rumeurs, d'actions par le dirigeant de ce groupe, M. Helmut Wagner, seraient à l'origine du mouvement.

Ce dernier a récemment démissionné de la présidence du conseil de surveillance d'Asko, après un conflit avec le directeur du groupe. Ces derniers jours, la situation d'Asko a été suspendue, la direction voulant éviter une nouvelle démission. L'annonce, jeudi 2 juillet, d'un paiement d'un dividende de 1991, a été l'origine du mouvement.

### classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances d'intégrer une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème  
tél. 38 21 21

### INSTITUTION FRILLEY

Prépa HEC fondée en 1964

### Droit-Eco ça prépare

Préparation 2<sup>e</sup> Session  
4 Semaines en Août  
Stages de Pré-révision  
4 Semaines en Septembre

Quartier Latin  
Institut Privé  
Tél. 46 33 81 23  
ou 43 29 03 71

### A L'ISTEC 3 = 4

Créé il y a plus de 30 ans, l'ISTEC est un institut de formation supérieure de cadres de haut niveau et de managers d'entreprises.

DIPLOME RECONNU PAR L'ETAT

- Durée : 3 ans (3 + 3 ou 3 + 4).
- Une formation dense de haut niveau, de vrais généralistes.
- La fonction commerciale en 3<sup>e</sup> année.
- Une 4<sup>e</sup> année de spécialisation en option.
- En relation permanente avec les entreprises.
- Une vie associative active : anciens élèves dynamiques.
- Un environnement économique privilégié : le département des Hauts-de-Seine.

### CONCOURS D'ENTREE A L'ISTEC 1992

Session les 2 et 3 septembre.  
Admission : 1<sup>re</sup> année : écrit + oral  
2<sup>e</sup> année : écrit + oral (seul)

Renseignements + inscription :

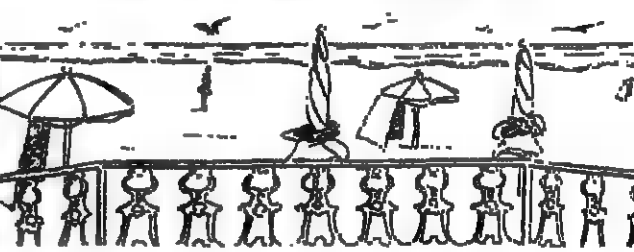
Tél. : (1) 46.21.41.23

Minitel : 3614 Chap. ISTEC

Accueil : 102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

ISTEC : L'EXCELLENCE. LA REUSSITE

### DEAUVILLE À VOS PIEDS POUR 2 000 FRANCS\*



Tennis, piscine, bicyclette, initiation au golf... Non, vous ne rêvez pas ! Tout au mois de juillet à partir de 2 000 francs\* pour 8 nuits, le Resort Lucien Barrière de Deauville vous offre le petit déjeuner et la disposition bien d'autres activités : mini-golf, solarium, fitness, promenade au calèche, parasol sur plage privée, revue-spectacle et cocktail d'accueil au Casino de Deauville... Pour en savoir plus et réserver prochain séjour à l'Hôtel Normandy, au Royal ou au Golf, appelez dès aujourd'hui Deauville au 31 98 66 77.

LUCIEN BARRIÈRE

\*Prix par chambre pour 5 personnes en chambre double, du 1<sup>er</sup> au 31 juillet à l'Hôtel.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

#### CONCURRENCE DELOYALE ET IMITATION DES MARQUES DE LA SOCIÉTÉ LOUIS VUITTON

Par décision définitive du 26 juin 1991, le Tribunal de Grande Instance de Paris a jugé que des sacs constitués d'un plastique marron foncé d'aspect grumeleux sur lequel sont dessinés des losanges jaunes dans lesquels sont inscrits les motifs suivants, de couleur jaune, à savoir :

- cor de chasse...
- paire de bottes...
- boucles équestres...
- chapeau haut de forme...
- fers à cheval...
- selle...

reproduisent des éléments caractéristiques essentiels des marques opposées :

- la combinaison des couleurs,
- les motifs figuratifs différents les uns des autres,
- la disposition des motifs en lignes parallèles reproduisant à l'infini,
- un matériau d'aspect grainé...

et constituent l'imitation illicite des marques de la société Louis Vuitton...

En vendant des articles de maroquinerie qui constituent la copie servile des produits d'un concurrent, la société Barbesacs a eu un comportement parasitaire contraire aux usages honnêtes du commerce et constitutif de concurrence déloyale distincte de l'imitation des marques Vuitton.

Le Tribunal alloue à la société Louis Vuitton 100.000 F à titre de dommages-intérêts et ordonne trois publications du jugement aux frais de la société défenderesse.

Pour extraits







## BOURSE DU 6 JUILLET

Cours relevés à 14 h 00

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

3/7

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché connu

**Le Monde de l'éducation**  
**Universités :**  
**Le palmarès des élèves**















هكذا بين الامم

Le Monde • Mardi 7 juillet 1992 • 25

# Le Monde

## L'air bag prend du souffle



Les constructeurs automobiles commencent à équiper leurs voitures de coussins de protection gonflables, suivant avec quelque retard les Etats-Unis, où deux véhicules neufs sur trois sont déjà dotés.

page 26

## Industries de terroir : Alsace Lorraine



Ces deux régions ont gardé une multitude d'activités traditionnelles. Mais, tandis que l'Alsace affrontait la crise de la sidérurgie, l'Alsace-Lorraine développait un tissu diversifié et prospère.

page 32

## Le gâchis nigérien



La dévaluation du naira, exigée par les créanciers du Nigeria, a aggravé les conditions de vie de la population, exaspérée par l'inflation et les pénuries. Même l'essence manque, le comble pour un pays pétrolier.

page 33

**MODE D'EMPLOI** ..... 26  
Humour, Mots, Doyère, La cote  
mots, Bloc, Lois .....  
**ACTUALITE** ..... 27 et 29  
La fièvre anglaise de la BNP.  
**DOSSIER** ..... 28  
La FNSEA.  
**PERSPECTIVES** ..... 30, 31 et 33  
Mexique : les fidèles de la  
révolution.  
**OPINIONS** ..... 34 et 35  
Livres : Les d'un projet. Notes  
de lecture. La chronique de Paul Fabra.  
L'avenir de l'industrie automobile américaine.  
**CONJONCTURE** ..... 36  
Le Maghreb : sur trois. L'Algérie : Assaïr, L'emploi : Prudence  
nécessaire. Le chausseur : Pau  
jambes.

# L'ECONOMIE

## Marchands de souvenirs

Tours Eiffel miniatures, pin's ou Sacré-Cœur clignotants...  
Le marché du cadeau-souvenir a doublé en dix ans

PAS de façade d'entrepôt au 100 rue de la Chapelle, un péage de cet entrepôt lugubre de Parisien un règne une activité intense. L'industrie de cartons en provenance de Chine, de Taiwan et d'ailleurs écrase les étagères remplies aussi d'articles d'origine française. François Mele, propriétaire de Paris Souvenirs, ce grand bazar d'objets touristiques en tout genre, doit fournir près de la moitié des quelque deux cents vendeurs de souvenirs de Paris auxquels la saison estivale ne laisse aucun répit. « Les variations saisonnières sont très fortes. Je réalise la quasi-totalité de mon chiffre d'affaires en été », explique-t-il.

Le gérant de la SASP, un autre fabricant-grossiste qui sévit sur le marché du cadeau depuis quarante ans, est, lui, plus serein. « A cette époque, précise-t-il, les tours Eiffel miniatures et les boules ne bénéficient pas du même succès qu'aujourd'hui, le tourisme a été l'accélération de cette industrie artisanale. » Accélération ? Le mot est faible. Les statistiques de la direction de l'industrie touristique, le marché des cadeaux-souvenirs et achats à rapporter (montres, chaussures, vêtements...) a atteint l'an dernier dans l'Hexagone 10,4 milliards de francs, dont 6,4 milliards achetés par les Français en 1991 et 4,2 milliards par les étrangers. Des dépenses qui, en dix ans, ont doublé.

Etienne Marlon

Lire la page 22

## Que vaut le franc ?



Voilà plus de cinq ans que la monnaie française n'a pas été dévaluée par rapport au mark, seule référence valable dans un monde monétaire fluctuant. Une stabilité remarquable puisqu'il faut remonter aux années 60 pour retrouver une telle assise du franc. Faut-il pour autant le réévaluer ? Certains, dans les milieux du pouvoir, y songent et le disent.

L'idée, tentante politiquement, ne séduit pourtant pas les milieux financiers. Certes la France est devenue plus « raisonnable » que l'Allemagne, handicapée par sa réunification, que soit du point de vue de l'inflation, du budget ou du commerce extérieur. Mais on ne refait pas en quelques années la réputation d'une monnaie comme le franc, dévaluée quatorze fois depuis 1944. Et le mark, malgré les difficultés passagères de l'Allemagne, n'a rien perdu de son prestige de monnaie de référence...

Lire page 27  
l'article de François Renard

## Les paysans perdus d'Amérique latine

Le continent souffrait de la « faim de terre » et du latifundisme.  
Tardives, incomplètes, les réformes agraires ont déçu.  
Partout les déséquilibres économiques et sociaux persistent

« **LIBERTAD Y LIBERTAD** ! » Le cri révolutionnaire mexicain des années 1910, avec Emiliano Zapata, aurait pu être celui de l'Amérique latine. La « faim de terre » a dominé la région, en dépit des espaces vierges et de l'immensité des terres. Avec la trilogie latifundio (grands domaines), minifundio (propriétés minuscules), paysans sans terre ou sans titre, les situations paysannes ont scandé longtemps son histoire, et la redistribution des terres a été une des revendications majeures, politique qu'économique et sociale.

Aujourd'hui, bien qu'il n'ait pas partiellement réalisé, le mot d'ordre est abandonné dans la plupart des pays. Le Mexique a autorisé la cession des propriétés latifundiaires (voir plus loin le reportage d'Eric Fottorino) ; dès le début de 1991, le Chili a permis de vendre d'hypothéquer les terres, y compris celles attribuées par la réforme agraire. Pourtant, malgré la baisse de la population rurale, l'agriculture pèse encore sur l'économie ; elle reste l'une des inconnues des politiques libérales aujourd'hui en faveur.

Le latifundio fut d'abord l'héritage de la colonisation. Conquistadors et gouverneurs distribuaient les terres à leurs capitaines, à

soldats et à leurs obligés, comme les rois d'Espagne à leurs vassaux ou les ordres religieux. Ainsi se formèrent, peu à peu, dans tous les pays, les élevages extensifs et les grandes plantations de sucre, de tabac, plus tard de cacao ou de café, dans les zones côtières. Les haciendas du Mexique ou d'Amérique centrale, fincas colombiennes, fazendas brésiliennes, estancias argentines.

Pendant le relais des empires indigènes abattus, inca ou aztèque, les nouveaux maîtres donnent, aux terres, la domination sur les hommes ; au bout de la chaîne, le paysan paie le droit de cultiver une maigre parcelle en jouissance sur les terres des propriétaires. Sous divers noms - *inquilinate* du Chili, *huasipongo* d'Equateur, du Pérou ou de Bolivie -, cette subordination se perpétuera jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle : privation de terre et dépendance personnelle s'associent.

CRÉOLE : Les indépendances n'y mettront pas fin : les insurgés sont souvent des propriétaires qui veulent vendre librement leurs produits. Les oligarchies prennent la succession des monarchies ibériques, et le féodalisme est remplacé par le féodalisme colonial. Ainsi c'est la province de Salta, haut lieu de l'indépendance argentine, mais

de l'aristocratie des planteurs de tabac, que l'on trouvait naguère les derniers salariés agricoles payés uniquement en nature. Le majorat en faveur des grands évite la fragmentation des domaines. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Amérique latine, 80 % des terres appartenant à quelques poignées de familles : six au Chili, deux mille en Argentine, moins au Mexique. Détenteurs de la richesse, les *terratenientes*, s'emparent du pouvoir politique. Le latifundio régnait en maître presque partout jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Les « cycles » agricoles succèdent aux « cycles » miniers : le Brésil, le cycle du sucre au cycle du bétail, transformant l'Etat de São Paulo en front pionnier. Les monoproductions régionales se développent, contribuant déjà à rendre l'agriculture dépendante des marchés extérieurs. En Amérique centrale, la situation aggravée par l'arrivée des compagnies nord-américaines pour l'exploitation des fruits tropicaux, comme la célèbre United Fruit, première société bananière. Partie du Costa-Rica, elle s'installe dans les Caraïbes.

Guy Herzlich

Lire la suite page 30

**IUA**  
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.  
Montgomery Street • Francisco CA 94104

Université à San Francisco,  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE :  
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois  
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme accrédité en Asie : IUA HONG KONG

**IUA**  
SAN FRANCISCO



## MODE D'EMPLOI

## CONSOMMATION

## L'air-bag prend du souffle

Après les Américains, les constructeurs automobiles européens commencent à offrir ces coussins de protection, à des prix moins élevés même sur les voitures de milieu de gamme

SANS air-bag, pas de salut ! A la suite des constructeurs de voitures haut de gamme, c'est au tour des « généralistes » européens de proposer bientôt ces coussins autogonflables qui, placés dans le volant, s'ouvrent automatiquement en cas de choc, protégeant ainsi la tête et le thorax du conducteur (ou du passager).

Renault offrira dès l'année en option sur la Safrane la nouvelle R 19 un « air-bag » (un ballon de 30 litres d'air), pour 5 000 francs environ. Et à l'horizon 1994-1995, nos nouveaux véhicules équipés d'air-bag en option, la direction de la firme. Les constructeurs « généralistes », Volkswagen, PSA, Fiat, s'approprient aussi à équiper, en série, leurs nouveaux véhicules de milieu de gamme. Mercedes a ouvert la voie en installant littéralement l'air-bag conducteur (modèle américain) et 100 francs pour celui du passager avant, contre 100 francs pour l'ensemble un an plus tôt. Et Chrysler a lancé son Voyager d'air-bag en série.

Trente ans auront été nécessaires pour que cet élément de sécurité commence à être proposé aux constructeurs européens. Le brevet a été déposé en 1952 par son inventeur, un Américain, aujourd'hui près de 40 millions de véhicules neufs vendus aux Etats-Unis sont équipés d'air-bag... « La proportion passera à 80 % d'ici trois ans », déclare un spécialiste. Cet air-bag est favorisé par la norme US 208 du 17 juillet 1984. Celle-ci prévoyait l'introduction progressive de systèmes de sécurité (ceinture de sécurité à mise en place automatique ou air-bag) si le port de la ceinture devenait obligatoire avant 1989 dans un nombre d'Etats suffisant pour couvrir les deux tiers de la population américaine.

**CEINTURE** L'Europe ne possède ni règlement ni norme de ce genre, mais la ceinture est obligatoire dans tous les pays de la Communauté. A l'exception de Mercedes, qui a déjà vendu depuis 1986 plus de 100 000 voitures équipées d'air-bag, seuls les constructeurs américains, de Volvo, de Saab ou d'Audi, Européens commencent à proposer l'air-bag. Ils ont compris l'argument sécurité : un air-bag, si le prix est élevé. Depuis son lancement en avril, la

Mercedes 190 d'un air-bag à 4 000 francs a recueilli 10 commandes, mais le même appareil coûtait 10 000 francs.

De son côté, les équipementiers européens ont fait adapter le système en réduisant son volume (30 litres à 60), sa sophistication et donc son coût. Est-il moins performant ? C'est l'avis de Mercedes, qui propose aussi le modèle américain. L'Autoliv

appel d'air... Déjà Autoliv Klippan, filiale du suédois Electrolux, vient de créer une joint-venture avec la Société nationale des poudres et explosifs pour réaliser près de Brest des générateurs de gaz.

Le « véritable » moteur du développement de l'air-bag reste le désir accru de sécurité du consommateur, « manifeste chez les nouvelles générations, qui semblent très sensibles à cet argument », note un observateur. La moitié des blessés et 40 % des blessures graves au cours d'accidents de la route dans l'Hexagone sont produits par des chocs frontaux. L'air-bag devrait faire baisser la proportion. « La ceinture réduit déjà de moitié la probabilité de décès. Avec l'air-bag en plus, cette même probabilité est divisée par 2,5 », explique Michel Kozloff, directeur des études d'Autoliv Klippan.



**NORMES** En fait, il est difficile d'évaluer le nombre de vies épargnées. D'autant qu'il faut beaucoup de temps avant que tous les parc automobiles soient équipés, en l'absence de réglementation. En faut-il une ? L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) est pour l'instant réticente : « très favorable » à l'air-bag, elle estime néanmoins difficile, sinon impossible techniquement, de l'imposer sur les modèles en circulation, en raison du coût et de la complexité de l'installation. Selon un de ses

Klippan, filiale du suédois Electrolux, un des fabricants d'air-bag, on rétorque que celui-ci provoque moins de blessures que celui-ci ne provoque. En fait, l'air-bag est un complément de la ceinture, alors que la version américaine est conçue pour protéger même sans ceinture. De plus, la fonction qui diagnostique la présence ou l'absence du conducteur, les boîtiers électroniques qui enregistrent les paramètres de l'accident, indispensables aux Etats-Unis, où les industriels redoutent les litiges avec les

Les fabricants européens d'équipements d'air-bag - TRW Repa, Petris, KS, Bosch, Siemens, Autoliv Klippan - ont évidemment développé l'air-bag. Jusqu'à présent, ils vendaient des ceintures d'automobiles pour environ 500 francs et des ceintures de sécurité pour environ 2 000 francs. Un bon

responsable, l'établissement d'une norme européenne, longue procédure, exigeant de réaliser d'abord des tests d'efficacité avec des mannequins à bord, pour fournir des données précises sur les effets du système. L'ACEA préfère laisser jouer d'abord la demande des consommateurs.

Les pouvoirs publics, pour l'instant, ne prennent pas d'initiative. Pourtant, une réglementation, en augmentant la production d'appareils, pourrait en diminuer le coût tout en permettant de sauver des vies. Les industriels, eux, ne cessent pas les recherches. Ainsi, ils testent des coussins placés dans les portières, qui se gonfleraient lors des chocs latéraux, eux aussi très meurtriers, et des dispositifs infrarouges de ralentissement brutal, notamment sur

Didier Gout

## HUMEUR ■ par Josée Doyère

## Inconfort hôtelier

A quoi ça pense, dites, ceux qui aménagent des hôtels ? Et je ne parle pas de l'été, quand on est un peu fauché, même si le pipi-room n'est plus au fond du couloir ou la salle de bain plus ou moins douteuse. Non, je parle des hôtels du bon style, ceux où l'on se sent bien.

Avez-vous remarqué que le téléphone, toujours à la tête du lit - ce qui prouve une certaine attention pour les réveils ultra-matinaux - n'a pour ainsi dire pas de fil, ce qui interdit de le passer sur la table de bureau ? Pourtant, les hôtels ne reçoivent pas que des visiteurs du bon genre (il en reste si peu !) mais aussi de farniente, mais bien des hommes d'affaires ou des professionnels pour travailler. Je me souviens d'un hôtel où l'on ne pouvait pas dire qu'ils constituaient véritablement les trois quarts de la clientèle...

Alors pourquoi s'efforcer de rendre le travail inconfortable en les obligeant à jouer le Buser Keaton dans l'après-midi ? Que vous ayez à prendre un rendez-vous, à discuter d'un contrat, à signer un acte, vous vous rendez compte de travers sur un lit plus ou moins mou (plutôt moins que plus), des papiers éparpillés de vous, qui glissent sur le

tepointe, ou entassés sur la minuscule table de nuit, masquant le stylo ou la lampe dont on a besoin, tandis que, passivement à l'attraction universelle, se répand sur la moquette en laissant échapper les petits bouts de papier qu'il contient... « Le pied, le foot, the peton ! », comme dit une jeune nièce, qui milite pour la frangine.

Quant au bureau, parlons-en ! Il est souvent conçu pour une seule personne, même quand un couple occupe une grande chambre à deux. D'ailleurs, s'il n'y a qu'un seul fauteuil, il n'y a qu'une seule chaise. Vous me direz que si l'un téléphone, l'autre peut écrire... si vice versa.

Et passons aux « anciens » de l'hôtel. Ils ont la même malice que les nouveaux : si minuscule qu'on a même du mal à y écrire une seule postale, quand la nuit n'y a pas été installée de surcroît. Alors, s'il faut mettre la dernière main à un rapport, c'est la galère.

Et si - un jour - les décorateurs et designers de tout poil qui conçoivent ces chambres d'hôtel se préoccupaient vraiment des besoins de leurs futurs clients ? C'est ce qui devrait arriver.

## LOIS ET DÉCRETS

## Sécurité routière

Un décret modifie certaines dispositions du code de la route sur l'éclairage et la signalisation des véhicules. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, les feux de route, de croisement et de brouillard des automobiles, ainsi que le projecteur des cyclomoteurs pourront indifféremment émettre une lumière jaune ou blanche.

Décret n° 92-491 du 4 juin 1992, Journal officiel du 6 juin 1992, page 7535.

## Ascenseurs

Un décret d'application précise les modalités d'adaptation des ascenseurs aux besoins de sécurité des handicapés. La loi du 23 juin 1989 relative à la sécurité des personnes oblige à installer avant le 31 décembre 1992 des portes de cabine sur les ascenseurs qui ne sont dépourvus, mais celle du 13 juillet 1991, sur l'accès des handicapés aux locaux d'habitation, lieux de travail et lieux publics exige que les cabines restent accessibles aux handicapés et prévoit des délais supplémentaires si des délais supplémentaires.

Le décret précise les caractéristiques et les dimensions des cabines réputées accessibles et fixe au 31 décembre 1992 la date limite de dépôt de demande de dérogation. Il prévoit une obligation d'information par affichage et lettre recommandée, à la charge du propriétaire ou du représentant légal de la copropriété. Le décret décide, après avis de la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité, en tenant compte des difficultés techniques. En cas de dérogation -

rare, en raison des risques d'accident - il peut prescrire des mesures de sécurité compensatrices. Notamment, la pose d'un affichage permanent de mise en garde sera obligatoire.

La circulaire apporte des précisions concernant la recevabilité, les modalités d'instruction et de décision. On estime à 20 000 à 25 000 le nombre d'ascenseurs dépourvus de portes de cabine. Les propriétaires ou les copropriétaires qui refuseront l'exécution des travaux de sécurité supporteront la responsabilité - notamment pénale - en cas d'accident.

Décret n° 92-535 du 16 juin 1992 et circulaire du 16 juin 1992, Journal officiel du 18 juin 1992, pages 7958 et 7960.

## Animateur pour la formation des conducteurs

Un décret crée un brevet d'animateur pour la formation des conducteurs responsables d'infractions, qui sera délivré par le ministre chargé des transports ; les titulaires du « brevet » exerceront la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière pourront s'y présenter. Les épreuves d'admissibilité porteront sur la réglementation de la sécurité routière, les éléments d'accidentologie, de pédagogie et de psychologie et l'oral d'admission consiste en un entretien individuel à l'animateur des services de la sécurité.

Décret n° 92-531 du 15 juin 1992, Journal officiel du 19 juin 1992, page 8011.

## LA COTE DES MOTS

## « Les affaires c'est l'argent des autres ! »

Pourquoi ne traitierions-nous pas, de suite, d'une expression, d'une locution, qui aurait eu - qui aurait encore - la cote ? En l'occurrence, la formule a eu la bonne fortune d'être utilisée par plusieurs écrivains... cotés, et demeure d'actualité puisque - et pas seulement dans les grandes cotées - Bourse, - les dirigeants d'entreprises ou d'organismes financiers gèrent de moins en moins les fonds familiaux ou personnels.

Celui qui a popularisé l'expression sans doute Dumas fils, dans sa pièce écrite en 1857, la Question d'argent (acte II, scène 7), où, à la question : « Qu'est-ce que c'est donc que les affaires ? », un personnage répond : « Les affaires, c'est très simple, c'est l'argent des autres ! ».

L'auteur de la fameuse aux camélias rejoignait là un bel esprit : la romancière, poétesse, dramaturge et feuilletoniste Delphine Gay, dit M<sup>me</sup> de Girardin. Car, au dix-septième chapitre d'un roman paru en 1852, celle-ci n'avait-elle pas mis dans la bouche d'un ami du « héros » (Tallevrand), Montrond, la réplique suivante : « Les affaires, eh ! si, vraiment, je ne sais pas ce que c'est que les affaires ; les affaires, c'est l'argent des autres ! ».

Le roman n'ayant pas marqué la littérature française, nous semble-t-il, on ne voit pas Dumas s'y plonger avec plaisir pour s'en inspirer ensuite... L'air d'ailleurs avancé des propos, réellement tenu par Montrond, aurait été rapporté à M<sup>me</sup> de Girardin, qui l'aurait intégré dans la Presse, journal de son époux Emile de Girardin, elle aurait pu se souvenir d'un article paru en 1843 dans ledit journal, où figurait déjà « les affaires, c'est l'argent des autres ».

Jean-Pierre Colignon

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

**LES PRIX DE DÉTAIL ONT PROGRESSÉ DE 0,3 % EN MAI.** Selon les chiffres de l'INSEE, publiés le 23 juin, depuis le début de l'année la hausse atteint 1,3 % (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

**RENOUVELLEMENT DES PDS DES ENTREPRISES PUBLIQUES.** Le 30 juin, René Thomas a été reconduit à la tête de la BNP, Jean Peyrelevade à l'UAP, Francis Gurnan à la France (GDF), Gilles Ménage, directeur du cabinet du président de la République, a remplacé Pierre Delaporte à la présidence d'EDF (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

**PROTESTATION DES AGRICULTEURS ET DES ROUTIERS.** Les syndicats agricoles protestent le 30 juin contre la nouvelle PAC (politique agricole commune). Les routiers manifestent contre l'instauration du permis à points, entré en application le 1<sup>er</sup> juillet (le Monde du 30 juin, 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 juillet).

**RELÈVEMENT DU SMIC DE 1,1 % LE 1<sup>er</sup> JUILLET.** Le SMIC brut est porté à 5 630 francs à 100 francs par mois (le Monde du 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet).

**RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LA MAINTIEN DES DÉPENSES DE SANTÉ.** Le gouvernement a annoncé le 23 juin le retrait du projet de loi qui devait être adopté en seconde lecture à l'Assemblée nationale (le Monde du 2 juillet).

**RÉFÉRENDUM LE 13 SEPTEMBRE** sur la ratification du traité de Maastricht. C'est ce qu'a annoncé François Mitterrand le 1<sup>er</sup> juillet (le Monde du 2 juillet).

**LA CROISSANCE ATTEINDRAIT 2,4 %.** France en 1992, contre 0,9 % en 1991, selon la dernière trimestrielle du conjoncteur de l'INSEE (le Monde du 3 juillet).

**ALLIANCE ENTRE MATRA ET NORTHERN TELECOM.** Les deux entreprises ont annoncé le 2 juillet l'entrée dans le capital de Matra Communication, à hauteur de 33 % d'ici trois ans, du canadien Northern Telecom, (le Monde du 4 juillet).

**LE TAUX DE CHÔMAGE A ATTEINT 10,1 % EN MARS** selon l'enquête annuelle de l'INSEE publiée le 1<sup>er</sup> juillet (le Monde du 4 juillet).

**LUNDI 6 JUILLET.** Paris : VI<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'économie des pèches et de l'aquaculture organisée par l'IFREMER au Palais des congrès (jusqu'au 8 juillet).

**MARDI 7 JUILLET.** Paris : rencontre entre Génération Ecologie et les Verts. Paris : Le Conseil économique et social tient son 100<sup>e</sup> anniversaire plénière. CET : libération des prix au Kazakhstan. Etats-Unis : publication des chiffres des ventes en gros de mai.

**MERCREDI 8 JUILLET.** Paris : conférence internationale à l'Unesco sur le thème « Demain l'Europe », organisée par la Fondation de France et le Centre européen des fondations (jusqu'au 10 juillet). Congrès extraordinaire du SNES (jusqu'au 10 juillet).

**Jeudi 9 JUILLET.** vacances scolaires d'été : pour les zones A et B, du mercredi 8 juillet au jeudi 9 septembre 1992.

Suisse : négociations à Genève, sous l'égide de l'ONU, sur un règlement des dispositions du protocole de Montréal relatif aux substances qui menacent en danger la couche d'ozone (jusqu'au 17 juillet).

**Jeudi 9 JUILLET.** France : publication des comptes du comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville. France : conseil d'administration d'Aéroports de Paris. Nomination du remplaçant de B. Luchini.

Etats-Unis : publication de l'indice des prix à la production de juin. Guyane : lancement du service de communication radio 1,54 à Kourou. Finlande : mouvement d'indépendance des chefs d'Etat et de gouvernement membres de la CSCE (jusqu'au 11 juillet) en Yougoslavie.

**Vendredi 10 JUILLET.** France : mise en service du TGV de nuit entre Lille et Nice (jusqu'au 24 août).

**Lundi 13 JUILLET.** Paris : réunion organisée par le CNPF entre le président de la République, le Chili, Patricia Aylwin, et une délégation de chefs d'entreprise français.

14 juillet : élection présidentielle.

**alternatives ÉCONOMIQUES**

juillet-août 92

**RIO :**  
Le carnaval est fini

**POLITIQUE SALARIALE :**  
Les limites de l'individualisation

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 COCOTTE - TEL : 30 97 76

EN KIOSQUE 18 F

150



501

L'ECONOMIE

ACTUALITÉ

# Que vaut le franc ?

Le franc est remarquablement stable depuis cinq ans vis-à-vis du mark. Est-il pourtant raisonnable de le réévaluer ? Certains y songent mais, à y regarder de plus près, la parité actuelle semble la bonne



Le 12 janvier dernier, cinq ans s'étaient écoulés depuis la dernière dévaluation du franc vis-à-vis du mark et, déjà, la sixième année de stabilité. Il faut retourner aux années 60 pour retrouver un comportement aussi sage de notre monnaie, affligée, depuis la dernière dévaluation, de onze dévaluations vis-à-vis du mark, devise d'un pays qui est notre premier fournisseur et notre premier client, et la seule monnaie valable dans un territoire qui nous entoure.

Une telle stabilité est due à la politique de « désinflation compétitive », vigoureusement poursuivie par les gouvernements successifs, qui a permis aux producteurs français d'augmenter moins vite qu'à l'étranger. Conséquence : des gains de parts de marché en Europe et un développement spectaculaire de la balance commerciale de la France, qui a atteint 18 milliards de francs depuis le début de l'année. Un véritable miracle !

A la faveur de ces performances, les difficultés que connaît l'Allemagne fédérale, certains, dans les allées du pouvoir, ont cru le moment venu de lancer dans l'air l'idée d'une réévaluation du franc vis-à-vis du mark. Un tel réajustement, même peu important (3 % ou 5 %), explique, par exemple, M. Patrick Céré, directeur de la banque nationalisée Hecvet, provoquerait une « inversion des marges » et autoriserait une baisse des taux d'intérêt en France. (Le Monde du 5 mai 1992). C'est oublier un peu vite de quelles épreuves sort le franc, et de quel poids pèse le passé dans l'esprit des milieux financiers internationaux et, surtout, dans nos sens fonctionnels, généralement, les anticipations.

Depuis l'entrée en vigueur du système monétaire européen, le 13 mars 1979, les parités franc-mark ont été modifiées six fois. Par réévaluations unilatérales de la devise allemande en 1979 et en 1987, et par dévaluations concomitantes de la devise française en 1981, 1982, 1983 et 1984.

**DÉVALUATIONS** • Lors de la venue au pouvoir de la gauche, l'indicateur le plus cité, qui résume les effets des deux monnaies par rapport à la parité des pouvoirs d'achat dans les deux pays, le franc était alors évalué à 7 à 8 %, héritage du gouvernement Gauche et de la ligne infla-

nale de l'Allemagne. Cette dernière s'obstinait à maintenir des taux d'intérêt largement supérieurs à ceux de ses partenaires avec, pour conséquence, un afflux irrégulier de capitaux flottants, qui fit finalement capituler la Bundesbank, horrifiée devant le gonflement inexorable de sa masse monétaire, par émission de marks. Depuis, entre l'Allemagne et la France, c'est la paix. Le graphique montre clairement que, depuis l'ajustement de 1987, les parités de pouvoir d'achat du franc et du mark restent pratiquement à niveau, oscillant de 1 % à 2 %, suivant les moments, avant de l'équilibre, sans, toutefois, quelques tensions, sans véritable gravité il est vrai. Ainsi, en l'absence d'un accord unilatéral des deux directeurs de la Banque de France fut suivi, un mois après, par un coup de marteau du franc qui propulsa le mark à 3,42 F, tout près de son cours plafond de 3,43 F. D'importantes sorties de capitaux contraignirent la Banque de France à dévaluer sa monnaie en relevant ses taux directeurs, le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait reconnu que l'objectif prioritaire était le contrôle de la spéculation.

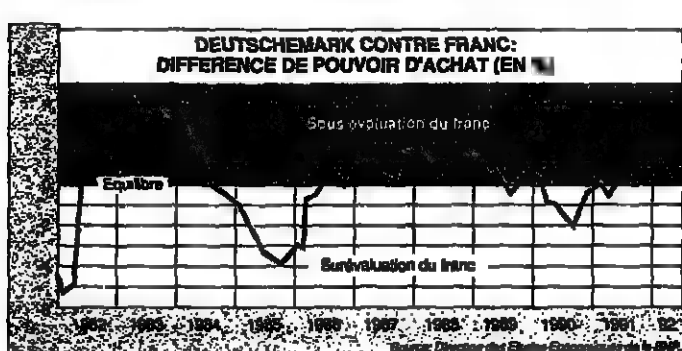
Relevons toutefois que l'on peut parler d'un véritable « rasplissement » du franc, et, depuis trois ans, il est très fort vis-à-vis du mark et très faible vis-à-vis du dollar. L'année 1992 n'a pas rompu avec ce phénomène. De 3,42 F de décembre 1991, le mark est revenu à 3,3570 F en mai, avant de rebondir à plus de 3,37 F après le « saut » décisif au début de l'été sur le traité de Maastricht, qui lui rendait pour un temps son rôle de monnaie refuge au sein du système monétaire européen.

**REFUGES** • L'Allemagne, refuge, ou plutôt, monnaie de référence, la devise allemande l'est devenue depuis plus de quarante ans, pour une bonne part grâce à la Bundesbank, dont l'indépendance soignée et le rôle de gardienne vigilante de l'orthodoxie, inscrit dans la Constitution, donnent à l'étranger toutes les garanties. A cet égard, les bons analystes sont que le subordonnement de la Banque de France au pouvoir politique, contenu dans la loi, empêche le franc d'être, enfin, véritablement une devise totalement fiable. Certains ne manquent pas de relever qu'il y a un mois le ministre des Finances imposa pratiquement à l'Institut d'émission la quasi-suppression des réserves obligatoires des banques, que le dernier ministre des Finances, pour réduire les liquidités sur le marché interbancaire. Bien plus, les réévaluations répétées de M. Pierre Bérégovoy, ces dernières années, sur la nécessité absolue de dévaluer le franc et d'écarter toute dévaluation future par inquiétude.

Cela en vient à ce qu'on ne peut pas passer à l'acte sans l'être. D'une manière plus générale, relevait M. Jacques Larosière, gouverneur de la Banque de France, à la fin de l'année dernière, la crédibilité d'une monnaie est longue à édifier, surtout lorsque cette monnaie a eu un passé tumultueux et quatorze dévaluations depuis 1944. On ne change pas d'un clin d'œil la « mémoire » du franc.

**MÉMOIRE** • Aujourd'hui, certes, le franc a retrouvé ou, plutôt, reconquis sa stabilité, et ses partisans ne manquent pas de souligner que, par une mutation spectaculaire, il est devenu plus raisonnable que l'Allemagne : inflation réduite (3 % contre 4 %), déficit budgétaire beaucoup moins important, moindre dérapage des dépenses extérieures plus excédentaire, etc.

Mais les analyses sont là pour modérer les enthousiasmes et souligner que les avantages pris par la France risquent d'être temporaires. Ainsi, ceux de la BNP prévoient que le glissement annuel des prix outre-Rhin pourrait être progressivement pour revenir à un peu plus de 3 % à la fin de 1993. De son côté, Françoise Milewski, économiste à l'OFCE, avertissait, dans ces mêmes colonnes (« Le Monde de l'économie » du 11 mai 1992), que la performance extérieure de la France en 1991 était, avant tout, le résultat



d'un décalage conjoncturel entre la France et l'Allemagne, les deux tournées vers la reconstruction de l'ex-RDA. Le renouveau de la conjoncture outre-Rhin implique déjà de minores débouchés pour nos exportations.

Plus profondément, les milieux financiers internationaux pressentent qu'au prix d'une unification économique et douanière, une Allemagne encore plus puissante se voit entraînée, dans le centre de gravité de l'Europe. De tels observateurs, comme le prési-

dent de L'Air liquide, M. Edouard de Royère, dans le groupe vient de prendre position en ex-RDA, ont vu, dans la succession Länder, la nécessité de faire état du passé conduit à édifier des ensembles flamboyants, dont la productivité s'est produite en Allemagne et au Japon au lendemain de la guerre 1939-1945. Une telle perspective ne peut que contribuer à renforcer le mark à l'horizon de l'an 2000, et les marchés des changes le prennent déjà en compte.

Quant à la baisse des taux d'intérêt que provoquerait, dans notre pays, une réévaluation du franc, par inversion en anticipation, il est à craindre que ce soit le contraire qui se produise. Tout d'abord, l'écart de taux entre la France et l'Allemagne, très important il y a quelques années, s'est traduit, les inquiétudes des milieux internationaux sur la santé du franc, ont été très fortement réduites, revenant de trois points au début de 1991 à 0,7 point en ce moment, et même 0,4 point il y a quatre mois sur le long terme (échéance à dix ans). Sur l'échéance à trois mois, l'écart s'est réduit de 2,5 points fin 1991 à 0,25 point aujourd'hui. Toute tentative pour annuler cet écart et même l'inverse au profit de la France s'écroulerait sur un brutal retour en arrière, car il n'y a rien de plus facile que de revenir à l'état d'urgence.

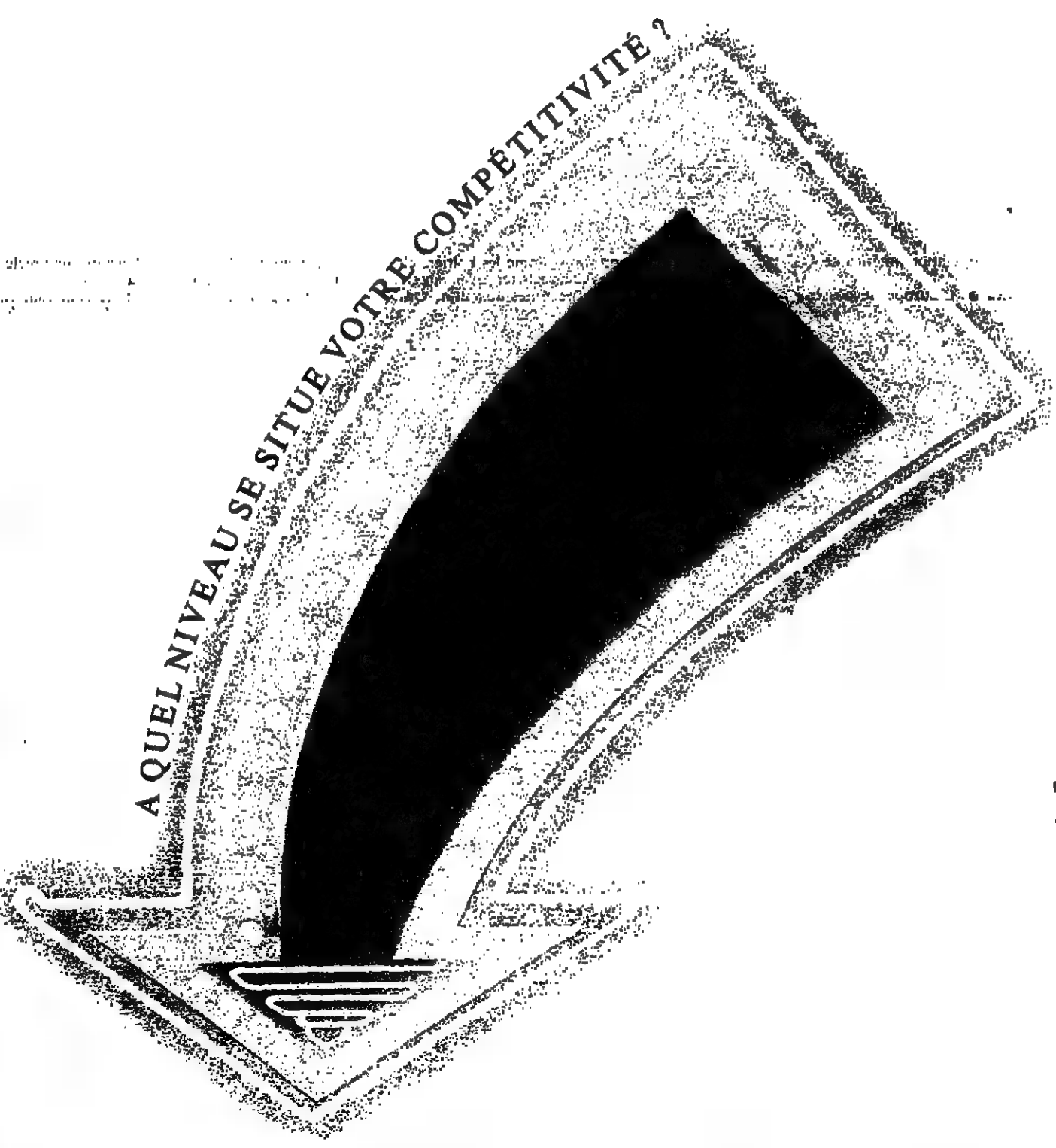
Ensuite, et c'est le point important, les milieux financiers internationaux escomptent toujours que le franc se réajustera vis-à-vis du mark. Techniquement, cela veut dire que le cours de la devise allemande à Paris pourrait reculer de son cours actuel de 3,36-

3,37 francs à moins de 3,35 francs. Actuellement, ses variations sont circonscrites à une bande de 4,50 % (entre un plafond de 3,4305 francs et un plancher de 3,3972 francs), soit 2,25 % de part et d'autre d'un niveau pivot de 3,3538 francs.

Mais une telle réévaluation du franc, qui réajusterait le premier cas des taux d'intérêt français pour diminuer, puisque les opérations internationales verraient leurs placements en France se revaloriser.

Au contraire, si le franc était réévalué, il redeviendrait immédiatement plus fragile. Le cours plafond du mark à Paris serait abaissé, le risque serait grand de voir la devise allemande y coller immédiatement, et ce, à brève échéance. La Banque de France serait alors contrainte de relever ses taux directeurs pour défendre sa monnaie, ce qui entraînerait une inversion du bur poursuivi. C'est dire que les parités actuelles franc/mark peuvent être considérées comme adéquates, et qu'il n'est pas à toucher.

Françoise Renard



Il existe aujourd'hui en Europe plus de 20 millions de PC basés sur une technologie 286 ou antérieure.

Ces ordinateurs sont aujourd'hui complètement dépassés, le coût de leur maintenance est très élevé et ils ne sont pas adaptés aux derniers logiciels. Cela signifie tout simplement que l'efficacité de beaucoup d'entreprises n'est plus au top niveau.

La bonne nouvelle, c'est que Intel vient de réduire considérablement les prix des processeurs i486.

Alors si vous songez à vous débarrasser de votre vieux PC. Intel 486 et i486 sont des marques déposées de Intel Corporation.

Vous pouvez maintenant acheter la plus récente et la plus rapide des technologies à un prix très attractif. Une technologie parfaitement adaptée aux plus récents logiciels.

Pour ramener à son plus haut niveau la compétitivité de votre entreprise, interrogez dès aujourd'hui votre fournisseur sur les ordinateurs intégrant un processeur Intel486™

Et si vous êtes sur le point d'investir pour la première fois dans des PC, choisissez donc par choisir celui qui se fait de mieux. Un modèle à la hauteur des logiciels d'aujourd'hui.



## Inconfort hôtelier

par Josée Doyère

Les hôtels de France ont connu une année 1991 très difficile. Les réservations ont baissé de 10 à 15 % par rapport à 1990. Les hôtels ont dû baisser leurs tarifs pour attirer les clients. Les hôtels de France ont connu une année 1991 très difficile. Les réservations ont baissé de 10 à 15 % par rapport à 1990. Les hôtels ont dû baisser leurs tarifs pour attirer les clients.

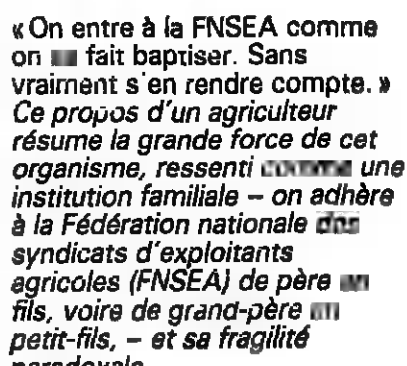
## LOIS ET DECRETS

Le 12 janvier 1992, le Conseil d'Etat a rendu son avis sur le projet de loi relatif à la dévaluation du franc. Le Conseil d'Etat a estimé que la dévaluation du franc était nécessaire pour maintenir la compétitivité de la France.

**BOO :**  
Le carnaval est fini  
**POLITIQUE SALARIALE :**  
Les salaires de l'industrie



# La FNSEA



une puissance qu'elle n'entend partager avec nul autre. Car si les discours restent pluralistes, les opinions contradictoires peuvent s'exprimer qu'au sein du syndicat, et le dogme de l'unité a longtemps payé. Cependant, en 1990, Henri Nallet, alors ministre de l'agriculture, a déjà taillé une brèche dans « l'unité paysanne » préservée depuis cinquante ans » en reconnaissant officiellement la Confédération paysanne, rassemblement qui représente plus de 12 % des votes aux chambres d'agriculture. La formation d'une coordination rurale a été la réforme de la politique agricole commune de la CEE, depuis la fin de 1991, lui porte un deuxième coup : c'est notamment au sein de la FNSEA qu'elle a recruté les partisans du « blocus de Paris », qui dénoncent la « mollesse » de l'organisation et sa « connivence » avec les pouvoirs publics et la cogestion de la politique agricole. Le « malaisé paysan » n'est pas seulement le fruit d'une catégorie professionnelle en rupture avec une société qui le méconnaît. Il traduit aussi les difficultés d'un syndicat dont la base est exclue.

## BIBLIOGRAPHIE

Les responsables du syndicalisme agricole ont beaucoup parlé de celui-ci. Parmi ces ouvrages :

- *Le Projet paysan*, de Michel Debattise, Le Seuil, 1983.
- *Le Droit de liberté*, de François Guillaume, Jean-Claude Lattès, 1983.
- *Un combat pour la terre*, de Raymond Lacombe, Ed. du Rouergue, 1992.
- *La Fin des paysans*, d'Henri Mendras, Actes Sud, 1991.
- *Cent Ans de syndicalisme agricole*, de Jean Magimel, Ed. FNSEA-CNJA.

On peut aussi trouver des informations dans :

- *l'histoire de la France rurale, de 1914 à nos jours*, sous la direction de Georges Duby et Armand Wallon, Le Seuil.

**"Vous avez fait le pari de nous diviser. C'est un pari que vous allez perdre."**

La crise ■ années 30 engendre ■  
flambée du corporatisme. Les difficultés  
d'approvisionnement dues à la seconde  
guerre mondiale placent l'agriculture au  
premier ■ des préoccupations gouver-  
nementales, d'autant que ■ régime ■  
■ exalte la « valeur paysanne », et la  
■ de la terre ». L'Etat en profite  
pour investir ■ syndicats agricoles.  
C'est dans ce ■ se forme un  
embryon d'organisation : la Confédération  
générale ■ l'agriculture (CGA). Les  
fondateurs ■ cette Confédération,  
aristocrates par la Résistance, auront, l'eupho-  
rie de la victoire passée, bien ■ mal  
à convaincre ■ paysans de la nécessité  
d'une cohésion nationale. Les agricul-  
teurs ■ toute ■ la politique  
et le syndicalisme. En 1946, la  
FNSEA tire parti ■ cette fissure. Son  
premier président, Eugène Forget, fait  
■ le ■ l'unité paysanne »,  
première tentative de la profession pour  
se définir comme ■ catégorie ■ part  
entière. La formule ■ restée ■ dogme  
de la Fédération, à travers les présidents  
qui ■ sont succédé ■ face ■  
gouvernements.

En quarante-six ans, la FNSEA n'a connu que huit présidents. A Eugène Forget (1946-1949), ■ «père fondateur», resté depuis la mémoire vivante ■ la FNSEA, ont succédé René Blondelle (1949-1954), Jacques Lepicard (1954-1956) et ■ Girondin Joseph Courau (1956-1963).

■ Gérard de Caffarelli (1963-1971),  
■ ingénieur agronome, cultivateur  
dans l'Aisne, ■ devenu, après sa prési-  
dence, administrateur ■ BNP (jusqu'à  
1981), membre du Conseil économique ■  
social, ■ l'Académie d'agriculture, etc.  
Venu de la JAC, Michel Debatiste  
(1971-1979), éleveur du Puy-de-Dôme,  
■ théoricien ■ la modernisation agric-  
ole (la Révolution silencieuse, 1963).  
Secrétaire d'Etat chargé ■ industries  
agricoles ■ alimentaires de 1979 ■ 1981,  
député européen de 1979 ■ 1989, il est  
actuellement président du ■ agro-al-  
imentaire Sodiaal.

François Guillaume (1979-1986), cultivateur ■ producteur ■ lait en Lorraine, était passé ■ par la direction du CNIA ■ Président du Comité économique ■ social ■ la région Lorraine, il ■ devenu ministre de l'agriculture dans ■ gouvernement ■ «côhabitation» ■ Jacques Chirac. Il a ■ évincé de son ■ de président ■ la laiterie Saint-Hubert lorsque celle-ci ■ rachetée par ■ Sodiaal... ■ ■ élu au Parlement européen ■ 1989

Figure pittoresque ■ l'accent rocailleux, Raymond Lacombe, cultivateur de l'Aveyron, ■ président de la FNSEA de 1987 à 1992. Il a ■ de faire évoluer les conceptions ■ productivistes ■ Le Vendéen Luc Guyau lui a succédé le 25 juin 1992

■ « Clé de voûte du syndicalisme agricole » : c'est ainsi que se définit la Fédération nationale des syndicats d'exploitations agricoles qui revendique 200 000 familles « paysannes ». En réalité, il s'agit d'une organisation pyramidale aux ramifications multiples. Quatre-vingt-quatre fédérations, 101 unions départementales, 1 000 comités départementaux ne doivent pas oublier les DOM-TOM, regroupent 32 000 syndicats locaux répartis sur l'ensemble du territoire français.

La FNSEA réunit également 100 associations spécialisées par production, comme les céréales, la viande ou le lait, mais aussi les plantes médicinales, la lavande, les lapins, les poissons, etc. Les tribunes... Au sein de chaque cellule départementale, les agriculteurs se rassemblent en 12 catégories. Jusqu'à trente-cinq ans, l'exploitant agricole adhère au CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), créé en 1956, qui jouit d'une relative autonomie.

Au sein de la pyramide ■ installé le conseil ■ de l'agriculture française (CAF), ■ l'autorité du président de la FNSEA. Cette association, créée ■ 1966, entend orchestrer une concertation entre les grandes organisations agricoles : ■ FNSEA ■ la CNJA d'une part, ■ la Fédération nationale de la mutualité agricole (FNMA), la Fédération nationale ■ Crédit agricole (FNCA) ■ la Confédération française ■ la coopération agricole (CFCA).

Une structure qui permet à la FNSEA d'exercer ■■■■ pouvoir ■■■■ différents ■■■■ niveaux, du canton ■■■■ la région. Les membres de l'appareil syndical, présents ■■■■ toutes les instances, contrôlent ■■■■ ce qui ■■■■ nécessaire ■■■■ la vie d'une exploitation : l'argent, par ■■■■ Crédit agricole, le savoir, par les différents organismes techniques ■■■■ l'Institut technique des céréales ■■■■ des fourrages (ITCF), la protection sociale, par la Mutualité sociale agricole, ■■■■ même quelquefois l'écoulement des produits, par l'entremise des coopératives.

« Pour la FNSEA, il existe une règle absolue : celle de l'autonomie financière permettant l'indépendance face aux pouvoirs publics. » Cette position de principe souffre en réalité quelques inflexions : si, sur un budget avoué de 50 millions de francs, 80 % sont assurés par cotisations des agriculteurs, 20 % sont :  
 « Et/ou directement ou indirectement, par la FNSEA, ce sont les adhérents qui financent, volontairement, leur organisation. Concernant les agriculteurs, la cotisation à leur fédération départementale, qui est versée en partie à la fédération nationale. Ce qui correspond à peu près à la moitié du budget de la FNSEA, soit 25 millions de francs, soit 80 % du budget de la FNSEA. »

**“Le premier obstacle au développement de l’agriculture, c’est la FNSEA; c’est un groupe de pression qui joue contre la majorité des agriculteurs.”**

L'autre moitié est fournie par les associations spécialisées en production. L'Association des éleveurs de poissons rouges (sic), par exemple, verse automatiquement une partie négligeable des cotisations à la FNSEA : en fait, toutes les associations spécialisées constituent des marges de la fédération. Il s'agit des cotisations dites « indi-

Quant aux 20 % restants, ils sont apportés moitié par l'Association nationale du développement agricole (ANDA), elle-même alimentée par des parafiscales, moitié par l'Etat, pour « la formation et la promotion collective ».

■ La FNSSEA « essentiellement pour  
objet ■ représenter ■ de défendre sur le  
plan national, communautaire et  
international les intérêts de la profession agricole  
dans les domaines moral, technique,  
social, économique et législatif, ■ l'excu-  
sion de ■ opérations commerciales. »

Vaste projet ! En réalité, la Fédéra-  
tion vise avant tout « la défense ■  
des conditions de vie des agriculteurs  
de leurs familles », une préoccupation ■  
de la guerre de 1914-1918, en  
confrontant ■ ■ aux autres classes  
de la société, a aiguisé le sentiment d'in-  
justice. Le monde rural n'en finit plus  
d'établir des comparaisons en sa défa-  
veur. Quel que soit le contexte, la FNSSEA  
projette d'obtenir ■ pour ■ qu'elle  
représente un ■ ■ équivalent à celui  
des autres catégories socioprofession-  
nelles ».

Prétraitée à 55 %, elle est conforme avec le plafond communautaire, soit 70 000 francs par an, exonération fiscale « totale jusqu'à 50 000 francs, et un abattement de 50 % au-delà » lors de la transmission des biens; démantèlement de la maison par le foncier non bâti; allègement des cotisations sociales, telles qu'elles ont été appliquées depuis quelques années « les priorités des priorités ».

« Pas un congrès qui ne rappelle  
soutiens majeurs, abondamment nourris  
la ligne progressive des prix des  
produits agricoles, Henri Nallet, ministre de  
l'agriculture d'avril 1985 à mars 1986,  
puis en mai 1986 à octobre 1990, a  
Louis Mermoz, ont des beau  
alléguer que l'effondrement des  
« est compensé par les aides », que la  
« au bout du compte préservé  
ou contenant les dépenses », la  
FNSEA continue à tempêter  
croire un mot. Pour elle, la conquête  
de marchés extérieurs se constitue  
argument ; elle veut un soutien perma-  
nent des prix.

Un **communautaire** au nom de préférence **communautaire** a une intention **politique**, mais est trop voyante de l'Etat, voilà le **double** **ambigu** par la Fédération, qui prône **le libéralisme**, **l'étatisme**, mais une action concertée des **agriculteurs**. Un refus **la** **des** ministres concernés **de Bruxelles** revient pour cette organisation - quel soit **président** - à une stratégie de **dans** la **finalité** **d'abandon** aux Etats-Unis du **contrôle** de l'arme **alimentaire**. Car un violent sentiment antiaméricain alimente et colore toutes les manifestations **organisations** **agricoles**.

Depuis ■■■, la FNSEA s'interroge sur le devenir ■■■ l'agriculture et tente de définir ■■■ place au sein ■■■ la société : « Les paysans ont ■■■ rôle fondamental ■■■ jouer dans le ■■■ aussi bien ■■■ l'industrie agroalimentaire et ■■■ alimentaire ■■■ pour l'entretien ■■■ de l'environnement. ■■■ Raymond Lacombe prône ■■■ engagement significatif ■■■ faveur de la revitalisation du milieu rural. ■■■ La formule ■■■ floue, n'étant appuyée sur aucun programme précis. ■■■

Majoritaire ■ « unanime », la FNSEA a longtemps réussi à marginaliser les autres organisations paysannes :

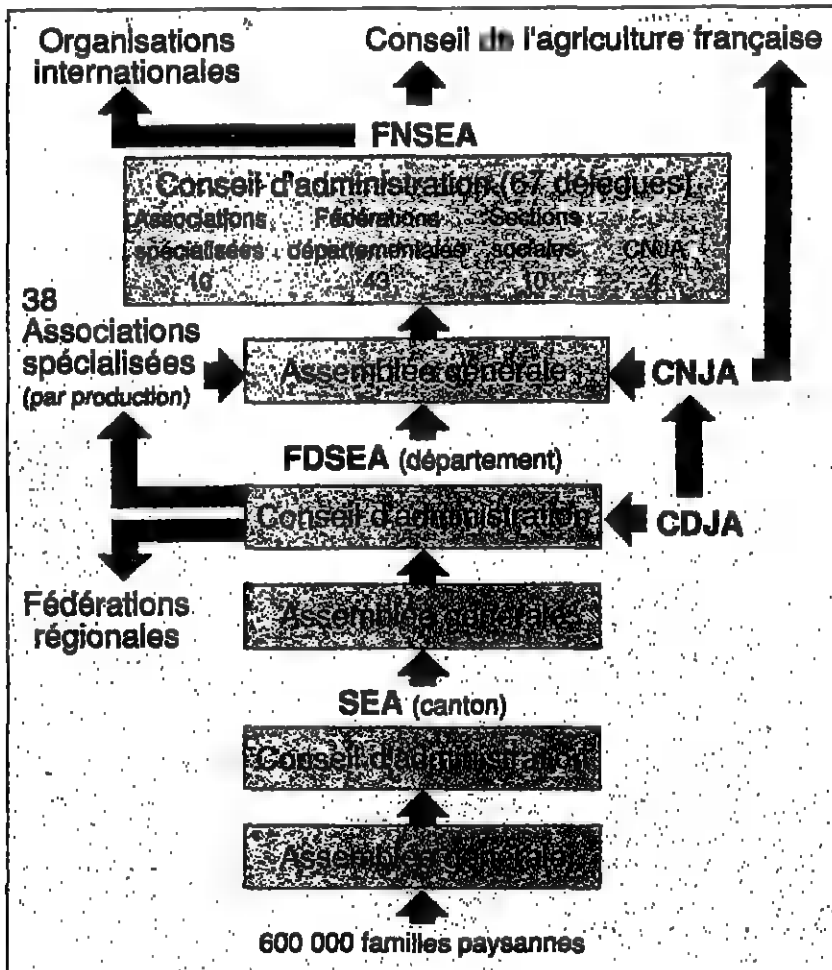
- La Confédération paysanne, née en 1972 de la fusion de deux petits syndicats, « porte-parole » — et non « président » — Guy Lefur. Cette organisation de gauche a recueilli 18,27 % des voix aux dernières élections aux côtés d'agriculteurs du janvier 1989, contre 64,1 % pour la FNSEA-CNJA.

Dans son programme, elle préconise notamment un système de prix produits agricoles : un prix sur la base du coût de production pour les plus favorisées; un complément pour les régions défavorisées, financé par le ministère de l'agriculture, « plafonné » pour que les agriculteurs ne produisent pas trop. La Confédération paysanne propose même de formaliser ce « prix à l'agriculteur et la société ». Elle cherche une médiane entre le libéralisme sauvage, facteur de concentration et le dirigisme.

■ Le Mouvement des exploités familiaux (MODEF), dont le président Raymond Mineau, a été élu en avril 1959 à Toulouse. D'obédience communiste, il a obtenu 8,16 % des voix aux dernières élections aux chambres d'agriculture.

Lors du dernier congrès, le MODEF s'est prononcé pour exiger une politique agricole basée sur des prix rémunérateurs garantis permettant à une exploitation familiale de dégager un revenu équivalent au SMIC par «actif».

La Fédération française de l'agriculture (FFA), proche du Front national, présidée par Henri Gaulandeau, a voté 5,23 % des voix.



**CLEF DE VOÛTE.** Mais il faut faire. « La FNSEA est la clef de voûte du syndicalisme français », « les agriculteurs sont la clef de voûte de l'aménagement du territoire », etc.

**ETHANOL.** Carburant d'origine agricole (betterave, blé, maïs, pomme de terre), c'est « débouché magique. La FNSEA demande « une *déclassification totale de l'éthanol* » et du diester (huile de colza). Elle «*hate* l'adoption d'un dispositif calqué sur celui du Clean Air américain, prévoyant l'incorporation systématique d'un «*minimal* » carburant vert. Une solution qui, selon la FNSEA, permettrait aux agriculteurs d'échapper à certaines limitations de production.

**ETATS-UNIS.** Epouvantails ■ boucs-  
émissaires. Soupçonnés ■ vouloir  
« briser par ■■ les moyens les  
reins ■ la politique agricole com-

mune afin de s'arroger l'hégémonie au marché mondial », les Américains ont fait la liste noire de la FNSEA, accusés, à juste titre, de vouloir supprimer les subventions européennes à l'exportation sans pour autant réduire les aides qu'ils octroient à leurs agriculteurs. « La soumission servile des institutions du GATT à l'impérialisme américain fait que des producteurs d'entrées dans chacune de nos fermes », tonnait Raymond Lacombe, alors président de la FNSEA, au congrès du 8 avril 1992.

**EUROCRATES DE BRUXELLES.** Ce sont des **EUROCRATES** jugés par l'organisation peu au **EUROCRATES** réalités **EUROCRATES**. **EUROCRATES** avec une fâcheuse tendance à trouver **EUROCRATES** agriculteurs « **EUROCRATES** trop nombreux, encombrants, trop **EUROCRATES** de trop coûteux » (Raymond Lacombe dixit).

هكذا من الأصل



سكنا بنو الامين

ACTUALITÉ

# La fiancée anglaise de la BNP

La Banque nationale de Paris négocie l'achat de 20 % du capital de Kleinwort Benson, une banque d'affaires typiquement londonienne qui, malmenée par la crise et la déréglementation, cherche un appui sur le Vieux Continent

LONDRES  
correspondance

APRÈS deux siècles de gloire, Kleinwort Benson (KB), fleuron de la City, s'ancre enfin au continent européen. Signe des temps : la très britannique banque d'affaires de la City vient d'acheter un siège à la Bourse de Paris. Elle poursuit surtout ses négociations avec la BNP, visant à ouvrir à celle-ci plus largement son capital, en portant la participation de la banque française à 4,8 % plus 10 %. Cet arrangement ouvre un cycle nouveau pour la « vieille dame londonienne », quelque peu malmenée par la politique de déréglementation et de libéralisation poursuivie depuis 1986 outre-Manche.

L'ouverture est une prudence. La question de la « francisation » du vénérable établissement. « Pour l'instant, nous voulons maintenir Kleinwort Benson comme une entité britannique dégageant un certain parfum britannique », a assuré Jacques Wahl, directeur général de la BNP. A l'entendre, l'établissement français devait devenir actionnaire majoritaire en portant sa participation à plus de

10 %, l'Union Jack continuait à flotter à tous les rayons d'une institution que l'Angleterre, même européenne, considère comme l'une des dernières perles de sa couronne. « Nous sommes en train de négocier avec la BNP », se borne-t-on à reconnaître chez KB.

**TRADITION** • Kleinwort Benson est une banque d'affaires digne de sa réputation. A son actif, les plus grandes privatisations de l'ère Thatcher (British Aerospace, British Telecom, British Gas, l'électricité...). Le conseil des grands britanniques le plus prestigieux, Tate & Lyle, Cadbury ou Smithkline, mais aussi une longue expérience du marché nippon, un grand savoir-faire en matière de finances « islamiques » (qui excluent le versement d'intérêts), et de négoce de métaux, une adresse prestigieuse pour la gestion de fortunes de l'un des meilleurs services d'analyse de valeurs européennes de la place de Londres.

KB perpétue les traditions des merchant banks anglaises. Au nombre d'une trentaine, elle dispose d'instruments financiers spécialisés dans un certain nombre d'opérations sophistiquées au profit, surtout, des entreprises et des

institutions. Fondée en 1961 par la fusion de deux maisons créées dix-huitième siècle, Kleinwort Sons & Co et Robert Benson & Co, l'établissement est l'une des dernières banques d'affaires d'outre-Manche toujours contrôlée par les descendants des fondateurs. Ceux-ci disposent d'environ 20 % du capital.

Comment ne pas l'ausculter les lieux, la vie suspendue aux résultats du cricket et aux mots croisés du Times, l'atmosphère courtoise et conviviale, voire cette cuisine traditionnelle du cru servie par le Français Albert Roux, pourtant l'une des meilleures toques de Londres ? Ces apparences superbement immuables face aux flux et reflux de l'histoire financière cachent une subtilité antienne à l'efficacité et la qualité.

**FAUX PAS** • Pourtant, l'old lady éprouve aujourd'hui un certain nombre de difficultés. Au premier chef, elle est inquiète de la baisse de son chiffre d'affaires. Leur diagnostic est sévère. La revente désastreuse d'une participation dans une compagnie pétrolière au stade du lancement de l'augmentation de capital de la British Aerospace, en passant par

le gonflement des « gros crédits », conséquence de la récession... les faux pas ne manquent pas. Aux yeux des experts, ils proviennent, notamment, du mauvais choix opéré lors du « big bang » 1986, la déréglementation des azimuts de la place de Londres.

Alors que des firmes moyennes aussi puissantes que Schroders, Baring ou Rothschild ont préféré leurs efforts sur des terrains connus, pour suivre une stratégie dite « niche » et l'exploitation de quelques domaines d'excellence, Kleinwort Benson a opté l'époque pour la formule « conglomérat attrape-tout ». L'acquisition par la firme d'un courtier et d'un contrepartiste lui a ainsi permis de se placer sur la plupart des marchés,

l'échelle planétaire. Mais à l'inverse de concurrents, les géants britanniques, américains ou japonais, la banque a toujours souffert de l'insuffisance de fonds propres rapport à l'importance croissante des opérations menées et des risques courus.

Elle a mal résisté à la crise de la bataille livrée sur les marges bénéficiaires. Le faible profit enregistré l'an dernier, la rentabilité très moyenne de la société de titres Kleinwort Benson Securities, qui détient environ 7 % du marché londonien, l'attestent : « Si cette vénérable banque risque aujourd'hui de perdre son indépendance, c'est parce qu'elle n'a jamais su ce qu'elle voulait être. Elle a cherché à tout faire sans en avoir les moyens », explique un rival.

**COOPÉRATION** • La prise de participation de la BNP dans les fonds propres de la banque, d'autres possibles prises de contrôle par cette dernière s'inscrivent dans le cadre de la coopération européenne en vue du grand marché. Ce rapprochement devrait permettre l'établissement insulaire de reconquérir, avec la banque française et son partenaire privilégié allemand, la Dresdner Bank, un rôle de premier plan.

La coopération entre les deux établissements remonte déjà à une vingtaine d'années. Le président de Kleinwort Benson, David Peake, banquier francophile de la vieille école, siège au conseil d'administration de la filiale londonienne de la BNP depuis le début. Par ailleurs, en raison de sa participation aux privatisations de Saint-Gobain et du CCF, Kleinwort est bien implanté en France. Ses hauts responsables, dit-on, sont aussi à l'aise avec les fonctionnaires du Trésor qu'avec ceux du Civil Service : on attribue à leur expérience des dénationalisations, à la tradition des écritures, à une approche volontiers conservatrice, à la prudence qui n'a rien à envier au style peu flamboyant de la BNP.

L'association franco-britannique devrait permettre à Kleinwort Benson, longtemps tournée vers les marchés asiatiques et américains, de donner deux atouts : la taille et l'accès privilégié aux places continentales. Ne pouvant tituler isolément sa grandeur passée, KB veut démontrer qu'une banque anglaise peut, à travers l'Europe, refaire la condition que chacun d'eux maîtrise chez soi.

Marc Roche

## Chiffres-clés

### Kleinwort Benson

Bilan : 95 milliards.  
Fonds propres : 7 milliards.  
Résultat : 279 millions.  
Employés : 2 000.

(En francs, au 31 décembre 1991)

## Marchands de souvenirs

Suite de la page 26

L'artisanat du souvenir n'est pas possible de savoir exactement dans quelle proportion, avoir largement profité de cette envolée.

**LABYRINTHE** • Au stade du marché se partage entre, d'une part, les grandes entreprises de distribution - Relais H de Hachette, stations autoroutières, etc. - et, d'autre part, les petits commerçants. Au sommet, une multitude d'acteurs tentent de se positionner auprès d'une clientèle : importateurs occasionnels d'un article qui « marche » bien, grossistes, et fabricants-grossistes à la tête de PME employant une quinzaine de personnes. Au total, il y aurait un cinquantaine de petits négociants à graviter autour d'une poignée de gros fabricants-grossistes réalisant, comme la SAP et Paris Souvenirs, des chiffres d'affaires de 10 à 20 millions de francs.

Si l'organisation profes-

chaîne de distribution des souvenirs, par exemple, qu'en 1991 ses points de vente ont écoulé plus de cinq millions de produits métalliques.

En fait, ce produit vedette, les professionnels du souvenir rivalisent d'imagination pour gagner des parts de marché. Casquette ornée d'un Arc de triomphe clignotant, ou sac décoré d'un Sacré-Cœur à paillettes, les monuments à la capitale sont offerts en près de trois cents articles différents. Les gadgets, les supports textiles ou les pin's proviennent couramment d'Asie, les objets traditionnels, les miniatures, les figurines fabriquées en France. « Faire venir des produits métalliques de l'étranger coûte trop cher, seule l'Italie exporte un peu vers la France pour le moment », précise un grossiste, spécialisé dans l'importation.

**DÉRIVE** • Pour fabriquer ces produits de poche, il faut-il être propriétaire de moules de fabrication. Les appareils à reproduire des miniatures Eiffel ou Arc de triomphe miniatures peuvent valoir, selon leur taille et leur finition, entre 100 000 et 2 millions de francs pièce.

En raison de l'archaïsme de leur gestion, ou par discrétion volontaire, les fabricants-grossistes évitent de divulguer le volume de leur production et les marges réalisées, mais sans nul doute l'opération est « juteuse ». Surtout lorsque les commandes pour telle ou telle taille de monument flirtent avec cinquante mille ou cent mille exemplaires. « Je fonctionne un stock tampon. Lorsqu'il est épuisé, je confie mes moules à une usine qui fabrique des pièces détachées pour Renault », explique un important grossiste parisien. A titre indicatif, le coût de fabrication d'une tour Eiffel de 8 centimètres avoisine les 2,50 francs. Elle sera revendue à un touriste pour 10 francs.

Au-delà de la rentabilité des coûts, les spécialistes s'inquiètent d'une dérive accrue de la demande des produits « à l'âme ». La recrudescence des copies en plastique. Certains souhaitent apposer un label français sur leurs monuments afin de protéger contre la concurrence. D'autres, persuadés de participer par leur production au rayonnement de la France dans le monde, prospectent les marchés américains et japonais en rêvant du haut de leurs tours Eiffel miniatures, d'expositions internationales.

Etienne Marion

**Les fabricants-grossistes restent évasifs sur le volume de leur production et les marges réalisées, mais nul doute l'opération est juteuse.**

sionnelle ne chapeaute réellement le secteur, et les données précises sont cruellement défaut, c'est en raison du caractère disparate de la nature éphémère des articles, que les phénomènes de mode retirent des vitrines les uns après les autres : la vogue des autocollants des années 80 par exemple a fait long feu, aujourd'hui c'est le pin's qui « marche ». La pratique du plagiat écoule également leur durée de vie. Une innovation qui se vend bien ne résiste souvent qu'un saison, parfois moins, aux yeux des contrefaçons en tous genres.

**PERLES** • De « ballet éphémère », quelques « perles » réchappent pourtant. Les tours Eiffel miniatures, qui, déjà au début du siècle, ornaient les présentoirs des boutiques parisiennes, s'inscrivent dans la durée, à leur volume. Elles laissent parfois rêver... M. Verot, directeur produit de la

# L'État vous ouvre les valeurs du Trésor

L'État offre aux particuliers l'opportunité d'obtenir des Obligations Assimilables du Trésor (O.A.T.), les plus sûres et les plus prestigieuses des obligations. Si vous désirez en bénéficier, vous pouvez soit les acheter, soit les échanger sans frais contre vos anciens emprunts d'État (ou assimilés) sélectionnés. Les modalités de l'opération qui s'appliquent aussi à l'O.A.T. 8,50% avril 2003, et à l'O.A.T. 8,50%

octobre 2008, sont précisées dans la note d'opération disponible, sans frais, auprès des banques, des caisses d'épargne, des bureaux de la Poste, du Trésor public et autres intermédiaires agréés. La liste des emprunts concernés, ainsi que les prix de reprise et d'émission, a été publiée au bulletin officiel de la cote du 01.07.92 et dans la Tribune et les Échos du 02.07.92.

OAT  
9,5 %  
juin 1998  
Taux actuariel :  
8,83 %

Nominal: 2000 F

Prix: 2072 F

(dont coupon couru: 13,02 F)

Coupon: 190 F

Durée: 5 ans et 340 jours

Date de règlement: 20.07.92

Amortissement en totalité

le 25.06.98

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



## PERSPECTIVES

## Les paysans perdus d'Amérique latine

Suite ■ page 25

Puis, elle s'attaque au Honduras (où, en 1932, la banane était un tiers de la surface cultivée du pays) et au Guatemala, où elle devient un Etat dans l'Etat, fait et défait des présidents.

Parallèlement, le *minifundio* des petits métayers et des occupants sans titre explose avec la démographie, qui culmine en Amérique latine dans les années 60. En Colombie, à ce moment, selon les statistiques de l'Organisation des Etats américains, 64 % des exploitations avaient une superficie inférieure à 5 hectares, insuffisante pour nourrir une famille. Les proportions étaient de 67 % au Pérou, 64 % en Equateur, 63 % au Salvador et 60 % au Guatemala. Avec les ouvriers agricoles des grands domaines, les communautés indiennes repoussées dans les montagnes et les colons des frontières de culture, le nombre de paysans sans titre ou sans titre sur le continent dépasse les 20 millions.

Au Mexique, cependant, l'idée d'une redistribution des grands domaines, rendant aux *ejidos* (la propriété collective traditionnelle) les terres enlevées au moment de la Conquête, reprenait l'indépendance, reprise par les révolutionnaires, et inscrite dans la Constitution de 1917 et

plus la terre à distribuer, le nombre de paysans sans titre augmentait depuis vingt ans, la croissance démographique devançant celle des exploitations.

Les changements politiques ont en partie contribué à ce déclin — notamment les coups d'Etat militaires, comme au Brésil en 1964. Sans aller jusqu'à suivre l'exemple du Guatemala, où la Constitution, après le renversement du colonel progressiste Arbenz en 1954, avait interdit toute réforme agraire, les nouveaux régimes ont interrompu ou mis au sommeil les programmes. Le régime de Castro a propagé la révolution en Amérique latine et l'échec du « modèle » cubain ont levé la pression politique sur les gouvernements.

**FISCALITE** ■ Mais même là où les programmes ont été appliqués, ils ont déçu : « Au Mexique, au Pérou, au Bolivie, où l'on a distribué des millions d'hectares, les paysans prospères ne coopèrent pas », la réforme agraire était censée avoir créé ? Le retour à la démocratie n'a pas relancé les projets : sauf au Nicaragua et au Salvador, la « réforme agraire » a cessé d'être un objectif mobilisateur pour les paysans eux-mêmes. Conçues dans une perspective d'abord politique, les redistributions de terres et de titres n'ont pas été liées à des politiques de développement et d'organisation des marchés (production, prix, crédit).

Obsédés par les privilèges de la grande propriété, les gouvernements ont laissé fonctionner l'agriculture par une fiscalité plus lourde que celle pesant sur les autres secteurs, sans en laissant les *terranientes* profiter largement du crédit. Pendant les premiers moments, les investissements et les capitaux d'Etat ont été plus largement accordés à l'industrialisation qu'à la réserve de grands projets ou à certaines entreprises (coopératives ou « entreprises associatives » péruviennes), pour des objectifs politiques variables.

Pour satisfaire les besoins d'une population croissante, beaucoup de gouvernements ont continué à bloquer les prix agricoles (ainsi au Mexique, de 1957 à 1970, ceux du maïs n'ont augmenté que de 1,5 % par an) et maintenu des taxes à l'exportation, qui, paradoxalement, ont encouragé cultures et élevages spéculatifs à hauts profits. Comme

Les débouchés des cultures d'exportation ne sont pas assurés.

s'ils n'arrivaient pas à choisir entre les cultures et les campagnes. Paysans sans titre et sans emploi ont choisi pour eux, en s'installant dans les bidonvilles des métropoles. Entre les années 60 et les années 80, la population urbaine a passé d'un tiers à deux tiers du total.

Finalement, les gouvernements ont renoncé à transformer l'ensemble de l'agriculture, pour se replier sur la création d'un îlot privilégié de cultures ou d'élevages pour l'exportation : c'est ce qu'a fait le Mexique, qui avait pourtant réussi jusqu'aux années 60 une croissance agricole exceptionnelle, alors qu'au Chili les petites exploitations, modernisées, assurent une grande partie de la production vivrière. Ce choix participe de la révision du rôle de l'Etat, et de la volonté de faire jouer les mécanismes du marché, la réforme agraire apparaissant comme une stratégie archaïque.

**CONCURRENCE** ■ Mais ce choix comporte des risques. Tandis que la dépendance à l'égard des importations alimentaires s'accroît, les exportations de produits d'exportation ne sont pas assurées. Les Etats-Unis ont en effet la qualité phytosanitaire des légumes ou des fruits mexicains ou péruviens, les producteurs de légumes d'Equateur ou d'Amérique centrale se heurtent à la préférence accordée aux produits



départements français d'outre-mer. D'autre part, les productions rencontrent très vite la concurrence d'autres produits latino-américains. La Colombie, qui a développé un succès les exportations de fleurs coupées, notamment

roses, pour le marché américain, risque demain d'être concurrencée par le Mexique. Le développement des cultures bananières provoque déjà une baisse des prix.

Le risque est aussi celui d'exclusion du marché une large partie

des exploitations agricoles, forçant les paysans à la faillite (cela se produit au Mexique, pour les productions fruitières modernes, comme pour la culture traditionnelle du maïs). Or les crédits dans les paysans ne sont pas assés

ni les violences : en Colombie, au Brésil, au Pérou ou en Bolivie, ils sont seulement localisés. Au Brésil, les assassins toujours les leaders paysans ou des militants syndicalistes, surtout en Colombie, où les problèmes sont mêlés de combats avec les guérillas et de narcotrafiquants. Au moment où les politiques de stabilisation provoquent déjà des crises sociales, la nouvelle stratégie de développement agricole peut aggraver les tensions. Pour leurs revenus, déjà beaucoup de paysans en Bolivie, au Pérou et en Colombie recourent à la culture des stupéfiants (essentiellement la coca). Au Pérou, on estime entre 1 milliard et 1,5 milliard de dollars les revenus tirés de la coca, dont la culture fait vivre quelque cent vingt mille familles paysannes. Le pire n'est pas sûr. Mais le *campo* oublié pourrait se rappeler à l'attention des gouvernements.

Guy Lhuillier

La semaine prochaine :

- Salvador : la paix entre la terre
- Chili : modernisation forcée

“Où sont les paysans prospères et coopérateurs que la réforme agraire était censée avoir créés ?”

appliquée, largement avec l'arrivée à la présidence de Lázaro Cárdenas en 1934. Quinze millions d'hectares sont distribués à plus de huit cent mille paysans ; un soutien technique et financier est accordé aux *ejidos*, qui, à la fin du mandat de Cárdenas, en 1940, représentent plus de la moitié des terres agricoles.

La Bolivie suivra en 1952-1953, à la faveur de l'arrivée au pouvoir du Mouvement national révolutionnaire (MNR) de Paz Estenssoro, qui se veut aussi promoteur d'émancipation : la loi accorde aux *peones* indiens les terres qu'ils cultivent. Mais ailleurs, en dépit du courant qui, sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), plaide à la fin pour l'émancipation nationale et celle des paysans, la réforme tardera jusqu'à la révolution cubaine. Craignant une contagion, presque tous les gouvernements s'y engagent : Venezuela en 1960, Colombie en 1961, Chili en 1962, l'ensemble des pays d'Amérique centrale, Paraguay en 1963, Equateur en 1964, Pérou enfin...

**POLITIQUE** ■ Vingt-cinq ou trente ans plus tard, le panorama apparaît pour le moins confus. Politique et sociale, la réforme a fait disparaître les statuts de dépendance, *huasipongo* ou *inquilinate*, supprimé les contributions en nature, levé les restrictions sur les droits de pâture des communautés indiennes des Andes. Mais son application a été inégale et la réforme a laissé la propriété des terres déséquilibrée.

En Amérique centrale, la redistribution a largement fait défaut. Au Brésil, on n'a réalisé qu'un dixième du programme, et les petites propriétés n'occupent encore que 9 % de la superficie agricole. Ailleurs, on a redistribué les grands domaines, sans les éliminer : en Colombie, par exemple, la part des propriétés de plus de 200 hectares est restée à 46 % ; en Equateur, plus de 100 hectares sont passés de 11 % à moins de 10 %.

Quant au *minifundio*, il n'a pas disparu, même là où les réformes ont été les plus systématiques. Au Pérou, il représente 4 % des terres agricoles ; au Mexique, où le président Salinas peut faire valoir qu'il est



la  
pen  
en  
for

Changements vers l'habitudes



**THE NEW**



# MEXIQUE

## Les héritiers infidèles de la révolution

**Divisées ■ l'envi, les terres ne permettent plus d'accroître la production**  
En changeant le régime de la propriété  
le gouvernement espère sortir les campagnes de l'archaïsme

**D'**EMBLÉE le décor indisputable. Une immense plate-forme équestre du révolutionnaire Emiliano Zapata accueille l'entrée de Toluca, à une heure d'auto de Mexico : prétendument la campagne, un réalisme une ville industrielle et enfumée, où les champs de maïs bordés d'immondes offrent une caricature d'agriculture.

Dans la **zone** du ferme, rue de la Liberté, Alonso Becerril montre **des** outils de labour : **des** morceaux **de** ferraille qui ont beaucoup servi, avant l'arrivée presque incongrue d'un tracteur John Deere. Faute de place **dans** cette campagne miniature **à** ratatinée - l'exploitation **sur** à peine **un** hectare, - les vaches restent **à** demeure **dans** l'enceinte **de** la ferme, au milieu **des** fétus de paille. Dans **un** **coin** de tissu, Alonso **a** déposé **une** poignée **de** grains translucides qu'il exhibe

**OR** des pièces d'or. C'est le même geste **OR** les latitudes, la fierté **OR** pour la production.

production. Son malin et propre, dans les rendements **millions** (4 millions) à l'hectare. Voilà le mal de l'agriculture mexicaine. Un espace morcelé, l'usage depuis la révolution qui nous l'heure « mini-fundisme ». S'attaquant aux grands propriétaires, les gouvernements ont divisé les terres, l'envi, distribuant le sol à qui le travaillait. C'est ainsi que la moyenne des exploitations au Mexique dépasse guère 3 hectares. C'est pourquoi l'homme est toujours confiné à l'usage comme l'a prédit le président Salazar pour justifier la nouvelle réforme agraire adoptée le 31 décembre 1911 (le Monde du 17 décembre), le paysan mexicain de demain travaillera au moins 1 hectare, si l'ejido n'est pas (1). Mais pour autant possède-t-il un droit réel sur la propriété ?

Au Mexique, l'ejido désigne

la commune, un espace inaliénable hérité de la période précoloniale, enjeu permanent pour les pouvoirs successifs. A la veille de la révolution de 1910, lorsque 215 familles détenaient la moitié des terres cultivées, l'obtention du changement. Mais l'effort fut remis aux paysans. « Ils manquaient d'éducation et n'étaient pas préparés à contrôler la terre. C'est le gouvernement qui s'en chargea », explique Ramirez Vargas, leader du principal syndicat agricole Tolteca.

**SÉCURITÉ** • « Zapata nous a donné la liberté. Salinas nous a apporté la sécurité juridique, Carlos Castaneda, responsable des ejidos de Toluca. Maintenant, la terre a une valeur commerciale, elle entre dans le patrimoine des paysans. » Il était temps. Au moment où le Mexique s'engage dans l'aventure libérale, les Etats-Unis le

Canada, deux superpuissances agricoles, la mexicaine est un lieu d'archaïsme où le progrès a paru s'arrêter depuis vingt ans.

a paru s'arrêter depuis. Mais, et pour cause. Malgré les promesses gouvernementales, un propriétaire pouvait craindre la confiscation de voir son exploitation amputée au profit de la collectivité. Les ejidateros (2,6 millions de fermiers répartis sur 28 000 petites exploitations). Le détenteur d'une hacienda de 9 000 hectares d'agaves bleues (à base de la célèbre tequila - n'a-t-il pas un bon territoire - n'a-t-il pas 3 000 hectares ? Une insécurité qui priva dramatiquement l'agriculture des investissements nécessaires en matière d'irrigation, de mécanisation, de fertilisation. Un paysan bénéficiaire d'une nouvelle terre ne pouvait ni la vendre, ni la louer, ni l'hypothéquer pour obtenir un crédit.

Miroir brisé, l'agriculture mexicaine s'est mise à accumuler des contre-performances. Devenue incapable d'assurer l'autosuffi-

... alimentaire (maïs, poudre de lait), mais... aussi incapable... retenir que la population... démunie, qui part... Etats-Unis... bidonvilles du Mexique... « Ceux qui critiquent le réforme de l'ejido veulent que la pauvreté et la misère des... pagnes continue! », s'exclama dernièrement le président Salinas. Un an plus tôt, ... cérémonies du 75<sup>e</sup> anniversaire... la révolution, applaudir... déclarant que l'ejido serait préservé. Les applaudissements s'étaient poursuivis lorsqu'il ajouta que l'ejido serait... profondément réformé... »

**CACIQUES** ■ Jusqu'à ■ derniers mois, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) au pouvoir assura sa mainmise sur ■ par la distribution de ■ ejidos. L'opposition dénonçait ■ situation où ■ caciques politiques ■ étaient substitués ■ caciques féodaux d'avant 1910. A nom ■ justice sociale, ■ v ■ s'installer ■ agriculture improductive, peu capitaliste, fermée ■ aux technologies modernes. Les ■ cessions ■ ■ existaient malgré ■ l'interdiction constitutionnelle ■ mais ■ façon illégale », souligne Ramirez Vargas.

Il fallait se rendre à l'évidence : *l'elido* n'a pas tenu ses promesses révolutionnaires. Malgré la constitution de douze groupes de fermiers hostiles à la « privatisation », le mouvement de réforme paraît inéluctable, et si depuis le vote de la loi on assiste à une transaction ou à un réaménagement des explications. L'absence d'une législation sur l'eau, réglementant les tarifs et sa distribution, actuelle, totalement anarchique, rend la transformation agricole

Désormais cessables et théoriquement éligibles, devraient toutefois conserver la pratique des limitations de superficie, selon les régions, entre 100 et 150 hectares pour les terres irriguées. Ces freins au latifundisme ont-ils entravé l'éclosion d'un mouvement pour l'abolition de l'ancien droit ? L'absence de données sur *ejidos* sociaux, les entreprises industrielles, les comités étrangers susceptibles d'apporter l'investissement, le savoir-faire aux cultures naitant en œuvre la force de travail. Les succès mexicains ne pas pratiquer des champs de cannes à sucre qui leur servirait de possession. Une centaine d'hectares lorsqu'un besoin est de l'ordre de 15 000 hectares ? L'interrogatoire d'expert sur. De même, la difficulté d'intéresser des industriels à la reforestation des surfaces limitées. A moins de 200 hectares, personnel

**vien**dra... estime le même expert. Plusieurs projets pilotes associent **cijadas** = le capital privé et les **ejidos** pendant vu le jour, **am** même le **ejido** définitif : la nouvelle loi agraire. Ainsi dans le Nuevo-Leon, Etat du président Salinas, la firme agroalimentaire Gamesa (biscuits) a conclu une coopération un accord avec le **ejido** pour la production de blé. Rache- l'an passé le **ejido** par Pepsi-Cola. Gamesa a investi 6 millions \$ dollars dans 11 fermes couvrant 200 hectares, fournissant tracteurs, engrais et équipements hydrauliques. D'après nos intéres- sés, salaires annuels par famille seraient passés par 1 \$ dollars à 7 000 dollars par an. Numéro trois mexicain du poulet, la firme Tostitos fournit des poussins aux **ejidos** chargés de les élever pendant huit semaines. Ils ensuite exportés au Japon pour la fabrication de hotchets, de poulet.

**SOLIDARITÉ** ■ Autant d'initiatives, \_\_\_\_\_ limitées, qui traduisent la volonté du Mexique de sortir l'agriculture de l'autosubsistance. A travers le Programme de solidarité nationale (Prosanol), le gouvernement a dépensé près de 10 milliards de dollars en infrastructures rurales, écoles, routes, installations d'eau potable. Sans compter les crédits du Banco de Crédito Rural, la « banque mexicaine ». Parallèlement, 100 millions de dollars de prêts à \_\_\_\_\_ ejidos ont été annués. L'ère s'achève du \_\_\_\_\_ ou du \_\_\_\_\_ bilentent.

obligatoire. Comme au U.S.A. les per-  
sonnes soucieuses, le pouvoir a le  
souhait de rendre les travaux à leur  
vocation agricole d'origine.  
Dès l'Etat du Veracruz, les cannes  
à sucre ont peu la place au riz et  
aux agrumes. Et les Mexicains  
apprennent à jouer de la météo  
pour écouler leurs tomates et  
se combler avec les tomates-Unis-  
au premier coup de froid en Flori-  
de. Les autres cantons et des trains  
amènent le Mexique méridio-  
nal à légumes... Une stratégie  
bonne guerre... l'heure du libre-  
échange avec le grand voisin.  
Côté subventions agricoles, le  
Mexique a sa philosophie de tout  
autre : les questions d'aider moins  
les paysans et les Etats-Unis et  
les paysans du Mexique. Le retour à la  
vérité du prix du sucre progressif.  
Et temps que l'édico accomplisse  
la mutation.

**Eric Fottorino**

(1) Les ejidos, terres communales, couvrent 85 millions d'hectares, 10 millions d'hectares pour les propriétés privées. Ils produisent les deux tiers des denrées de base mexicaines, à savoir maïs et haricots.

Soixante-quinze mille moutons débarqués à hiver à Los Mochis, les pasteurs pacifiques du Mexique. Tous étaient chargés d'un contrat d'exportation sur le Danmy Fa, un Australien sur le Danmy Fa, un Australien spécialement conçu pour le transport des animaux vivants. Une cinquantaine de mille-feuille, une cinquantaine d'immigrants, six niveaux dans la cale, conçus par le transporteur architecte naval Rachel Fares. Avec l'appui de Jacques Ponviane, représentant à Mexico de Banco Lazard, ce groupe Banque-argentin tente - au-delà de la performance technique - de relever un défi agricole majeur : l'ancien pays des Aztèques : redonner droit à cité à l'élevage, là où les moutons avaient indolument colonisé les terres les moins appropriées.

Il y a maintenant trente ans, le Mexique comptait un cheptel de trente millions de moutons et figurait au quatrième rang mondial des producteurs de laine. Malheureusement, le minifundisme inhérent à la structure

E. F

# la pensée en forme.

En 350 av. J.C. Aristotele prononça ces mots pleins de sagesse

Notre plus  
la vie c'est de de notre existe  
Une notion difficile à asso  
un ordinateur. Jusqu'à  
Si vous désirez un ordinateur qui  
essaie sans pour  
autant des tonnes de diplômes.

de micro-ordinateur AMBRA  
est que...  
05-386 586... pense

**A M B R A**

LA GAMME AMBRA EST VENDUE ■ DOS ET WINDOWS ET VOUS PERMETTRA D'UTILISER LA PLUPART DES LOGICIELS ■ SPRINTA 386 SX 25 MHZ. ECRAN ■ 14 POUCE, 4 MO RAM, DISQUE ■ 350 MO ■ LIMITE 1 LA FRANCE ■  
SURT 40 MO. A PARTIR DE 9 900 F TTC Y COMPRIS LA SOURIS, ■ LOGICIELS, 1 ■ DE MAINTENANCE SUR SITE ET ■ TELEPHONIQUE HOTLINE.



## INDUSTRIES DE TERROIR

## ALSACE LORRAINE

La Lorraine et l'Alsace sont des régions industrielles de très vieille souche. Les Lorrains, grâce à la présence du fer — la fameuse « minette », — du bois, puis du charbon, ont développé très tôt une importante sidérurgie, ainsi qu'une multitude d'activités traditionnelles (faïencerie, cristallerie, lutherie, etc.), dont les survivances sont encore nombreuses. Les Alsaciens, mûs par un esprit d'entreprise remarquable, ont, pour leur part, développé des industries prospères, et qui le restent : textile, mécanique, petite métallurgie, etc.

## Les luthiers de Mirecourt

METZ  
de notre correspondant

La légende veut qu'un luthier italien, Tywersus, accompagnant les ducs de Lorraine dans leur exil, se soit réfugié à Mirecourt, le bourg voisin. Si rien, faute d'archives, ne permet d'accréditer cette légende, il est en revanche attesté que quatre familles de luthiers sont installées en 1673 dans la cité vosgienne. En 1732, les luthiers de la ville obtiennent une charte démontrant leur importance et leur organisation, expliquent Gladys Pierson-Bragard et Christophe Delavigne, de l'Association Promifi (Promotion Mirecourt facture instrumentale). A la veille de la Première Guerre mondiale, Mirecourt exporte déjà plus de la moitié de son œuvre, non seulement dans toute l'Europe, mais aussi en Amérique.

La dix-neuvième marque l'apogée de la grande tradition de l'artisanat d'art de Mirecourt. Les luthiers illustres y sont formés, comme Lupot ou Vuillaume. Jusqu'à la première guerre mondiale, Mirecourt est même un passage obligé pour la formation des luthiers. Au début du vingtième siècle, les ateliers des manufactures emploient un millier de personnes et produisent jusqu'à 150 000 instruments par an. Les meilleurs luthiers s'expatrient. Ceux qui restent travaillent en sous-traitance pour leurs confrères à Londres, Bruxelles, ou même Moscou, souligne Christophe Delavigne. L'apparition des appareils reproducteurs de son (phonographes) marque le début d'un long déclin de la lutherie à partir de 1930. La concurrence accrue des pays plus performants commercialement, l'instabilité de l'Allemagne, puis tard, le Japon, accentue encore le mouvement, au point que la lutherie de Mirecourt est devenue une activité de niche. En 1970, il ne reste plus qu'une dizaine de luthiers dans les Vosges, au moment où André Malraux souhaite une réforme de la musique en France, qui attribue une importance sur la création de l'École nationale de la lutherie de Mirecourt. Parallèlement avec le concours d'André Vatelot, l'opération devient un mouvement soutenu, amplifié par le plan de relance de la lutherie de 1980, soutenu par le conseil régional de Lorraine. Aujourd'hui, quatre-vingts personnes travaillent dans la lutherie, dont la moitié sont des artisans qui maintiennent la tradition de haute qualité, mais pour une quantité très limitée, quelques centaines d'instruments par an. Et Mirecourt garde toujours son rôle pour partager l'histoire de cet art.

Jean-Louis This



## La survie des faïenciers

Née en 1747, la manufacture de Niderviller  
modernise pour échapper à la mort

NIDERVILLER  
notre envoyé spécial

A Niderviller, village de mille deux cents habitants et à quelques kilomètres de Sarrebourg, la manufacture de faïence a été créée en 1747 et a encore survécu à la dernière crise. Mise en liquidation en 1987, elle est repartie sous la forme d'une coopérative. De son côté le groupe Fennal, lui-même porteur de la tradition et propriétaire de quatre sites de production dans cette partie nord-est de la région, a dû opérer une nouvelle restructuration : toute la production de faïence a été regroupée à Saint-Clement, Sarrebourg, devant désormais se consacrer au carreau de faïence de Salins au sautoir, l'usine de Badonviller étant, elle, fermée.

« Entre tous les arts, je n'en sais de plus aventureux, de plus incertains, et donc de plus nobles, que les arts qui invoquent le Feu », disait Paul Valéry, qui poursuivait : « Ils imposent, sous l'aspect le plus dramatique, le combat resserré de l'homme et de la forme. » C'est cette image que veut perpétuer Jean-Jacques Brust, PDG de la société coopérative des Faïenceries de Niderviller.

Certes, les fours ne sont plus alimentés par le bois de la forêt lorraine et la terre vient désormais d'Allemagne, jugée meilleure que celle des carrières locales. Mais l'entreprise ne renonce pas à ses bâtiments du dix-huitième siècle que l'on espère rénover pour un proche avenir. Un atelier se consacre exclusivement à la constitution d'un répertoire des milliers de moules utilisés dans les fours afin d'exposer les productions d'antan.

Cette recherche du temps passé a permis de reproduire la « Vierge à l'enfant », œuvre de 1784 à la porcelaine par les ouvriers allemands et luxembourgeois, et qui

trône aujourd'hui au Musée de Sévres. La volonté de perpétuer la tradition n'empêche pas la nouvelle direction de s'adapter aux exigences du marché contemporain. La production des grands services de table extrêmement décorés et de vaisselle — exposés en grand nombre dans les musées de Londres et d'Atlanta — a été abandonnée. Les Faïenceries de Niderviller ont adopté, elles aussi, les grandes séries.

**STANDARDISATION** — L'entreprise a investi il y a deux ans 8 millions de francs pour la mise en forme des produits. Grâce à « l'industrialisation du métier », un ouvrier tourne 4 200 bols par jour contre 200 il y a quelques années. La standardisation des productions (vaisselle, bougeoirs, luminaires, objets décoratifs, etc.) permet à la manufacture, outre la commercialisation dans les réseaux du mouvement coopératif, de fournir notamment les grands magasins parisiens.

Pour autant, le pari n'est pas définitivement gagné. La coopérative n'a repris que cinquante salariés sur les deux cents ouvriers que comptait l'entreprise au moment de la faillite. Il aura fallu cinq ans d'activité pour présenter un bilan en équilibre. Et l'entreprise atteint 11 % des capitaux propres.

La difficulté de recruter des ouvriers qualifiés a conduit la direction à miser sur la tradition de l'apprentissage. Actuellement sept apprentis sont en formation. Car si la mise en forme a été « industrialisée », la coloration, la décoration et le contrôle de qualité restent des tâches artisanales. A telle enseigne que le coût de la main d'œuvre représente encore 13 % du prix de vente des productions en dépit de salaires qui, en moyenne, dépassent à peine le SMIC.

Marcel Scotto

## L'art de la brouette

Au pied des Vosges prospère Haemmerlin, une entreprise familiale plus que centenaire  
qui s'est hissée au rang de numéro un mondial de la brouette métallique

SAVERNE  
de notre envoyé spécial

VINGT-SIX musiciens qui, depuis cinq mois, regardent les voyageurs et leur transmettent un message... de métal. Dans le grand hall lumineux de la gare de l'Est, l'orchestre du métal. Il a été forgé au chalumeau par un artiste lorrain, Maurice Frantzen, « sculpteur de la mémoire des entreprises », comme il s'intitule, non sans panache et nostalgie, de ces entreprises traditionnelles qui ont parfois disparu du paysage, foudroyées par le « progrès ».

Un texte précise d'ailleurs la démarche, liée aussi à l'anniversaire de la mort de Mozart : « J'ai imaginé vingt-six Lorrains en fer, qui essaient de comprendre pourquoi on ne peut plus de leur métal ; vingt-six musiciens sans mines ; vingt-six métallurgistes en acier, qui se tiennent à l'écart et qui essaient de comprendre ».

Présent tout d'abord à l'Arsenal de Metz, l'orchestre joue au silence ses derniers morceaux, avant de s'installer ailleurs. Inspirés par les performances de brouettes dessinées, après quatre années de conception et d'exécution, les musiciens, 2,50 m de haut, 50 kilos, nés de la Lorraine et de l'Alsace, de l'acier et des brouettes, se rencontrent d'un artiste et d'un industriel.

**AU BONHEUR DES JARDINIERS** — Des entreprises si long passé qui meurent : l'artisan qui survit ; l'artisan enfin qui prospère sur son sol natal : tel est, semble-t-il, le message de la société Haemmerlin, sise à Saverne, petite ville de 10 000 habitants sur la rive droite du Rhin, au pied des Vosges. Fondée en 1867 par Charles Haemmerlin, compagnon-serrurier, l'entreprise familiale, dirigée par son arrière-petit-fils Bernard, est devenue, devant un japonais et un néerlandais, le numéro un mondial de la brouette métallique : 500 000 véhicules par an pour les terrassiers et les jardiniers.

Bernard Haemmerlin, quarante-huit ans, est le même que le sculpteur Frantzen qui a son atelier à son outil dans l'enceinte même de l'usine, utilisant pour ses œuvres la même qui sert à la fabrication des brouettes (dont les modèles ont même servi à la réalisation des premières sculptures), mais qui ne vient

plus de Lorraine. Des bobines de 15 tonnes, qui ressemblent fort à celles du papier à qui, au bout de dix minutes, donnent naissance à des brouettes.

En effet, le brouet est simple : de la tôle, des boulons, des pneus toujours en provenance de Yougoslavie, et de la peinture. Avec, tout au long de la chaîne, des machines, simples et robustes, très perfectionnées, afin de diminuer les coûts. Une stratégie de « réduction des coûts » basée sur des variations autour d'une caisse, développée depuis 1955, avec une vaste gamme de poids (de 7 à près de 70 kilos) et de prix (de 100 francs à plus de 1 000 francs).

**STRATÉGIE DE SPÉCIALISATION** — Installée depuis 1950 sur une quinzaine d'hectares, dont quatre verts, l'entreprise, qui a commencé à construire ses premières brouettes, « découvertes » en Allemagne, à la fin du siècle dernier et les exporte, en Afrique, dans les années 20, a été fortement industrialisée et internationalisée. De 50 000 brouettes en 1950, l'usine, très intégrée, très automatisée et en voie de robotisation, qui emploie 120 personnes (100 en 1989), atteint aujourd'hui un seuil de saturation de 1,5 million dans cinq à six ans.

Un chiffre d'affaires de 180 millions de francs en 1991, un chiffre rapide (150 millions en 1990, 130 en 1988 et 110 en 1986), sans compter les filiales d'Allemagne, d'Espagne et de Grande-Bretagne. 5 millions de bénéfices, mais d'importants investissements, 10 millions pour la période 1990-1992, risquant peut-être de créer une surcharge d'endettement face à un capital entièrement familial.

La brouette de son enfance, celle qu'il a vu pousser de bois, doit son invention — faussement attribuée à Pascal — aux besoins des grands travaux, au XIII<sup>e</sup> siècle en Occident, au le III<sup>e</sup> siècle en Chine. « Pour ce produit traditionnel, nous avons adopté une stratégie de spécialisation », souligne Bernard Haemmerlin, qui entend le décliner selon les âges de la vie ou les usages des pays, mais en jouant sur le caractère « ludique » de son engin familial, comme en témoigne sa campagne de promotion. Et le petit bonhomme du logo a — écologie oblige — troqué sa pipe contre une fleur, même que la firme, depuis 1991, préambule des brochures de loisir prêtes à monter.

Pour amortir les investissements, il faut séduire le marché, surtout à l'étranger, la firme réalise 75 % des besoins français. La moitié de la production est destinée au secteur du bâtiment et à l'industrie — soit un chantier, une brouette corrodée peut ne vivre qu'un mois ; l'autre moitié un grand public et à l'agriculture. Environ 45 % sont exportés, surtout en Europe, dans un rayon de 1 000 kilomètres, mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Caraïbes, et même l'Amérique latine.

« Nous cultivons la trilogie : une famille, une région, un produit », souligne le président du conseil, qui a craint pas le plastique, moins durable et plus fragile. A Saverne, Haemmerlin est en fait cas, le fabricant employeur, décline l'entreprise de matériel agricole Kuhn (mille personnes) et la société Vedette Industries, spécialisée dans l'horticulture et la minuterie industrielles (cinq cents personnes).

Pour le maire de la ville, Adrien Zeller, député CDS du Bas-Rhin, ancien secrétaire d'Etat du temps de la « cohabitation », il s'agit d'une

vieille tradition mécanique, fondée sur la main-d'œuvre bon marché. Depuis le III<sup>e</sup> siècle les activités métallurgiques se poursuivent, malgré la quasi-disparition de la célèbre maison d'outillage à main d'œuvre (1 300 personnes entre les deux guerres).

Quinze millions de brouettes métalliques depuis l'origine ; 6 % du marché dans le monde occidental. Toutefois, à partir des années 60, la firme a diversifié sa production vers les dévidoirs et chariots, les monte-matériaux et les dévidoirs, alors que l'avenir dépend de l'évidence de l'inevitable rapport qualité-prix, du succès de la gestion et du fougère de l'innovation. Non loin du château versailles du cardinal de Rohan, attention à la roue de la fortune...

Michel Boyer

## L'imagerie d'Epinal

A l'heure de la communication, les villages cherchent à se construire une image. Epinal soigne sa marque depuis plus de deux cents cinquante ans. Créée en 1735, l'imagerie de la capitale vosgienne est aujourd'hui la seule entreprise de cette nature en Europe. Cette longévité n'a été acquise qu'en surmontant les modes successifs.

L'imagerie d'Epinal est née d'une idée simple de Jean-Charles Pellerin, qui était horloger : remplacer les charnières en bois des horloges par des charnières en papier. Cette idée s'explique dans la culture vosgienne de l'époque. Epinal est une ville papetière. L'Encyclopédie de Diderot, par exemple, a été imprimée sur du papier vosgien, rappelle Jean-Charles Pellerin, directeur des services du département des Vosges.

L'innovation de Jean-Charles Pellerin plaît. Elle marque le début de l'imagerie vosgienne, qui a su s'adapter au fil des générations. Ainsi, après la Révolution française, l'image religieuse n'a plus eu vent en France. L'imagerie d'Epinal devient bonapartiste. Le mythe napoléonien est illustré d'ailleurs en partie par les illustrations des batailles d'Austerlitz, de Wagram, éditées par l'imagerie, qui s'ouvre même à la littérature enfantine. Ce nouveau virage paraît naturel dans le département de Jules Ferry.

De 1870 à 1914, plus de cinq cents millions d'images ont été produites, les images de la vie des bédouins du désert de Dognesville, à Epinal. L'imagerie compte alors jusqu'à cent cinquante ateliers. L'apparition des journaux illustrés, puis de la radio, qui diffusent l'image dans son pays d'information, annonce la fin de l'imagerie.

Le 5 juillet 1984, la SA Imagerie Pellerin dépose son bilan. Cinq jeunes entrepreneurs reprennent néanmoins le flambeau, ne pouvant pas se résigner à voir disparaître l'activité légendaire de leur ville.

Aujourd'hui, le métier, qui emploie une quinzaine de personnes, s'est spécialisé dans la rédaction d'images modernes et de dessins d'actualité. Restant fidèle à son passé, elle veut également d'ouvrir au printemps un écomusée pour entraîner ses visiteurs (120 000 en 1991) vers un retour aux sources.

J.-L. T.

## Le pays du cristal

La Lorraine abrite depuis plus de trois siècles  
un métier d'art qui a su se moderniser

BACCARAT, Saint-Louis, Daum. Ces noms sont synonymes de luxe français. Leur histoire est étonnante. Dix-sept siècles d'artisanat verrier ont permis d'une tradition bien ancrée en Lorraine. L'abondance de sable, d'argile, de fours à de bois sont autant d'atouts pour le développement de cette région du travail du verre, qui acquiert une renommée internationale après la promulgation de la grande loi des verriers par René, duc d'Anjou et de Lorraine, en 1448. A preuve de cette prospérité, vers 1500, les Thyssac de la Vège transmettent aux Vénitiens le secret de la fabrication des miroirs. En échange, ils reçoivent celui du cristal.

Cet essor s'estompe dans la seconde moitié du seizième siècle. Il faut attendre le début du dix-septième siècle pour voir renaître l'industrie verrière dans la région. A Baccarat, Saint-Louis et Nancy, les familles Lalique, Hartzviller, Lemberg, Vallerysthal ou Portieux.

Baccarat (Meurthe-et-Moselle) est aujourd'hui la première cristallerie française par ses effectifs (1 100 personnes, ses investissements technologiques humains. En deux siècles son nom est devenu symbole de cristal et de perfection. L'origine, le 17 octobre 1764, une fondation de Monseigneur de Montmorency-Laval, transformée en cristallerie en 1816. En 1900, 2 000 ouvriers et tailleurs assurent une renommée prestigieuse : du tsar de Russie au duc de Perse.

Baccarat, qui est présent dans 94 pays, exporte les trois quarts de sa production, soit 40 % des exportations nationales de cristal à la main. L'entreprise, qui emploie une vingtaine de meilleurs ouvriers de France, utilise aujourd'hui des outils de conception assistée par ordinateur, trois fours à bassin et des meules diamantées. Son dernier chef-d'œuvre est un ours de cristal de 300 kilos

produit il y a quelques semaines. Il mesure 1,60 m de longueur, représente trois mois de travail et vaut 1,6 million de francs.

Si Baccarat est la plus importante cristallerie, Saint-Louis (400 salariés actuellement), dans l'Est mosellan, est la plus ancienne. Elle a plus de quatre siècles. La première mention de la verrerie de Munzthal remonte en 1586, mais son existence fut éphémère. Elle renaît en 1767 sous le nom de Verrerie royale de Saint-Louis et découvre, quatorze ans plus tard, le secret du « flint glass », c'est-à-dire du cristal anglais. Saint-Louis est donc la première cristallerie installée sur le territoire. Réputée pour ses cristaux de couleurs et ses décors à l'or, elle compte près de 2 000 articles référencés.

**CRÉATION** — La création de Daum est plus récente. Jean Daum, notaire à Bitch, en Moselle, s'installe près de Nancy en 1870 et acquiert, quelques années plus tard la verrerie Sainte-Catherine. Avec l'arrivée de son fils, cette gobeletterie devient un important atelier de création, où le procédé de fabrication de la pâte de verre est mis au point en 1906. Daum (125 personnes) a pour actionnaire majoritaire la Compagnie française du cristal, qui emploie 350 personnes à Vannes-le-Châtel, dans le Sud meurthe-et-mosellan.

Cette commune de 150 habitants dispose depuis 1987 d'une plate-forme verrière, expérience pilote d'aménagement du territoire, lui permettant, explique son directeur Denis Simmermann, de développer le développement de son territoire. Il maintient, grâce à des équipements informatiques, au contact avec l'École des beaux-arts ou des laboratoires de recherche, sans pour autant l'obliger à venir s'installer à côté d'eux, c'est-à-dire à gonfler le milieu urbain.

J.-L. T.

150



صكنا مع الوطن

PERSPECTIVES

AFRIQUE

Le grand gâchis nigérian

Six mois avant le retour prévu des civils au pouvoir, le mécontentement gronde dans le pays le plus peuplé d'Afrique. Le plan d'ajustement qu'exigent les créanciers pour accorder un nouveau rééchelonnement de la dette aggrave les difficultés des Nigériens

LAGOS de notre envoyée spéciale

DEPUIS qu'il a fait des travaux chez lui, les gens ne le regardent plus de la même façon. Mais Félix ne saurait se satisfaire de ce seul succès. La prochaine étape, c'est la voiture. « Si j'ai une bagnole, je serai respecté dans le quartier », dit-il. Son rêve : une 505, le must en matière de réussite sociale ; et - finit-il par confier - le meilleur moyen, pour un célibataire de trente-cinq ans, de trouver chaussure à son pied.

Félix, professeur de français, est un privilégié. Il a encore la possibilité de rêver alors que la plupart de ses concitoyens ne parlent plus que de « *struggle for life* » (lutte pour l'existence). « La souffrance du Nigérien moyen a atteint des sommets insupportables », disait déjà en 1985 le chef de l'Etat, le général Ibrahim Babangida, justifiant, à la télévision, le coup d'Etat qu'il venait de commettre. « Le prix des biens d'équipement a augmenté, la pénurie aussi, le chômage a pris une ampleur critique », avait-il ajouté.

**DÉPENSES** - Sept ans plus tard, et six mois avant le retour des civils au pouvoir - si tout se passe comme prévu - les propos du général sont plus que jamais d'actualité. Le programme d'ajustement structurel engagé en 1986 n'a pas donné les fruits escomptés. Et un coup fatal a été porté au niveau de vie des Nigériens, le 5 mars dernier, lorsque le naira (la monnaie nationale) a été dévalué de 70 %. Les jours suivants, les échoppes fermaient, le temps de procéder à la valse des étiquettes. Au même moment, une pénurie d'essence contribuait à la hausse du prix des transports. Résultat : à la mi-mai, Lagos et quelques autres villes étaient le théâtre de violentes émeutes.

Aucune mesure sociale n'avait été prise afin d'atténuer les effets de cette dévaluation, en elle-même fondée. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale exigeaient en effet que soit mis un terme à l'écart entre le taux officiel (1 dollar = 18 nairas) et le taux parallèle (1 dollar = 10 nairas). Aujourd'hui, le change au marché noir a pratiquement disparu. Mais le régime militaire n'a pas terminé d'en payer le coût social. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il s'obstine à refuser l'augmentation du prix de l'essence, autre condition posée par les bailleurs de fonds à un nouveau rééchelonnement de la dette. Les Nigériens font le plein d'essence pour l'équivalent de 10 francs (un litre vaut 23 centimes). Un « privilège » auquel il est impossible de mettre fin, sauf à provoquer une flambée sociale.

Depuis son arrivée au pouvoir, le général Babangida a réussi à obtenir par trois fois un rééchelonnement de la dette nationale. Un quatrième ajournement fait actuellement l'objet de discussions avec le FMI. Des discussions serrées. Les bailleurs de fonds sont excédés par les pratiques gouvernementales - récemment mises en cause publiquement par les ambassadeurs américain et britannique.

De rééchelonnement en rééchelonnement, le gouffre s'est creusé : en 1981, la dette était de 9 milliards de dollars ; aujourd'hui, elle s'élève à 30 milliards de dollars - dont 17 au titre du Club de Paris et 3,6 au titre des institutions multilatérales. En 1991, un gros effort avait été fait : 40 % des recettes à l'exportation avaient servi au remboursement de la dette. Mais cette année, alors que 5,6 milliards de dollars devaient y être consacrés, le général Babangida a d'ores et déjà annoncé que seuls 2,28 le seraient (30 % des recettes à l'exportation).

« *Mismanagement* » (mauvaise gestion). En un mot, les Nigériens résumant l'origine de tous leurs maux. Un mot fourre-tout, par lequel ils désignent à la fois la corruption et les dépenses malsaines ou somptuaires. L'an dernier, le correspondant du quotidien britannique *Financial Times* s'est fait expulser pour avoir fait état de « l'évaporation » des énormes bénéfices tirés des exportations de pétrole pendant la guerre du Golfe. Des économistes occidentaux, avait-il écrit, avaient évalué les recettes pétrolières non-

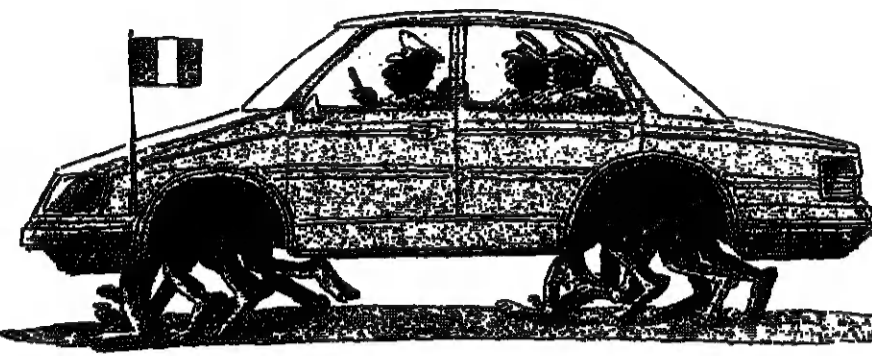
**A Lagos le prix du ticket de bus a été multiplié par trois.**

prises en compte entre juillet 1990 et mai 1991 à 3 milliards de dollars.

**LARGE TRAFIC** - « L'argent va dans des dépenses non prioritaires, comme la construction d'Abuja (la nouvelle capitale fédérale), ou malsaines, comme l'aciérie d'Adjaokuta », s'insurge un journaliste. Construite à 300 kilomètres de la mer, sur un modèle technologique des Soviétiques, qui avaient exigé ce contrat à la fin de la guerre du Biafra, l'aciérie en question a coûté plus de 10 milliards de dollars et ne fonctionne toujours pas.

La transition politique est, elle aussi, un gouffre financier. Les deux formations constituées par le gouvernement dans le cadre du prochain retour des civils au pouvoir sont en effet à la charge de l'Etat. Des sièges de partis ont été construits à travers tout le pays. Et, il y a quelques mois, les officiers se sont vu offrir des 504 et des 505, sous prétexte que leur confort devrait contribuer à la stabilité de la future République ; coût de l'opération : 5 millions de nairas (1,4 million de francs).

Parce qu'au début de son « ère » il pratiquait à merveille l'art de rebondir, le général Babangida s'était vu affubler du surnom de « Maradona » de la politique. Aujourd'hui, le sobriquet n'est plus utilisé que tourné en ridicule. Le chef de l'Etat - « exilé » à Abuja depuis le transfert de la capitale, en décembre - donne à ses concitoyens l'impression d'avoir perdu toute capacité d'initiative. La dernière qu'il ait prise, début juin, a consisté à « faire porter le chapeau » de la crise à deux de ses ministres, celui des finances, Alhaji Abubakar Alahadiji, et celui du pétrole, Jibril Aminu. Le limogement du premier - un fidèle du régime - n'a guère été compris. La démission du second, en revanche, est



entrée dans la suite logique des émeutes du mois de mai, provoquées par une pénurie d'essence.

Le Nigéria, dixième producteur mondial de pétrole, est parfois obligé d'importer de l'es-

sence : au dernier trimestre 1991, 400 millions de litres ! A l'époque, les prix étaient supposés monter. La spéculation qui s'est ensuivie, de même que l'arrêt de l'une des quatre raffineries du pays, a accru

la pénurie. A Lagos, le prix du ticket de bus (qui représente une part importante dans le budget d'un travailleur) a été multiplié par trois. Fin avril, les incidents se sont multipliés - chauffeurs de

bus agressés, véhicules incendiés... - aboutissant, à la mi-mai, à de sérieuses émeutes.

Chaque jour, 1,93 million de barils de pétrole sont produits au Nigéria. Nul ne sait - et pour cause - quelle part de cette production est exportée frauduleusement dans les pays limitrophes. Mais c'est évidemment là aussi que réside une des causes des pénuries. Un litre d'essence produit au Cameroun coûte l'équivalent de 3,80 francs. Le même litre, importé en fraude du Nigéria, revient à 1,20 franc ! On comprend que le commerce par-delà les frontières soit florissant... Douaniers et agents publics nigériens participent à un large trafic, qui nourrirait 80 % de la consommation du Bénin et du Tchad, 60 % des besoins du Niger et 25 % de ceux du Cameroun, du Togo et du Mali. Un phénomène qui, logiquement, devrait s'accroître avec la dévaluation du naira.

Marie-Pierre Subtil

A part dire  
ça ne peut plus durer,  
voici ce que l'on  
peut faire contre  
le chômage de longue  
durée.

Il y a les bonnes intentions et il y a ce qui fait vraiment bouger les choses. Par exemple, les Contrats de Retour à l'Emploi (C.R.E.) : un des moyens les plus efficaces pour lutter contre le chômage de longue durée.

Voici trois de leurs avantages qui vous inciteront à embaucher sans attendre :

- Pour tous les C.R.E., l'exonération de la part patronale des cotisations sociales est totale pendant 9, 18 mois ou plusieurs années selon le cas.
- Une prise en charge des frais de formation est possible, si celle-ci est nécessaire.
- Une aide forfaitaire complémentaire (de 10 000 Francs) existe pour faciliter l'embauche de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

Demandez, à votre expert-comptable ou à votre Chambre de Commerce et d'Industrie ou de Métiers, plus de précisions sur l'ensemble des avantages offerts par les C.R.E. Vous constaterez que ces contrats sont souples et rentables pour l'entreprise. N'hésitez pas à utiliser le C.R.E. pour embaucher... C'est cela qui fera reculer le chômage de longue durée.

Chômage de longue durée.

IL EXISTE DES SOLUTIONS, NE LES LAISSONS PAS PASSER.



Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

**PCS**  
PREPARATION COMMERCIALE  
SUPERIEURE

Centre de préparation  
aux HEC et à Sciences Politiques  
créé en 1976

- Classes prépa HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission

- Vale générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vale économique bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ESLSA - PCS  
48, rue de la Fédération 75015 Paris  
tél. (1) 45 66 59 96  
enseignement supérieur privé

sont  
is objectifs?

LTRES SYN



CHRONIQUE • par Paul Fabra

## L'agriculture et les vaches empaillées

ABCLIR l'étalon-blé et l'étalon-bœuf (si l'on peut dire), ou tout au moins rendre neutres ces régimes sous lesquels vit la CEE depuis un bon quart de siècle, voilà l'enjeu de la réforme de la politique agricole commune. Quelle que soit l'heureuse orientation des décisions prises à Bruxelles le 21 mai, elles ne vaudront qu'à une condition : ne pas donner naissance à un système encore plus absurde que le précédent. Les agriculteurs français en colère y voient un engrenage qui fera d'eux des assistés. Les autorités, tant nationales que communautaires, nient que les aides destinées à compenser les fortes baisses de prix annoncées aient le caractère d'une mesure de protection sociale. Qui se trompe ou essaye de tromper l'autre ?

Le privilège attaché à un petit nombre de denrées de base leur confère en effet certains des attributs essentiels reconnus à une marchandise-étalon. La CEE fixe des « prix d'intervention » pour les céréales, la viande bovine et quelques autres produits de la terre. A ces prix, les organismes stockeurs sont tenus d'acheter toutes quantités qui n'ont pas trouvé preneurs sur le marché. Les prix d'intervention font office de « plancher ». L'important est dans le principe : si la demande est défectueuse, les coopératives de stockage se substituent à elle. La Communauté les pourvoit en moyens financiers nécessaires, aux frais du contribuable européen. De ce point de vue, les organismes d'intervention remplissent la fonction d'une banque d'émission sous un régime d'étalon-or. Celle-ci équilibrerait le marché en acquérant le métal dont les acheteurs privés n'auraient pas voulu au prix officiel. La s'arrête la comparaison.

La banque centrale qui avait été amenée à augmenter ses réserves métalliques avait le devoir, en cas de hausse du prix de l'or, d'y mettre immédiatement bon ordre. Elle écoule sur le marché une partie du stock précédemment accumulé. C'est cette opération en sens inverse qui est interdite, pratiquement, aux organismes stockeurs. La raison tient à la finalité de la PAC : assurer des cours aussi rémunérateurs que possible. Dans le cas de la viande bovine, un « prix d'orientation » (celui qui est jugé souhaitable) est décidé chaque année par les Douze. Le prix d'intervention en découle : il lui est inférieur de 40 %. Même à ce taux, il est le plus souvent très au-dessus du prix mondial.

Résultat : l'organisme stockeur n'est pas à même de pratiquer une gestion économique. Il est condamné à être un office de bienfaisance. Ses stocks, il les a achetés à des prix de faveur arrêtés par le pouvoir politique : les voilà dévalorisés au moment même où ils sont constitués. Supposons qu'il ait la velléité de les recéder un peu plus tard à un prix au moins égal à celui auquel il les a acquis. Cette opération n'aurait qu'un seul effet : augmenter encore l'offre excédentaire. Le volume des reventes mesurerait exactement celui des interventions supplémentaires auxquelles l'organisme devrait procéder pour se porter au secours du marché. Une fois les prix européens ramenés, par la vertu de la réforme, à un niveau proche des prix mondiaux, les organismes stockeurs pourraient bien être conduits à intervenir pour stabiliser les prix dans les deux sens.

En attendant, le seul exutoire, c'est les ventes à perte sur le marché mondial. Il en coûte à la Communauté plus du tiers de son budget total. Il est vrai que le système d'aides directes, par quoi on s'apprête à compenser les baisses programmées de prix sur les céréales et la viande bovine, évoque l'idée d'assistance. Le soutien par les prix n'en serait-il pas une autre forme ?

Pour justifier économiquement ce système, l'argument est que le prétendu marché mondial ou bien n'est qu'un marché résiduel, ou bien désigne le marché américain (la référence, c'est les cours cotés à Chicago). Ces deux hypothèses, entre lesquelles fluctue la critique, sont très différentes l'une de l'autre. Elles ont malgré tout un point commun qu'il faut retenir. Américain ou pas, le prix mondial est libellé en dollars. Il en suit donc toutes les variations. A cause de cette particularité, on a vu, pendant les premières années (1981-1984) de l'ère Reagan, le prix mondial, à certains moments, passer au-dessus des prix d'intervention européens. L'expérience la plus fréquente est inverse, comme on a eu l'occasion de s'en apercevoir de nouveau depuis l'été 1991 : à cause de la faiblesse quasi congénitale de la

devise des Etats-Unis, le prix mondial est en pleine déprime. Malgré les constants progrès de productivité, les coûts de revient européens (sur lesquels s'aligne grosso modo l'évolution des prix d'intervention) n'arrivent pas à suivre ; l'écart se creuse avec le prix d'approvisionnement sur le marché extérieur. Or la subvention à l'exportation s'ajuste automatiquement sur cet écart.

Dans la mesure où il s'agit de mettre à l'abri les producteurs européens des soubresauts du dollar, cette protection, quoique coûteuse, peut être considérée comme une mesure de saine politique agricole.

Pour le reste, il y a une certaine hypocrisie à dénoncer le faux-semblant du marché international. En vingt ans, la part qu'y occupe la Communauté est passée de 6 % à 20 %. On ne se trompe sans doute guère en attribuant l'essentiel de cet accroissement à l'octroi systématique de subventions. Si le marché mondial est un déversoir à résidus, la PAC y est pour beaucoup. A cela s'ajoute une considération générale : dites-nous quel est le « marché international » qui n'est pas décrit, par ceux qui doivent s'y affronter, comme un lieu pourri ?

C'est malheureusement la PAC, telle qu'elle fonctionne, qui donne des signes de grave dévoiement. Le soutien par les prix avec garantie de débouché a joué comme un formidable stimulant au rendement. Dans l'ignorance totale du principe selon lequel le pollueur est le payeur — un principe retenu par la réforme, on verra l'application, — le recours massif aux nitrates et aux pesticides a permis d'abaisser les prix de revient et d'augmenter considérablement le volume produit à l'hectare.

On est ainsi arrivé à ce paradoxe particulièrement sensible en France, grenier et étalon principal de l'Europe des Douze : une agriculture de plus en plus tournée vers l'exportation, mais qui ignore l'échange, source de tout enrichissement à la fois individuel et collectif. Telle est la conséquence de la situation privilégiée faite aux produits de base. Ces derniers n'ont pas seulement droit à toutes les facilités d'écoulement données par les organismes d'intervention, qui paient frais de stockage et subvention au bradage. La « préférence communautaire » a été conçue en leur faveur. L'orge et les carcasses d'animaux circulent entre les pays membres mais, jusqu'à ce jour, rien de sérieux n'a été fait pour faciliter les expéditions de produits élaborés véritablement agricoles (et non agro-alimentaires). Le coût, les formalités, le délai sont autant d'obstacles qui rendent beaucoup plus onéreux l'envoi du vin de Chalon vers Sarrebruck que la livraison à Marseille. La distance est la même. Attendons le marché unique de 1993.

SELOX Bruxelles, les « aides directes généralisées » sont « a priori » de nature à « réconcilier les différents objectifs de la politique agricole ». Exemple : les primes de compensation aux éleveurs de bovins seront versées dans la limite de deux unités de gros bétail (UGB) par hectare. Le producteur du Charolais sera avantagé par rapport à celui qui engraisse dix animaux à l'hectare à proximité du port de Rotterdam (d'où il reçoit les tourteaux d'Amérique). Les aides, fait-on remarquer à Bruxelles avec insistance, seront assises non pas sur des critères sociaux mais sur des facteurs de production tels la surface exploitée et le rendement moyen par région obtenu pendant les années 1989 à 1991.

La référence à une période historique est louable : elle est censée stopper la course au rendement. Mais c'est toute une situation que l'on fige. Le phénomène de la capitalisation des aides dans le prix des terres risque d'être relancé. Les jeunes tentés par l'aventure d'une exploitation agricole en feront les frais. Plus généralement, si l'aide est automatique, pourquoi prendre des risques (pour lancer de nouvelles productions) ?

Reste le coût énorme de l'opération : on avoue déjà une augmentation du budget communautaire agricole. D'où l'idée d'un programme de sauvetage de l'agriculture très diversifié et bien ciblé. L'intention fût-elle bonne, on est mal à l'aise d'être pris pour cible. Les bonnes intentions s'appellent « développement rural », « plurifonctionnalité » agricole, etc. Rendus méfiants par tant de promesses, les éleveurs redoutent d'être payés un jour pour faire visiter des pâturages parsemés de vaches empaillées à raison de deux par hectare.



NICOLAS GILBERT

## LIVRES

## Les causes d'un rejet

Au début du siècle, Werner Sombart expliquait pourquoi la greffe socialiste n'avait jamais pu prendre aux Etats-Unis. Son analyse ne s'est guère démodée

## POURQUOI LE SOCIALISME N'EXISTE-T-IL PAS AUX ETATS-UNIS ?

de Werner Sombart  
Traduit de l'allemand par Pierre Weiss, avec la collaboration de Gabrielle Krezdorn  
PUF, 166 pages, 118 F.

Il faut lire Werner Sombart. Cet économiste sociologue allemand est aujourd'hui bien oublié. Un de ses livres datant de 1906 vient enfin d'être traduit en français : *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux Etats-Unis ?* La lecture est passionnante parce qu'il montre à quel point la culture profonde américaine conduit vis-à-vis de la revendication sociale à un tout autre processus qu'en Europe. Plus de quatre-vingts ans après, l'enquête de Sombart tient le coup et, ce qui ne gâche rien, diffuse ce subtil parfum des choses anciennes, du fait de son écriture, très bien respectée par le traducteur.

« Canaan, le pays de Cocagne. Voilà ce que sont les Etats-Unis pour le capitalisme. » Ce sont les premières phrases de l'ouvrage de Sombart, qui va s'employer, avec la méticulosité du chercheur de terrain, à regarder vivre l'ouvrier américain. Il le considère sous trois angles : politique, économique, social, s'essayant souvent grâce au maigre artillerie statistique de l'époque, à des analyses comparatives avec la situation du travailleur allemand du début du siècle.

Ce qui frappe d'abord notre auteur, c'est le monopole des deux grands partis, républicain et démocrate, qui pompent pratiquement toute la substance politique du pays. Le prolétariat, loin de les dédaigner, trouve en leur sein une raison de fierté.

VENGEANCE • L'exemple que fournit Sombart est particulièrement éclairant. En 1903, d'importantes grèves éclatent dans le Colorado, qui dégénèrent en une sorte de guerre civile, avec bombes, incendies d'immeubles, combats entre ouvriers et militaires, expulsion du pays des dirigeants syndicaux les plus connus. A la suite de tels événements, on

aurait assisté en Allemagne à une forte poussée de voix social-démocrates. Or que se passe-t-il ? Un renforcement des suffrages démocrates afin de faire échec au gouverneur républicain Peabody, responsable de l'attitude anti-ouvrière des autorités, qui ne fut pas réélu. On avait ainsi assouvi sa vengeance.

Pourquoi n'est-il jamais venu à l'idée du prolétariat américain de former son propre parti ? Sans doute l'acceptation de l'ordre social est-elle facilitée par l'existence du suffrage universel et le fait que l'opinion publique a toujours manifesté sa sympathie pour les intérêts spécifiques des ouvriers. Mais c'est surtout la situation économique des travailleurs qui explique leur résistance aux « empoisonnements socialistes ».

Là, Sombart redevient savant. Il pioche dans les comptes et sort des tableaux comparatifs sur les revenus de l'ouvrier en Amérique et en Europe. Conclusion ? Les salaires sont deux à trois fois plus élevés aux Etats-Unis qu'en Allemagne.

Mais, en bon économiste, Sombart sait bien que cette évaluation n'a pas grand sens pour juger des niveaux de vie. Tout dépend des quantités de biens que l'on peut se procurer avec ces salaires. Il en conclut que l'ouvrier américain dépense plus pour son logement, à peu près la même chose pour la nourriture et l'habillement. Que fait-il de l'excédent de ses revenus ? Plus d'épargne, plus de consommation de biens courants et plus d'achats de luxe. « L'ouvrier américain vit dans le confort... Et toutes les utopies socialistes d'échouer à cause du rosbief et de l'apple-pie. »

Ces considérations matérialistes ne suffisent pas pour rendre compte du rejet de la greffe socialiste. La position sociale de l'ouvrier, ses rapports avec les gens et les institutions comptent au moins autant. Le phénomène de classe n'est pas perceptible aux Etats-Unis : il n'est que de voir, dans la rue, comment sont habillés les travailleurs et leurs patrons.

Sombart sait et dit « qu'il n'y a aucun autre pays au monde où l'ouvrier soit autant exploité par le capitalisme qu'aux Etats-Unis ».

## NOTES DE LECTURE

## CONCURRENCE ET SOLIDARITE L'ECONOMIE DE MARCHE, JUSQU'OU ?

Semaines sociales de France, ESF, 182 pages, 140 F.

Véritable institution (les premières datent de 1904), les Semaines sociales de France ont trouvé, on le sait, un nouveau souffle.

On s'en rend compte en ouvrant le livre qui rassemble l'essentiel des interventions du colloque de 1991. Un sujet très prégnant aujourd'hui : comment vivre la tension entre concurrence et solidarité ?

Que l'accent soit mis sur les limites de l'économie capitaliste et la priorité donnée aux valeurs de solidarité n'étonnera que ceux qui auraient oublié la coloration chrétienne des Semaines sociales. Michel Camdessus, qui dirige le FMI, est bien placé pour savoir que la solidarité à l'échelle mondiale ne va jamais de soi. « On se trouve souvent dans des situations où c'est... à qui ne paiera pas. » René Lenoir insiste sur les points suivants : le marché n'est pas une idéologie, il est indifférent à la propriété du capital, à la participation des citoyens aux décisions, au partage du surplus des richesses.

Du coup, les interventions publiques sont légitimes, d'autant plus que l'évolution technologique tend à réduire les « solidarités naturelles ».

Pour Michel Albert comme pour Alfred Grosser, le marché n'est sûrement pas le seul horizon pour l'Europe, et ils se rangent derrière la conception de Jacques Delors pour qui l'Europe doit devenir « une zone de solidarité ».

## UN MONDE SANS PAYSANS

de Daniel Tacet, Phylot coll. « intervention », 175 pages, 89 F.

La littérature agricole est riche en ouvrages aux titres-choix. On connaît la *Fin des paysans*, la *Guerre du blé*, la *France en friches*. Voici, aujourd'hui, sous la signature de Daniel Tacet, rédacteur en chef adjoint du *Figaro-Economie*, le dernier livre en date : *Un monde sans paysans*.

A dessein, l'auteur n'emploie pas le point d'interrogation tant il est sûr que « la campagne française se mue inexorablement en désert ». Avant la fin du siècle, quatre cent mille agriculteurs n'auraient-ils pas quitté la terre si un vigoureux coup de barre n'est pas donné à l'exode... que la réforme de la politique agricole commune (même si elle ne représente pas que des défauts pour tous) et le vieillissement de la population ont tendance à encourager ?

L'intérêt de ce livre concis, outre sa lecture vivante, est d'apporter des éclairages sur les situations et les politiques suivies par les partenaires (Portugal, Espagne) ou les concurrents de la France (Etats-Unis) et d'expliquer les stratégies de ceux qui disposent de l'arme de la faim.

F. Gr.

mais « l'entrepreneur américain a réussi un chef-d'œuvre de la plus haute diplomatie en maintenant un climat positif au sein de la classe ouvrière ». Il intéresse le personnel à la prospérité de l'entreprise, recueille ses suggestions (« boîtes à idées ») et lui offre des actions à des conditions avantageuses.

Cela n'aurait cependant pas suffi à éradiquer la tentation de révolte si tout un chacun n'avait le sentiment qu'il pouvait échapper à sa condition, comme beaucoup d'autres, en allant installer sa maison dans l'Ouest inhabité. On ne parlait pas encore de « nouvelle frontière », mais la puissance de l'idée était déjà là, dont la réalisation était au reste favorisée par le gouvernement.

ERREUR • Deux surprises tout de même dans le livre de Sombart. Il ne cite jamais Tocqueville, qui aurait pourtant apporté de l'eau à son moulin ; et l'avant-dernière phrase de son ouvrage révèle une étonnante erreur de prévision. La voici : « Tous les éléments, écrit-il, qui ont jusqu'ici empêché le développement du socialisme aux Etats-Unis sont en voie de disparaître ou de se transformer en leur contraire, de sorte que le socialisme s'épanouira vraisemblablement pleinement dans l'Union au cours de la prochaine génération. »

Ce n'est sûrement pas pour les raisons de Schumpeter (attraction irrésistible du capitalisme flamboyant vers les monopoles réduisant par le fait même le nombre des capitalistes, leurs intérêts et leur « puissance de frappe ») qu'il pensait cela, mais plutôt parce qu'en social-démocrate front de marxisme, il croyait que le socialisme réel ne pouvait naître que dans un pays très développé, ayant été jusqu'au bout de l'accumulation mais aussi des contradictions du capitalisme. A moins qu'il ne rêvât à l'apparition d'un leader charismatique qui, transposant la fameuse phrase de Lassalle, dirait : « Les Américains ne savent pas qu'ils sont malheureux. Nous le leur apprendrons. »

Pierre Drouin

## L'ENTREPRISE VIRTUELLE OU LES NOUVEAUX MODES DE TRAVAIL

de Denis Eulghoffer, Odile Jacob, 346 pages, 160 F.

« Grâce à sa symbiose nouvelle avec l'ordinateur et les réseaux de communication, l'homme voit ses capacités d'action amplifiées par l'accès à l'intangible. » Bigre ! L'intangible, c'est l'invisible, le sacré. D'aucuns conseillaient le jeûne, la prière, voire la contemplation... Là, c'est la calculatrice.

L'auteur s'ébahit d'un « monde qui réduit l'espace international à la liste d'un annuaire téléphonique ». Amateurs d'espace, feuiletez les pages jaunes. Mais quelle prestance que celle de l'« homme-terminal » (tout un programme !) dans sa voiture, téléphone à la main, coincé dans un embouteillage...

Les amateurs de plongée dans le sérénisme et l'informaticité trouveront dans ce livre une intéressante réflexion sur le télétravail, l'entreprise « virtuelle », la délocalisation, l'immigration masquée.

Nombreuses citations, références d'articles et d'ouvrages. Gros, sérieux travail.

Hélas, quand on découvre (p. 115) que Jean-Claude Bourret est le « commutateur-type », avec cinq lignes directes, trois lignes indirectes, deux téléphones sans fil (sans fil !), huit téléphones pour ses assistants, une télécopie, plus deux téléphones de voiture, le rêve devient cauchemar. On débranche son téléphone, et on sort regarder le dernier paysage sauvage : le ciel.

B. M.

سويحة الجبل



سكنى من المرحون

OPINIONS

Josée Doyère  
hôtelier

L'avenir de l'industrie automobile américaine

# Detroit enfermée dans le fordisme

par JEAN-PIERRE DURAND\*

LES usines automobiles japonaises aux Etats-Unis obtiennent de meilleurs résultats en matière de productivité et de qualité que leurs homologues américaines. On en connaît les causes : intégration structurelle entre conception et fabrication, rapports étroits constructeurs-fournisseurs, couverture sociale et salaires inférieurs dans les usines vertes du Tennessee ou du Kentucky (« le Monde de l'économie » du 17 mars) mais aussi supériorité de l'organisation et de la mobilisation des salariés dans les transplants japonais.

Pourquoi les Trois Grands n'ont-ils pas réussi, depuis la grande crise de 1979-1982, à transformer les relations de travail et la gestion des hommes dans les usines ?

L'histoire des relations entre ouvriers et directions dans l'industrie automobile américaine, marquée par une défiance réciproque et permanente, a accouché d'un système de fixation des salaires et d'organisation du travail extrêmement lourd et complexe. Par exemple, l'accord entre Ford et l'UAW (United Automobile Workers, Union des ouvriers de l'automobile) remplit 800 pages, auxquelles il faut en ajouter 150 pour chaque usine ! A partir des négociations entre l'UAW et les directions, toute la vie quotidienne des usines est organisée centralement, régie, codifiée et normalisée par les accords d'entreprise. Salaires horaires, échelons d'ancienneté, modalités de promotion, classification des postes (103 pour les OS) et progression de la masse salariale relèvent des accords UAW-directions.

Syndicat et directions sont intéressés à cette centralisation et à cette coordination des négociations : celles-ci limitent la concurrence entre firmes, interdisent aux directions de faire pression sur les salariés de telle ou telle usine, découragent toute revendication salariale isolée entre les discussions triennales des accords. La direction syndicale de chaque firme y trouve aussi le moyen de museler les responsables locaux turbulents, tandis que les salariés y voient une protection contre une concurrence « déloyale » des autres usines. Mais ce système homéostatique ne peut fonctionner que dans

un milieu fermé, dans lequel produire importe plus que vendre : l'absence de lien entre les résultats du travail ouvrier et sa rémunération ne peut durer que le temps de l'expansion économique et des profits de la compagnie.

La récession des ventes en 1979-1982 puis en 1991 et la pression japonaise ont entraîné quelques modifications - indexation de l'évolution des revenus sur les performances de l'entreprise, fixation des modalités de licenciement et de réembauches, paiements d'allocation-chômage, etc. - mais n'ont pas modifié la coordination et surtout la centralisation des accords et des négociations, avec des règles détaillées envisageant toutes les situations.

## Un règlement « a priori »

La rigidité des accords salariaux heurte en permanence les besoins de flexibilité du travail face aux nouvelles contraintes de qualité et de productivité : la spécialisation bien trop poussée des personnels freine la constitution de groupes de travail, la coopération entre ouvriers, leur polyvalence et leur responsabilisation. De plus, la hiérarchie reste très pesante et puissante, encadrant des ouvriers qui attendent des directives. La culture dominante des « Big Three » est encore largement celle du règlement « a priori » des problèmes sociaux, culture qui correspond à la planification de la production et à la constitution de stocks de produits, et, d'autre part, à un équilibre social dans le conflit. En ce sens, elle s'oppose à celle du « pilotage par l'aval », à la « production au plus près » (1), à l'absence de stocks et à l'équilibre dans le consensus.

Dans l'application des accords, le management local et les syndicalistes peuvent s'entendre sur les voies à emprunter (cerclage de qualité, élargissement des qualifications, etc.) pour atteindre les objectifs de l'entreprise. Mais, pour des raisons historiques locales et une absence de confiance réciproque, l'interprétation des règles peut donner lieu à des conflits permanents autour des classifications, des modalités de promotion à l'ancienneté, de l'affectation au travail posté, etc. Les ouvriers organisent le freinage ou s'absentent.

Les plaintes successives conduisent à des arrêts de travail, selon une procédure là aussi strictement réglementée.

Dans le passé, ce système permettait aux ouvriers d'obtenir de sérieuses compensations et des embauches, tandis que les directions y trouvaient le moyen d'écartier les syndicalistes des prérogatives managériales. Aujourd'hui, nombre de responsables syndicaux comme les directions d'entreprise s'accordent sur la nécessité d'une rénovation.

Mais les deux parties sont elles-mêmes traversées d'options contradictoires sur les moyens d'atteindre cet objectif. La direction de l'UAW est divisée sur ce qui est acceptable en matière de compromis sur les règles de travail : les travailleurs les plus âgés, les moins menacés par les licenciements dans le système américain, demandent plus de fermeté syndicale. Quant aux directions, elles continuent à repousser l'UAW qui souhaite partager certains choix stratégiques, en particulier celui des fournisseurs, ceux-ci étant bien souvent dépourvus de section syndicale.

Pour éviter que la fermeture de 21 usines, le licenciement de 74 000 personnes d'ici à 1995 et l'angoisse des salariés face au chômage ne gâtent la course à la qualité, Robert Stempel, PDG de General Motors, a tenté d'associer les dirigeants de l'UAW au choix des usines à fermer. Mais quand les usines se font concurrence entre elles, syndicat en tête, pour adopter localement des règles de travail plus flexibles, comme ce fut le cas en janvier dernier entre Arlington (Texas) et Willow-Run (Michigan), GM court le risque d'un éclatement syndical et de surenchères incontrôlables. Cependant la production glisse vers le Sud : même si les usines sont « syndiquées », les arrangements y sont plus faciles.

Parmi les grands compromis signés entre un constructeur et l'UAW figure l'accord sur Saturn, la nouvelle division de General Motors créée en 1985. Dans cette usine, construite ex nihilo dans le Tennessee, avec sa grappe de fournisseurs comme à Toyota-City, les transformations sont assez radicales : il n'y a plus qu'une seule classification pour les OS, 80 % des ouvriers sont embauchés à vie, le groupe comme unité

de travail à la responsabilité de son organisation, de ses moyens et de ses résultats. Enfin l'organisation de l'usine ne comporte plus que cinq niveaux, auxquels correspondent des représentations syndicales qui sont directement associées à la gestion.

## Des logiques contradictoires

Après dix-huit mois de vente, la Saturn se plaçait aux tout premiers rangs dans les classements de popularité des voitures distribuées aux Etats-Unis. Le Japon attend avec impatience la fabrication de Saturn satisfaisant ses normes. Malheureusement ce succès porte sur quelque 200 000 voitures - la firme ayant divisé par deux l'objectif initial (2), - soit à peine plus de 4 % des automobiles américaines vendues chaque année aux Etats-Unis (4,8 millions).

Le coût de l'opération Saturn (3,1 milliards de dollars) et ses spécificités d'« usine verte » du Sud montrent aussi l'ampleur du défi à relever pour les usines anciennes, ancrées dans leur culture centralisatrice, top-down et hiérarchique, partagée par les managers comme par les syndicalistes ou les ouvriers.

L'imbrication des logiques contradictoires continuera à porter préjudice à l'efficacité productive tant que l'industrie américaine n'aura pas choisi entre le réaménagement du couple conflit-compromis propre au fordisme et l'adoption du couple consensus-coordination inspiré du toyotisme.

(1) Pour *lean production* (littéralement « production amaigrie » ou « frugale »), qui correspond à la préoccupation constante d'efficacité maximale pour des ressources minimales.

(2) De même les innovations technologiques ont été réduites dans le produit (moins de pièces en matériaux composites) comme dans le procédé (moins d'informatique).

(\*) Professeur de sociologie à l'université de Paris-Evry, auteur, avec F.-X. Merrien de *Sortie de siècle : la France en mutation* (Ed. Vigot).

DECRETS

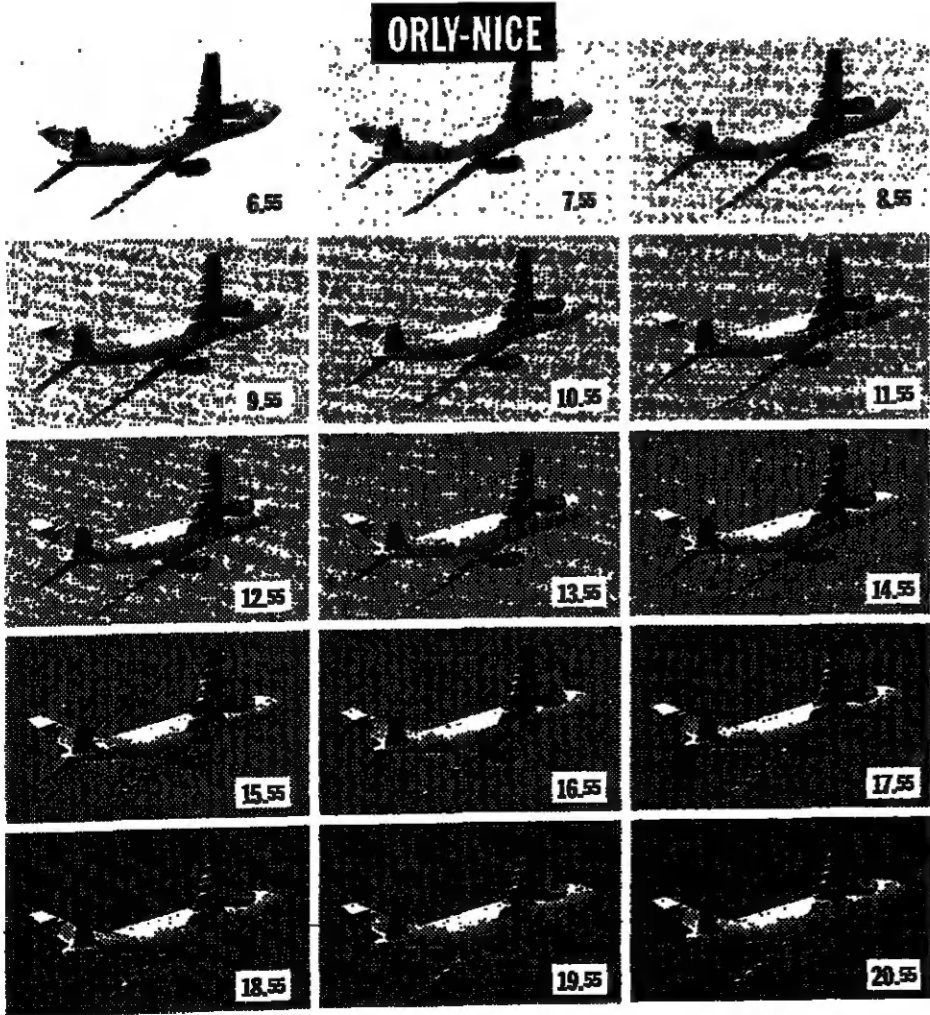
**Artisans, Entrepreneurs,**  
**le Cabinet de Recouvrement Jocassien**  
vous propose un service pour recouvrer vos créances : traites, chèques sans provision, factures, ...  
Pas d'abonnement, pas de frais de dossier.  
Une commission forfaitaire sur les créances soldées.  
Tél. : 30-73-24-96

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

## Le Monde

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
46-62-72-67



## DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ETOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de partir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son Tarif Super Loisirs pour tous à 830 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 48 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER

**AIR INTER**  
L'AVION FACILE

## CONSULTEZ EN MEME TEMPS



**LE REGISTRE DU COMMERCE ET LES BILANS POUR VOUS FAIRE UNE VUE D'ENSEMBLE SUR VOS CLIENTS OU VOS FOURNISSEURS.**



Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments qui, combinés, vous permettent de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander les copies de bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous décaler, sans frais particulier.

Pour prévenir difficultés et impayés (en 1991 il y a eu près de 55 000 faillites), consultez systématiquement le Registre du Commerce et les bilans des Entreprises avec qui vous allez traiter.

Consultez le 36.29.11.11.  
**36 29 11 11**  
**INFOGREFFE**

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE -1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75



## CONJONCTURE

**Q**UE les estimations de l'emploi et du chômage au mois le mois soient imparfaites dans un pays dont la population active compte 127 millions de personnes n'a rien de très étonnant, ni de très préoccupant, dès lors que sont respectées les précautions à la lecture de ces statistiques. Les données américaines récentes en sont une flagrante illustration.

En juin, les résultats de l'enquête annuelle du département du travail sur la situation de l'emploi ont révélé des écarts notables avec les évaluations mensuelles antérieures. Obtenues à partir d'échantillons plus larges de la population et des entreprises, ces statistiques annuelles ont conduit à réviser de plus de 600 000 les pertes d'emploi - portées ainsi

INDICATEUR • L'emploi  
Prudence nécessaire

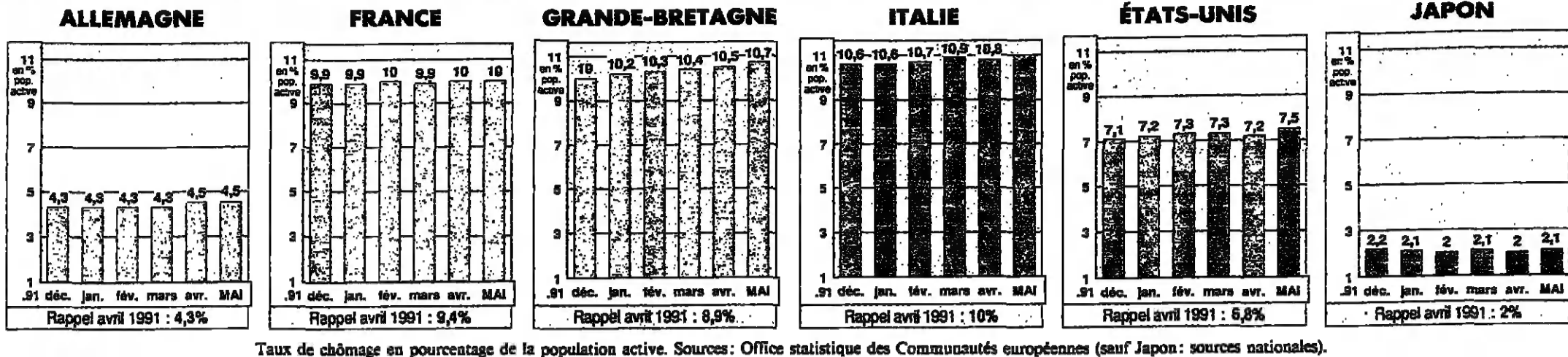
de 1,57 million à 2 millions - sur la période de récession, de juin 1990 à janvier 1992.

Portée à la connaissance du public plusieurs trimestres plus tard, cette correction est d'autant plus déconcertante que les statistiques mensuelles ont, elles aussi, fait l'objet d'importantes révisions. Calculées à

partir d'informations collectées auprès de 350 000 entreprises, représentant seulement 43 % des emplois, celles-ci sont affectées d'une très grande irrégularité durant les périodes de turbulence conjoncturelle.

Ainsi, pour avril, les créations d'emplois ont été revues en hausse de 70 000, ce qui porte à 182 000 l'augmentation nette des embauches sur ce mois. Les données pour le mois de mai, qui font état pour l'instant d'une augmentation de 68 000 emplois seulement, seront-elles réduites de moitié ou doublées lors de la prochaine révision? Rien ne permet de le dire.

Dans ces conditions, il est prudent d'attendre confirmation du chiffre avant d'en tirer des conclusions alarmistes.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

RÉGION • Le Maghreb  
Deux sur trois

La bonne santé économique du Maroc et de la Tunisie est confirmée par les dernières statistiques, et l'on peut s'attendre à une année 1992 favorable : les flux de tourisme, très affectés au début de 1991 par la guerre du Golfe, ont repris, les investissements progressent. L'Algérie, elle, se débat toujours dans une crise politique qui hypothèque son redressement économique.

Au Maroc, l'accord de réconciliation obtenu en février dernier au Club de Paris (créanciers publics) et l'annulation des 2,8 milliards de dollars de créances déteuées par l'Arabie saoudite vont alléger le service de la dette, qui ne devrait pas excéder 25 % des recettes d'exportation.

En Tunisie, ce ratio devrait être proche de 22 %. Dans ce pays, la tendance à la baisse de la production pétrolière s'est inversée en 1991, avec une augmentation de 15 % des quantités extraites. La mise en exploitation de nouveaux champs et la découverte de nouveaux gisements devraient lui permettre d'augmenter ses exportations. Dans le domaine agricole, les bonnes conditions climatiques laissent espérer cette année encore de bons résultats.

En revanche, au Maroc, les excellentes récoltes de 1991 ne seront pas égales et les importations de céréales devraient augmenter d'environ 30 %. Elles pèseront sur le solde commercial qui a enregistré au cours du premier trimestre de l'année une nette dégradation. Alors que les prévisions tablent sur une reprise très sensible des exportations, c'est l'inverse qui s'est produit : les importations ont augmenté deux fois plus rapidement (10,6 contre 5,2 %). Les données disponibles ne permettent cependant pas encore de savoir si cette dégradation risque de se confirmer au cours de l'année et si elle est de nature à ralentir les progrès de l'ouverture.

Le Maroc comme la Tunisie entrent en effet dans la phase finale de leurs plans d'ajustement qui doit conduire à une libéralisation plus complète de leurs échanges et à la convertibilité de leurs monnaies. Après les tensions internationales et les difficultés économiques provoquées par la guerre du Golfe, la confiance revient.

Sur le plan externe, il s'agit pour le Maroc et la Tunisie de profiter au maximum des occasions offertes par les progrès de la construction européenne. Les pays de la CEE constituent l'essentiel de leurs débouchés et de leurs sources d'approvisionnement (respectivement 76 % et 72 % pour la Tunisie, 65 % et 55 % pour le Maroc). Ils sont aussi à l'origine d'une partie importante des apports de financements extérieurs, puisqu'ils ont assuré dans les années 80 plus de 70 % des ressources bilatérales de la Tunisie et de l'ordre de 45 % de celles du Maroc. Dans l'ensemble des investissements étrangers réalisés au Maroc, la part des pays européens s'est sensiblement accrue ces dernières années. Partant d'environ 30 % au début des années 80, elle

atteint maintenant plus de la moitié.

L'enjeu pour le Maroc et la Tunisie est de renforcer l'attrait qu'ils présentent pour les investisseurs européens et pour tous ceux qui participent au mouvement de délocalisation autour du marché unique de la CEE. Mais chacun des deux pays compte aussi sur des projets spécialement conçus pour attirer les investissements étrangers.

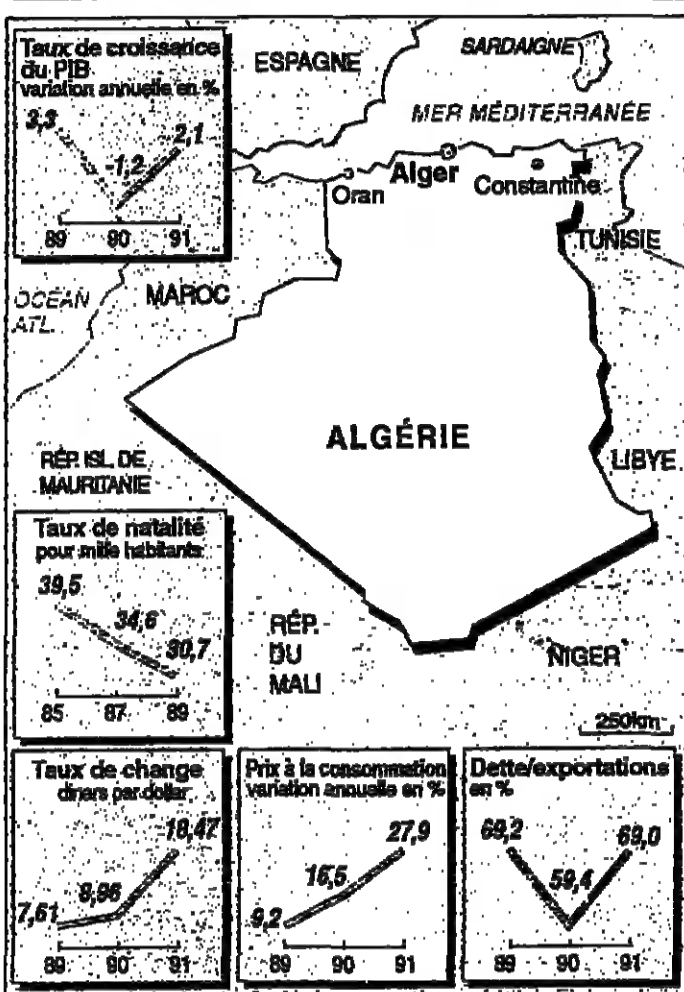
Ainsi la Tunisie prépare la création de trois nouvelles zones franches, dont une devrait accueillir des industries de haute technologie. Le Maroc a créé en février dernier à Tanger une place financière offshore dont il attend de meilleures conditions d'accès aux capitaux internationaux.

L'enjeu est aussi d'améliorer leurs positions dans la compétition commerciale. Ensemble, la Tunisie et le Maroc ne représentent guère plus de 1 % des importations extra-communautaires de la CEE. Mais leur part de marché est en progression. Elle est surtout sensiblement plus importante sur le seul marché français (3,4 %), ou sur les marchés européens de produits agricoles ou textiles. Dans ces secteurs sensibles, les pays européens ont d'ailleurs imposé des limites aux exportations des deux pays. Mais le Maroc espère parvenir à faire intégrer les produits agricoles dans l'accord de libre-échange actuellement en discussion avec la CEE.

La poursuite des réformes économiques devrait contribuer à améliorer la position des deux pays. Les gouvernements seront cependant prudents dans tous les domaines qui touchent au niveau de vie de la population et à l'emploi. Plusieurs événements, notamment ceux de Fès en 1990, ont montré la fragilité des équilibres sociaux et politiques. La crise algérienne et la crainte des contagions qu'elle pourrait susciter ne feront sans doute que renforcer l'attention portée aux conséquences sociales des politiques économiques.

En Algérie, l'assassinat de Mohamed Boudiaf fait à nouveau éclater la crise politique que le Haut Comité d'Etat cherchait à contenir. Il est difficile d'en prévoir l'issue ainsi que les conséquences économiques. Sauf à susciter un soutien financier plus net des pays créanciers de l'Algérie - et notamment de la France - cet événement tragique risque de rendre encore plus difficile la tâche du prochain gouvernement. Les perspectives pour 1992 n'étaient déjà pas bonnes. Le « plan de relance » présenté en mars dernier contenait un certain nombre d'orientations et de priorités. Mais, faute de moyens, il ne constituait pas un véritable instrument de relance à court terme. La croissance, révisée légèrement en baisse pour 1991, devrait rester encore très médiocre en 1992, bien qu'une nouvelle fois soutenue par les bonnes performances agricoles. Les risques de dérapage dans l'hyperinflation apparaissent de plus en plus grands.

Agnès Chevallier  
Economiste au CEPII

PAYS • L'Algérie  
Assainir

Parmi les réformes en cours en Algérie, celles qui touchent aux entreprises publiques sont particulièrement difficiles à opérer. Elles ont une portée économique et un impact politique considérables.

Les entreprises publiques occupent 1,2 million de personnes, soit 40 % de l'emploi total (secteur administratif exclu). Elles réalisent 45 % de la production nationale hors hydrocarbures et plus des trois quarts de la valeur ajoutée industrielle. Très endettées - elles n'ont pu fonctionner durant des années que par un accès facile au crédit - et confrontées à de grosses difficultés de trésorerie, elles ne peuvent continuer leurs activités qu'en faisant encore appel au crédit. La rigueur monétaire, nécessaire pour contrôler l'inflation, se heurte au risque d'une paralysie complète des entreprises publiques.

Leur assainissement financier est donc une priorité. L'examen des comptes de 189 entreprises a montré que 90 % d'entre elles avaient besoin d'une aide financière importante. Mais, jusque-là, les sommes consacrées à cet assainissement sont restées modestes : 42,5 milliards de dinars inscrits dans la loi de finances de 1992, qui ont concerné 25 entreprises. Le débat sur le financement et les modalités de l'assainissement, qui se déroule depuis plus de deux ans, a pris une intensité nouvelle ces dernières semaines, lorsque le gouvernement a ouvert la voie aux privatisations.

La privatisation figure en effet parmi les possibilités offertes aux entreprises dans le cadre de leur « réhabilitation », à côté de formules de partenariat, de regroupement en holding, d'actionnariat ouvrier. Les capitaux étrangers pourront prendre part à cette privatisation. Le code d'investissement en cours de préparation supprime en effet toute discrimination entre investisseurs étrangers et nationaux. Ces nouvelles dispositions, qui marquent de façon radicale l'abandon des options antérieures de l'Algérie, ont soulevé de nombreuses réactions à l'intérieur du pays. L'Union nationale des entrepreneurs publics s'insurge contre des mesures qui conduiraient à « brader » le secteur public au bénéfice d'intérêts privés, nationaux ou étrangers. Elle réclame que l'assainissement des entreprises publiques soit effectué avant leur éventuel changement de statut.

Les réformes des entreprises publiques, comme d'une façon générale toutes les réformes économiques accomplies actuellement en Algérie, se heurtent à l'opposition d'une partie des cadres politiques et économiques du pays. Elles sont aussi dépourvues du soutien de la population pour qui elles sont synonymes de pertes d'emplois et de vie chère. Elles seront difficiles à poursuivre si l'assassinat de Mohamed Boudiaf devait déboucher sur une crise politique ouverte.

Ag. C.

SECTEUR • La chaussure  
Peu en jambes

L'INDUSTRIE de la chaussure n'est pas en jambes. Recul de la consommation, baisse de la production, dégradation de la balance commerciale malgré la bonne tenue des exportations... Les clients avaient l'habitude de se faire prier (sur longue période, les ventes se développent peu : + 1,5 % par an en nombre de paires, moins de 1 % en francs constants). Mais l'an dernier, ils ont carrément traîné les pieds, diminuant leurs achats de 1,5 % en francs constants. Pas de quoi pavoiser. Pas de quoi, surtout, absorber le flot continu des importations.

De 1980 à 1991, celles-ci ont presque doublé, passant de 128 à 230 millions de paires et de 46 % à 67 % de la consommation. Avec des ventes en France dépassant les 4,7 milliards de francs, les escarpins italiens ont encore tenu, l'an dernier, le haut du pavé, devant les mocassins portugais (1,3 milliard de francs) et bottines espagnoles (1 milliard). Mais, en nombre de paires vendues, les résultats ont été moins brillants, l'Italie reculant même nettement ces derniers mois.

Signe des temps, c'est la Chine populaire qui est devenue, l'an dernier, le premier fournisseur en volume de l'Hexagone avec plus de 62,8 millions de paires vendues. Une poussée que seule l'adoption de mesures de sauvegarde a permis d'endiguer. Une poussée qui ne s'est pas encore traduite en valeur (959,7 millions de francs seulement), mais qui témoigne, selon Olivier Bouissou, délégué général de la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure de France, de l'extraordinaire montée en puissance des pays de l'Asie du Sud-Est.

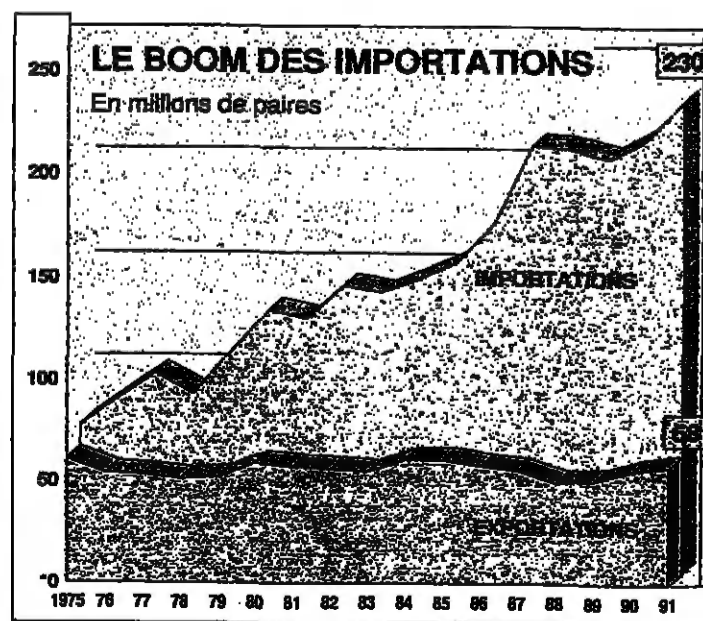
L'évolution de la distribution y contribue, marquée en France par le déclin du commerce de détail (forme de distribution la plus favorable au maintien des petits producteurs), la stabilité des enseignes succursales et surtout l'émergence de grandes surfaces spécialisées implantées à la périphérie des villes. Pratiquant des prix d'appel, celles-ci se sont emparées en quelques années de 12 % du marché.

« Nous sommes engagés dans une course extrêmement préoccupante au coût de main-d'œuvre le plus bas », dit Olivier Bouissou. On voit parfois surgir des capacités de production dans des pays où n'existent ni système de prix ni marché, où les conditions de travail sont chaotiques, voire aberrantes. Ne pratique-t-on pas, en Chine, le travail forcé pour les prisonniers? Concorrence déloyale et danger de mort des industries françaises et communautaires. La fronde et la grappe montent, et l'on parle de plus en plus d'un « front » de défense des industries de main-d'œuvre, où la chaussure serait rejointe par le textile et l'habillement.

Avec 169 millions de paires produites l'an dernier (- 4,5 %) et 17,4 milliards de francs de chiffre d'affaires (+ 3 %), l'industrie française a accusé le coup. L'emploi a suivi une décroissance plus forte encore, les 62 000 salariés du début des années 80 ne devant plus être que 36 000 à la fin de cette année. Le seul motif de satisfaction est venu des exportations qui, tirées ici comme ailleurs par la « locomotive » allemande, ont progressé l'an dernier, tant en nombre de paires (58 millions, soit + 8 %) qu'en chiffre d'affaires (4,8 milliards de francs, soit + 10 %). Avec 25 % à 30 % de sa production exportée selon les années, explique Olivier Bouissou, l'industrie française de la chaussure se situe dans la bonne moyenne de l'industrie nationale. Les chiffres ne doivent toutefois pas faire illusion. En volume, les Français ne font pas mieux qu'en 1975, même si le déclin de la fin des années 80 semble enrayé.

Avec des signaux au rouge, 1992 s'annonce plus rude encore. Sur les quatre premiers mois de l'année, la production a chuté de 6 % en nombre de paires et de 5 % en valeur. Mais la nouvelle progression des exportations (+ 9 % en volume) est accompagnée, pour la première fois depuis 1988, d'un fléchissement des importations (- 6 %).

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

Import 1991